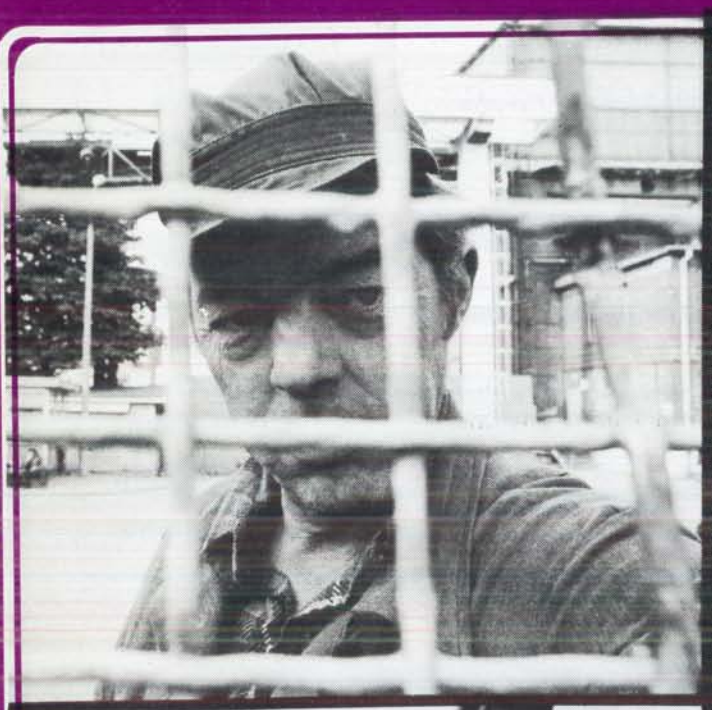
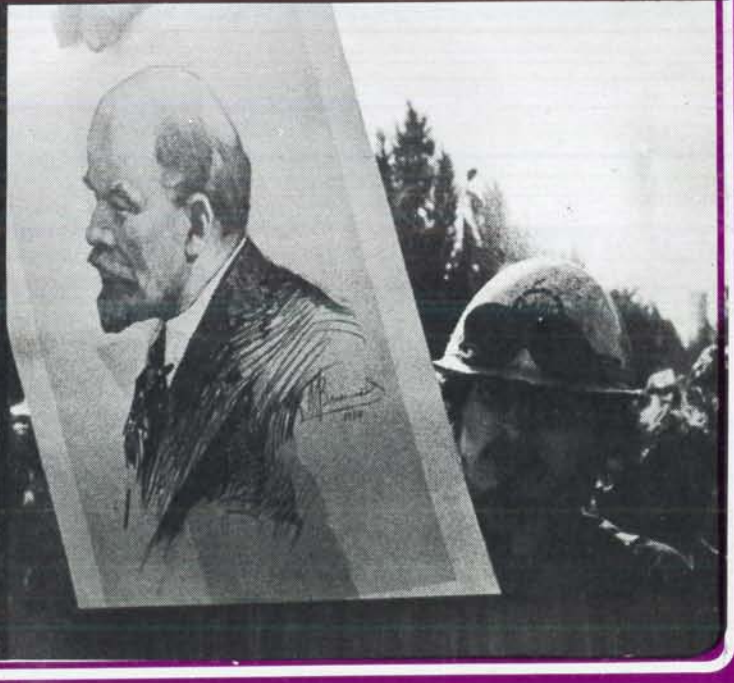
Numéro 119 du 22 février 1982 - 10 FF - 70 FB - 4 FS

INPRECOR

INTERCONTINENTAL PRESS





NUMERO SPECIAL POLOGNE

INPRECOR
INTERCONTINENTAL PRESS

Revue bimensuelle d'information et d'analyse publiée sous la responsabilité du Secrétariat unifié de la IVe Internationale.

Sommaire du numéro 119 du 22 février 1982

3	EDITORIAL	De la Pologne au Salvador, combattre l'hypocrisie réactionnaire !	INPRECOR
4	RÉSISTANCE	Résister sous la botte de la dictature bureaucratique	Jacqueline ALLIO
5	—	Appel des ouvriers des aciéries Huta Lénine de Cracovie	DOCUMENT
6	—	« Les tâches des militants de Solidarité », lettre d'un dirigeant d'URSUS, membre de la Commission nationale de Solidarité	Zbigniew JANAS
9	DOCUMENT	« Nous les militants ..., nous sentions la confrontation arriver, mais mais nous avons été surpris par son ampleur ... »	DOCUMENT
11	—	« Nous, l'intelligentsia ..., nous n'avons pas eu le courage de freiner la radicalisation ... »	DOCUMENT
13	DÉBAT	« Solidarité pour le pouvoir aux travailleurs », contribution d'un membre du présidium de la région de Lodz de Solidarité	Zbigniew KOWALEWSKI
19	ÉCONOMIE	Les racines de la crise économique	Ernest MANDEL
26	RÉACTIONS	Le Parti communiste italien à un tournant ?	Elettra DEIANA
29	—	Etat espagnol : une solidarité difficile	Angel MUNOZ
33	—	Etats-Unis, Belgique, Brésil, Mexique, Argentine	INPRECOR
36	DOCUMENT	Les dirigeants de Solidarité en liberté posent leurs conditions à « une véritable entente nationale »	DOCUMENT

Les articles signés ne représentent pas nécessairement le point de vue de la rédaction.
Les articles non signés expriment les positions du Secrétariat unifié de la IVe Internationale.

ABONNEMENT
25 NUMÉROS
PAR AN

Chèques bancaires et chèques postaux libellés à l'ordre de « PEC », à adresser à *Inprecor*, 2, rue Richard-Lenoir, 93108, Montreuil, France.

Virements bancaires à « PEC », BNP, agence Robespierre, 153, rue de Paris, 93108 Montreuil, France, compte numéro 230179 / 90.

Virements postaux à «PEC », compte chèque postal numéro 2.322. 42. T PARIS.

Inprecor, abonnement un an, 25 numéros, pour tous pays : 200 FF.

Par avion : Europe, Moyen-Orient, Afrique du Nord : 225 FF ; Afrique et Amériques : 265 FF ; Asie : 290 FF.

Pli fermé : France 300 FF ; tous les autres pays (par voie de surface) 320 FF ; pli fermé par avion, écrire à *Inprecor*.

POUR TOUT ABONNEMENT, REMPLIR CETTE FORMULE EN LETTRES MAJUSCULES

Nom — Prénom

Numéro et Rue

Commune

Code Postal Pays

Réabonnement ☐ Abonnement ☐

Inprecor, revue bimensuelle éditée par Presse-Edition-Communication (PEC)
Administration : 2, rue Richard-Lenoir, 93108 Montreuil, France
Directeur de publication : Robert March — Gérant : Jacques Girma
Commission paritaire numéro 59117 — ISSN 1 0294 - 8516 — Imprimé par Rotographie

De la Pologne au Salvador combattre l'hypocrisie réactionnaire

L'HYPOCRISIE aura été le dénominateur commun des réactions des dirigeants du monde capitaliste face au coup de force du général Jaruzelski et de ses pairs contre les travailleurs polonais.

Alors que les politiciens bourgeois s'épanchent dans des condamnations sans fin de la situation en Pologne, qui leur servent d'alibi pour réclamer des sanctions contre l'URSS et démultiplier leur propagande anticommuniste, les banquiers impérialistes, plus réalistes eux, ne cachent pas leur espoir de voir dans la contre-révolution politique en Pologne un moyen de récupérer l'argent prêté au gouvernement de ce pays. Dans le *Wall Street Journal* du 21 décembre, Thomas Theobald, vice-président de la seconde banque américaine, la Citizenbank, reconnaît d'ailleurs que « *la plupart des banquiers trouvent que les gouvernements autoritaires sont une bonne chose parce qu'ils imposent une discipline à la société* ».

Un peu plus bavard que ses acolytes sur ce chapitre, le Premier ministre canadien Pierre Trudeau n'a pas hésité à déclarer, lors d'une conférence de presse tenue à la veille de Noël : « *Si l'instauration d'un régime militaire a pour effet d'empêcher une guerre civile, alors je ne peux pas dire que ce soit une mauvaise chose en soi.* » Exprimant tout haut ce que les dirigeants bourgeois pensent tout bas, il a aussi affirmé à propos de Solidarité : « *Nous voyons bien que les syndicats canadiens ne font que multiplier et exagérer leurs revendications. J'imagine bien que le mouvement syndical polonais n'est pas tellement différent ; ils voulaient en avoir plus, mais il était évident qu'à un moment donné le gouvernement ne céderait plus.* »

Il est bien évident qu'autant que les bureaucrates polonais et soviétiques, les dirigeants impérialistes avaient peur de l'exemple et l'encouragement à la lutte que constituait, par-delà les frontières, le combat des travailleurs polonais et de Solidarité. Et, lorsqu'ils feignent de condamner les généraux polonais, ils ne le font certainement pas pour soutenir les revendications et objectifs de Solidarité, alors même qu'ils sont lancés — comme Ronald Reagan qui licencie d'un coup 12 000 aiguilleurs du ciel, ou Margaret Thatcher qui introduit des lois anti-syndicales —, dans un vaste programme d'austérité et de tentative d'étouffement du mouvement de protestation social dans leur propre pays.

Comment qualifier d'ailleurs la duplicité des dirigeants impérialistes lorsque ceux-ci, derrière Ronald Reagan, organisent un *show* télévisé d'un coût de 500 000 dollars sur la Pologne, avec une grande mise en scène mélodramatique auquel participe le Premier ministre de la junte sanglante de Turquie, Usulu, et que des dirigeants sociaux-démocrates comme Helmut Schmidt ou François Mitterrand ont cautionné par leur participation ?

Il est vrai que Ronald Reagan se situe dans la même optique que le secrétaire général de l'OTAN, Joseph Luns, qui proclamait le 29 janvier à Bruxelles : « *La différence entre les généraux polonais et les généraux turcs est la même que celle qui distingue les traîtres des patriotes.* (...) *Les généraux de Varsovie sont résolus à extirper l'esprit de la démocratie et ceux d'Ankara à créer des conditions qui permettront à cet esprit de s'épanouir. Les généraux de Varsovie terrorisent leur propre peuple. Leurs homologues d'Ankara restaurent un sens national de la sécurité individuelle.* » Ronald Reagan pense la même chose au sujet de la Junte militaire et démocrate-chrétienne présidée par Napoleon Duarte au Salvador.

Quelques jours avant cet « événement », la presse américaine, peu encline à se montrer favorable aux révolutionnaires du Front Farabundo Marti de libération nationale (FMLN), reconnaissait pourtant les multiples massacres de population dont la brigade Atlacalt, formée par des instructeurs américains, s'était récemment rendue coupable au Salvador. Le reporter du *Washington Post* notait, le 27 janvier, depuis le village de Mozote, que « *selon le témoignage de trois survivants, plusieurs centaines de civils, y compris des femmes et des enfants, ont été sortis de leurs maisons et tués aux alentours de ce village par les troupes de l'armée salvadorienne lors de l'offensive de décembre contre les guérillas de gauche* ».

Cela n'a pourtant pas empêché Ronald Reagan de proclamer, dès le 31 janvier, que la Junte salvadorienne « *faisait des progrès* » dans le respect des droits de l'homme, réclamant du Congrès américain une aide supplémentaire de 100 millions de dollars pour l'année en cours et une autre de 300 millions de dollars pour l'année fiscale qui débutera en octobre prochain.

Il est dès lors facile de comprendre que les Reagan, Thatcher et cie ..., aux mains tâchées du sang des peuples d'Amérique centrale ou d'Irlande, n'ont aucun droit à se déclarer solidaires des travailleurs polonais. Ce droit est réservé aux militants du mouvement ouvrier international, qui savent que le combat contre la dictature bureaucratique des généraux polonais est indissociable de la lutte contre l'interventionnisme des Etats-Unis en Amérique centrale.

Dans le dernier numéro d'*Inprecor*, nous avons consacré une large place à la situation au Salvador et en Amérique centrale à la veille des farces électorales impulsées par l'impérialisme américain. Nous y reviendrons dans nos prochaines éditions. Ce numéro, entièrement consacré à la Pologne, doit être une arme de clarification et d'information dans le mouvement de solidarité avec le combat des travailleurs polonais.

L'importance du matériel dont nous disposons ne nous a pas permis de suivre à la lettre le sommaire que nous avions annoncé dans notre dernier numéro. Les articles qui, pour des raisons de place, n'ont pu passer dans ce numéro Spécial Pologne, seront publiés ultérieurement.

INPRECOR
22 février 1982.

Résister sous la botte de la dictature bureaucratique

Après le premier traumatisme, les travailleurs reprennent leurs espoirs et leurs luttes

Jacqueline ALLIO

Comme chacun a pu s'en rendre compte à la lumière des événements, le coup de force du 13 décembre 1981 a été préparé de longue date par la bureaucratie polonaise. En procédant à des arrestations massives et systématiques dès le samedi 12 décembre au soir, en internant par milliers les militants les plus actifs de Solidarité et une partie de ceux qui soutenaient ouvertement le syndicat, les bureaucrates ont décapité le mouvement et modifié radicalement le rapport de forces existant jusqu'alors, usant de tous les moyens en leur pouvoir pour tenter de terroriser la population.

L'imposition du couvre-feu, l'interdiction de circuler dans le pays, l'impossibilité de communiquer par téléphone, les rafles, les perquisitions, les interrogatoires interminables infligés aux personnes arrêtées au hasard, la diffusion de rumeurs plus qu'alarmantes quant aux conditions d'internement des disparus, l'interdiction de tout contact avec l'étranger : autant de mesures qui visaient à paralyser toute velléité de rébellion. « *Nous sommes restés quatorze heures d'affilée, obligés de rester debout, dans un froid terrible. Il faisait — 15 degrés. Ils nous avaient mis les menottes, attachées dans le dos pour certains* », raconte un témoin arrêté dans la nuit du 12 au 13 décembre dans les environs de Gdansk. Il relate ensuite comment, conduits à la prison de Bialoleka près de Varsovie, les prisonniers ont passé une nouvelle nuit, parqués « *avec interdiction de parler, sans nourriture ni boissons, rien ; et toujours les menottes. Au beau milieu de la nuit, de nouveaux prisonniers sont arrivés. Je les ai vus. Plusieurs avaient été sauvagement battus. Certains étaient transportés sans connaissance ... peut-être y avait-il des morts ...* (1) ».

Les conditions d'internement dans les camps sommairement organisés — début janvier, on en comptait 78 sur tout le territoire polonais — sont plus que précaires. « *Le nombre de personnes internées dans tout le pays varie de 50 000 à 100 000 selon les sources. Version gouvernementale : 5 000, dont à peine plus de 360 à Varsovie.* (2) » Même dans la prison de Bialoleka, qui est la « vitrine » que l'on montre aux étrangers et où ont été enfermés de nombreux dirigeants et experts connus de Solidarité, les conditions d'existence sont tout sauf enviables. Les prisonniers sont souvent 12 dans des cellules de 18 m2. Ils n'ont droit qu'à une demi-heure de promenade par jour, les repas sont très pauvres en calories et l'absence de soins médicaux est particulièrement préoccupante. « *Il y a des malades et parmi eux un homme âgé de 72 ans, dont on ne s'occupe pas* (...). *Nous avons constaté que des souris et des rats se promènent dans les cellules, ce qui risque de déclencher une épidémie* », lit-on notamment dans un témoignage (3). Le 4 janvier, les prisonniers ont organisé une grève de la faim pour protester contre la dégradation de leurs conditions d'existence, en soulignant que si les autorités faisaient preuve de certains égards vis-à-vis des intellectuels et des dirigeants de Solidarité, elles n'hésitaient pas à faire usage de la contrainte physique à l'égard des ouvriers, beaucoup plus mal traités.

Faut-il en conclure pour autant que la classe ouvrière polonaise a été écrasée et se joindre au concert des voix qui ne posent les problèmes qu'en termes d'aide humanitaire et qui font déjà une croix sur la révolution politique dans ce pays ? L'ampleur de la résistance qui a commencé à s'organiser dès le déclenchement du coup de force est là pour témoigner du contraire.

UNE RÉSISTANCE SPONTANÉE

Spontanément, les travailleurs d'innombrables usines ont décidé d'occuper leur entreprise dès la proclamation de l'état de guerre. Le mardi 14 décembre, un « Comité national de grève », formé de dirigeants de Solidarité restés en liberté, a lancé un appel à la grève générale. Plusieurs centaines d'entreprises y ont répondu, et parmi elles un grand nombre des usines militarisées à partir du mardi 14, où la grève était dès lors devenue passible de la peine de mort.

Dans les mines en particulier, les occupations ont pris un tour dramatique, les ouvriers refusant souvent de remonter à la surface, comme à la mine de Piast, où les membres du comité de grève ont menacé de faire exploser la dynamite qu'ils avaient attachée autour de leur corps ; ils ont prolongé l'occupation treize jours durant, jusqu'au mardi 28 décembre, dans des conditions de survie extrêmement précaires.

Dans la mine « Wujak », où les ouvriers ont menacé de faire sauter la mine qui se trouve aux environs immédiats d'une zone d'habitation, il a fallu 40 chars, 5 mitrailleuses lourdes et l'usage de gaz paralysants lancés par hélicoptères pour réduire à merci les mineurs et la foule de femmes, d'enfants et de travailleurs, extérieurs à la mine, venus leur prêter main forte. Seules les unités spéciales anti-émeutes de la milice — les ZOMO — ont pris part à l'opération qui a fait onze morts, les soldats étant demeurés des observateurs passifs à l'arrière-plan. A la mine Baildon, les femmes des ouvriers massées devant les portes sont parvenues en revanche à empêcher la milice de donner l'assaut.

Dans la sidérurgie également, en particulier dans les grandes fonderies de Cracovie, Katowice et Varsovie, les travailleurs ont montré leur détermination à résister à ceux que tout le monde qualifie d'« *occupant* ». A Huta Katowice, les ouvriers barricadés dans l'usine ont menacé de faire sauter les hauts-fournaux à l'aide des réserves d'oxygène et d'acétylène. Les grévistes, qui s'étaient préparés à une telle grève avec occupation, disposaient d'importantes réserves de nourriture ainsi que de barres de fer et de coktails molotov, mais ils ont cependant dû baisser les bras devant la menace des mitrailleuses, après que les tanks aient pénétré dans l'entreprise.

Sur le littoral de la Baltique, enfin, la résistance des travailleurs a été particulièrement dure, non seulement dans les entreprises, mais au niveau de l'ensemble de la population. A Gdansk, les militaires ont dû retirer les unités de soldats qui encerclaient les chantiers navals depuis la proclamation de l'état de guerre, certaines s'étant mises à fraterniser avec la population massée à l'extérieur des installations. Elles ont été remplacées par des unités spéciales de la ZOMO. Ce n'est que le vendredi 17 décembre que les tanks ont pu faire leur entrée dans les chantiers. C'est alors qu'il y a eu des morts. Le soir même, date anniversaire des émeutes de la Baltique en 1970, une foule de 100 000 personnes s'est rassemblée aux environs de la gare, dressant des barricades et mettant le feu à tout ce qui faisait obstacle.

La répression des premières formes de résistance à été brutale, faisant des morts non seulement à Gdansk, mais à Wroclaw (une quinzaine) lors de l'assaut des blindés contre l'usine de construction de wagons Pafawag, dont les murs d'en-

1. *Libération*, 28 décembre 1981.
2. *Hebdomadaire de guerre* de Solidarité, numéro 1, Varsovie, jeudi 7 janvier 1982.
3. Bulletin d'information du Comité de coordination du syndicat « Solidarnosc » en France, numéro 2.

ceinte ont été détruits. Elle s'est également traduite par des scènes d'une violence inouïe, comme le passage à tabac des ouvriers de la filiale d'URSUS à Gorzow. Contraints de passer entre deux rangées de militaires, d'innombrables ouvriers se sont retrouvés dents, bras et jambes cassés. Des témoins ont pu affirmer que, plusieurs heures après ce carnage, on pouvait encore voir des flaques de sang devant l'usine.

L'IMPRÉPARATION DE SOLIDARITÉ

Le problème essentiel auquel s'est heurté Solidarité durant ces premières journées de résistance au coup de force du 13 décembre, a été sa totale impréparation face à toute perspective de confrontation avec le pouvoir central, et avec le pouvoir armé en particulier. « *Nous étions prêts à tout, même à mourir*, raconte un ouvrier de la fonderie Lénine, *mais nous n'avions pas les moyens de nous battre. Nous ne possédions que des barres de fer, mais personne n'avait décidé de s'en servir. Nous savions que l'on allait nous taper dessus.* »

A peu de choses près, passé le premier moment de détermination farouche de se battre, le scénario décrit plus haut se répétera dans la plupart des entreprises où les ouvriers s'étaient retranchés pour mieux résister. A quoi bon, en effet, se battre les mains nues — ou presque — face à des tanks, des canons, des mitrailleuses et des gaz paralysants ? Le traumatisme laissé par l'écrasement des émeutes de 1970 n'est par prêt de s'effacer de la mémoire des travailleurs polonais, et la volonté d'éviter des bains de sang inutiles — dont l'ennemi sortira nécessairement vainqueur — transparaît dans tous les témoignages.

Cependant, le refus très longtemps affiché par un grand nombre de dirigeants de Solidarité d'aborder le problème du travail que le syndicat aurait dû effectuer en direction de l'armée, s'explique surtout par la possibilité qui a hanté chacun durant de nombreux mois d'une intervention soviétique. Ce refus s'est inscrit dans la politique d'autolimitation qui a fortement marqué l'orientation de la majorité de la direction de Solidarité : « *Ne pas réveiller l'ours qui dort !* »

Mais cette politique — pour fondée qu'elle ait pu être au départ en tant qu'orientation tactique permettant au syndicat de gagner du temps et de consolider ses assises — s'est vite avérée constituer un obstacle à la prise de conscience des travailleurs, dès lors que le développement du mouvement de masse a mis à l'ordre du jour une série de tâches, en particulier celles de l'autodéfense et de l'affrontement avec l'appareil militaire.

Aussi, lors de la proclamation de l'état de guerre, les travailleurs, tels les ouvriers de la mine Jastrzebie, ont-ils eu beau « *faire tout ce qu'ils avaient appris depuis août 1980* » : fermer les portes, élire un comité de grève (avec deux équipes de rechange prêtes à le remplacer au cas où il viendrait à être arrêté), rédiger un cahier de revendications, préparer la sonorisation de l'usine ..., lorsque les miliciens ont donné l'assaut, ils n'avaient que leurs mains pour se défendre.

Dans la plupart des cas, ce n'est qu'à la veille du coup de force, après les déclarations du général Jaruzelski menaçant d'instaurer l'état d'exception, et confrontés physiquement tous les jours à la présence des groupes de soldats envoyés dans les entreprises dans la perspective de militarisation de l'industrie, que les travailleurs et les dirigeants de Solidarité ont ressorti des tiroirs les directives élaborées au moment des affrontements de Bydgoszcz en mars 1981 pour les actualiser.

Mais, même dans les défaites, les masses apprennent de leur expérience et les éléments d'information qui ressortent des bulletins de Solidarité publiés dans la clandestinité font preuve d'une volonté de s'adresser aux soldats et aux miliciens pour leur expliquer qu'ils ont été utilisés contre leurs concitoyens par la police politique. Nul doute qu'au cours de la seconde phase de résistance qui s'est amorcée après la fin des grèves avec occupation des entreprises, la question de l'autodéfense et la problématique de la prise du pouvoir — avec tout ce que cela implique — feront l'objet de débats approfondis au sein du mouvement de résistance qui est en train de se construire dans la clandestinité.

« *Les contre-révolutionnaires n'ont pas renoncé à leurs projets sinistres. Ils distribuent encore leurs sales tracts et lancent des rumeurs. Il faut neutraliser le poison de la haine contre le pouvoir et convaincre de la légitimité historique des principes du socialisme* », affirmaient les *Izvestia*, organe du gouvernement soviétique, le 14 janvier 1982.

RÉSISTER MALGRÉ TOUT

La vitalité du mouvement de résistance s'est affirmée en premier lieu par la presse clandestine — bulletins régionaux ou tracts — souvent distribués à la barbe des miliciens ou placés dans les boîtes aux lettres. Début janvier, on comptait déjà l'existence de feuilles régulières d'information, à Varsovie, Gdansk, Wroclaw, Lodz et Lublin. 4 500 tracts ont été saisis à Radom le 9 janvier.

La tâche de ces diverses publications a d'abord été de reproduire les appels des travailleurs en grève au lendemain du coup de force et ceux des dirigeants de Solidarité restés en liberté. Puis des appels incitant toute la population à ne pas baisser les bras, à organiser la solidarité avec les familles des internés aussi bien qu'avec toutes les victimes de la répression (voir encadré reproduisant l'appel des travailleurs de Huta Lénine à Cracovie). « *N'as-tu point peur de demander des nouvelles d'un ami interné ? Que fais-tu pour ton collègue licencié ? Souviens-toi que la peur est le meilleur allié de la junte* », affirme un appel de Zbigniew Bujak, J. Kulerski et Zbigniew Janas, tous trois dirigeants du syndicat passés à la clandestinité.

De leur côté, huit intellectuels connus se sont adressés au général Jaruzelski dès le 8 janvier pour exiger la levée de la

Appel des ouvriers des aciéries Huta Lénine de Cracovie

Nous sommes à l'intérieur des aciéries depuis deux jours. Nous, ouvriers, ingénieurs, étudiants, permanents et militants de Solidarité, de la direction régionale de Cracovie et de nombreuses commissions d'entreprise, nous sommes là, car les maîtres de notre pays viennent de commettre un nouveau crime contre la société, un crime contre chacun d'entre nous.

Hier, d'autres ont été arrachés à leur domicile. Si tu prends peur, demain viendra ton tour. C'est la bataille de la peur qui se livre aujourd'hui. Ce n'est pas étonnant qu'on ait peur. Nous avons des parents, des femmes, des enfants, un travail, nous savons ce dont ils sont capables, car nous connaissons l'histoire de notre pays. N'oublions pas ! Ils ont encore plus peur ! Cachés derrière leurs masques, leurs matraques, leurs tanks, derrière les écrans de télévision et leur torchon de journal. Ils ont peur de nous !

C'est pour cela qu'ils ont décrété l'état de guerre et le couvre-feu, qu'ils ont coupé le réseau d'informations et interné nombre de nos dirigeants, ceux dans lesquels nous avions le plus confiance.

Réfléchissons ! Nous sommes des millions dans notre pays. Nous sommes dans les usines, nous sommes forts car nous sommes ensemble, unis contre l'illégalité. Réfléchissons ! Ils sont peu nombreux. Pistolet, tank et matraque ne sont pas des moyens contre une société unie. Le seul moyen c'est la peur. La peur désintègre et paralyse. Ils comptent là-dessus : que vaincus par la seule peur, nous ouvrions les portes. Alors ils mettront leur botte sur notre nuque, alors notre sort sera celui des esclaves.

Si nous voulons rester des hommes libres, nous devons persévérer dans le calme, dignement, nous devons vaincre notre peur. Car, même s'ils vont jusqu'au bout, notre courage calme sera notre victoire. Pour aujourd'hui et pour toujours. Il ne s'agit pas là de grands mots creux, il s'agit d'être et de rester des êtres humains.

Imprimerie du comité de grève régional (RKS) dans les aciéries « Lénine »
Cracovie, mardi 15 décembre 1981.

loi martiale et la libération des emprisonnés. L'un d'eux, Marian Brandys, devait être arrêté peu après. Le 12 janvier, cela a été au tour de 30 historiens de réclamer la libération de l'un des leurs, Bronislaw Geremek, expert de Solidarité et conseiller personnel de Lech Walesa. Le 27 janvier, une centaine d'académiciens, d'artistes et de journalistes ont adressé une pétition au ministre de la Justice exigeant l'arrêt immédiat des mauvais traitements et du harcèlement des personnes privées de liberté, ainsi que la publication de la liste complète des détenus et leurs lieux de détention.

La fonction de ces bulletins est donc d'abord d'informer sur le mouvement de résistance. Et aussi de permettre aux prisonniers de communiquer entre eux : « *Le coup porté le 13 décembre à la nation ne peut nous briser* », écrivaient les internés du camp de Dracko — où se trouve la majorité des intellectuels arrêtés — dans une lettre adressée à Lech Walesa le 21 janvier. « *Il ne peut détruire le sentiment de solidarité entre ouvriers et intellectuels qui est né en août 1980 et qui a toujours été vivant dans notre syndicat. Les mensonges ont la vie brève, alors que ces liens moraux et sociaux sont durables. Vous êtes le symbole des valeurs pour lesquelles nous avons lutté ensemble.* » Mais cette presse sert aussi à *organiser* la vie clandestine du mouvement et à donner des consignes.

Dans une lettre adressée à tous les dirigeants de Solidarité et datée du 21 décembre, Zbigniew Janas, président de la direction syndicale de l'entreprise URSUS et membre de la Commission nationale (KK) de Solidarité, aborde de manière systématique les principales tâches des responsables de Solidarité passés à la clandestinité (voir encadré « Les tâches multiples des militants de Solidarité »). Le Comité régional de grève (RKS) de Solidarité de Wroclaw, quant à lui, engage tous les membres du syndicat à augmenter leur cotisation et à verser 2 % de leur salaire à partir du 1er janvier, « *afin de venir en aide aux familles des personnes tuées, emprisonnées, de celles qui se cachent ou qui sont sans travail en raison de l'état de guerre* (4) ».

Contre l'augmentation des prix décidée sans consulter la nation, Solidarité de Basse-Silésie a appelé à faire grève une demi-heure le 29 janvier à midi : « *La protestation doit consister à n'exécuter aucun travail pendant cette demi-heure, c'est-à-dire à faire de la résistance passive ouverte. Le travail ne doit être accompli que si le fait de s'arrêter menace l'existence des installations.* »

Dans les entreprises, cette presse ouvrière clandestine est décisive pour renouer les liens interrompus par la militarisation du travail qui fait que toute circulation d'un atelier à l'autre est interdite, au point que les ouvriers d'URSUS ou ceux de FSO-FIAT-Polski à Varsovie sont dans l'incapacité d'avoir une estimation un tant soit peu précise du nombre de véhicules produits par jour ou par mois.

Les « *15 commandements de la résistance passive contre l'état de guerre* » lancés par Solidarité en Silésie ont eu un impact particulièrement important sur les travailleurs : « *Suis à la lettre les instructions les plus idiotes ; ne cherche pas à résoudre les problèmes ; laisse-les aux militaires et à ceux qui collaborent avec eux, car la stupidité des règlements est ton allié le plus sûr. Souviens-toi en même temps d'aider dans chaque situation ton compagnon de travail ou ton voisin, sans te soucier des règlements* », est-il notamment écrit au point 7 de ce parfait petit manuel du résistant passif.

Devant ce mouvement qui s'étend à toutes les couches de la société, les militaires ont tout mis en œuvre pour tenter de faire plier ceux qu'ils qualifient d'« *éléments contre-révolutionnaires* ». L'introduction du travail obligatoire s'appliquant aux hommes âgés de 18 à 45 ans et ne pouvant justifier d'aucune occupation a bien entendu visé en premier lieu les permanents de Solidarité, subitement « sans travail » du fait de l'interdiction du syndicat. L'imposition de la journée de travail de 10 heures et de la semaine de 6 jours (quand ce n'est pas 7) dans les mi-

4. *Ibid.*, numéro 2, p. 4.

Les tâches multiples des militants de Solidarité

1.— Il faut développer la coopération entre les représentants de notre syndicat des différentes sections de l'entreprise, comme entre les entreprises. Cela est nécessaire pour faire circuler l'information ainsi que pour coordonner notre activité. Cela servira à échanger les expériences de travail syndical. Il faut développer cette coopération dans les entreprises et en dehors, en organisant des réunions dans les appartements privés en dehors des heures de travail.

2.— Il faut apporter une large aide matérielle et morale aux familles des emprisonnés et des persécutés. Cette aide doit être conséquente et continue. Pour cela, il faut organiser des caisses d'entraide dans les brigades et dans les groupes syndicaux de base. Il faut se rappeler qu'une telle activité renforce la solidarité entre les gens et empêche qu'ils ne se démoralisent. Cette activité doit démarrer immédiatement, vu son importance pour le moral des gens.

3.— Il faut se mettre en relation avec les éditions clandestines en vue de diffuser les tracts et tous les écrits non officiels. Cette activité est très importante du fait du matraquage des médias, qui utilisent mensonges et insinuations, qui travestissent les faits, en s'appuyant sur la théorie de Goebbels selon laquelle un mensonge répété cent fois devient une vérité. Cette activité doit demeurer clandestine du fait du grand danger et des conséquences qui en découlent. On ne peut cependant abandonner cette activité au nom du danger qu'elle présente.

4.— Il faut recommencer à mener une activité proprement syndicale. Il faut, de toutes nos forces, nous opposer à l'annulation de tous nos droits et à l'augmentation des actes de revanche de certains représentants de la direction et des militants du parti ; il faut relever les noms de tous ceux qui tenteraient de se livrer à de telles pratiques. Il faut pour cela constituer des archives sur l'activité dépravée, antihumaine des militants du parti et de ses dirigeants. Ces archives doivent être décentralisées au maximum, pour que la découverte de l'une d'entre elles ne conduise pas à la destruction de toutes les autres. Si cela est possible, il faut imprimer les documents concernant toutes ces pratiques illégales et les diffuser parmi les travailleurs.

Durant cette période difficile, il ne faut pas perdre de vue l'activité future. Il faut mener une réflexion sur de futurs accords sociaux et sur de nouvelles législations, par exemple sur l'hygiène et la sécurité du travail, qui doivent bénéficier aux travailleurs. Il est important que les autorités ne puissent pas s'imaginer qu'elles peuvent d'un coup détruire notre puissante organisation.

5.— Il faut commencer à rédiger des protestations, tant individuelles que collectives, pour condamner l'activité de la junte militaire et exiger la libération des militants emprisonnés et le recouvrement des droits qui reviennent à la société. De telles lettres devraient être lisiblement signées, avec le nom et le prénom, car seules des lettres signées ont un poids moral et de propagande.

6.— Du fait qu'une explosion spontanée est prévisible, il faut se préparer à proclamer la grève générale. De tels préparatifs doivent être clandestins. Il faut constituer pour cela des comités de grève clandestins, qui entameront les préparatifs.

Il ne faut pas entreprendre de résistance active qui pourrait faire couler le sang. Dans ce pays, le pouvoir — qui se prétend « ouvrier » — a déjà fait couler assez de sang ouvrier. N'oubliez pas que ce sont des tueurs. Il leur importe peu de savoir combien de personnes ils vont tuer, si tel est leur intérêt.

Zbigniew JANAS
Président de la direction syndicale de l'usine URSUS, membre de la Commission nationale (KK) de Solidarité.
Varsovie, lundi 21 décembre 1981.

nes, tout en visant à augmenter la production, a eu pour but de laisser le moins de temps libre possible aux ouvriers pour s'organiser et pour contester.

Une circulaire adressée le 17 décembre aux directeurs des administrations centrales, aux préfets de *voïvodie* et aux maires leur a enjoint d'organiser des entretiens spéciaux avec les travailleurs sous leurs ordres, membres de Solidarité, afin de les exhorter à quitter le syndicat au nom du « *choix sans équivoque pour le service de la République populaire de Pologne* ». En cas de refus, il était intimé aux directeurs en question de considérer sur-le-champ comme rompus les contrats de travail « *en application des prescriptions du droit au travail* ». Ces directives ont d'abord été appliquées dans la Fonction publique (commerce extérieur, santé, transports, etc.), mais elles ont ensuite été reprises systématiquement dans le secteur de la production, en particulier dans les usines ayant lock-outé les ouvriers pour fait de grève. Au moment de la réembauche, non seulement les membres les plus actifs de Solidarité n'ont pas été repris, mais les autres ont été mis en demeure de signer des déclarations d'allégeance à la dictature du Conseil militaire de salut national (WRON).

Des pressions similaires ont eu lieu dans l'enseignement où la campagne de « vérification » lancée début janvier a eu pour but de convoquer les enseignants à des entrevues où il leur a été demandé de signer une déclaration de loyauté.

A Wroclaw, les représentants du commandement militaire ont convoqué les directeurs d'écoles maternelles pour leur suggérer d'obtenir des enfants fréquentant leur établissement qu'ils fournissent des renseignements sur leurs parents, notamment s'ils utilisaient des machines à écrire à la maison, qui ils recevaient, quels étaient leurs sujets de conversation, etc. Dans certaines écoles privées, la milice et la Sûreté ont même procédé directement à des interrogatoires d'enfants, y compris des plus jeunes.

Les militaires ne reculent d'ailleurs devant aucun moyen pour essayer de recueillir des informations. Une semaine après le coup de force, on apprenait que la Sûreté procédait à un recrutement massif de gardiens d'immeubles.

Les photos de Zbigniew Bujak et de W. Frasyniuk, respectivement président de Solidarité pour la région de Varsovie et pour celle de Wroclaw, ont été distribuées à toutes les polices de Pologne. Leurs têtes sont mises à prix : 250 000 zlotys pour W. Frasyniuk (l'équivalent de trois ans d'un salaire moyen) et 200 000 pour Zbigniew Bujak.

Et lorsque les moyens de pression apparaissent insuffisants, on use tout bonnement de la répression : en licenciant tous les ouvriers qui refusent de signer les déclarations d'allégeance ; en mettant à pied tous les journalistes ne répondant pas de manière satisfaisante aux questions posées par les militaires.

Une vaste purge a ainsi été engagée dans le milieu des médias vers la mi-janvier, le dirigeant du POUP Stefan Olszowski ayant affirmé qu'il n'y aurait que 1 500 journalistes « *sûrs* » sur 7 000.

Déploiement de force militaire dans les rues de Varsovie. (DR)

Une attention spéciale a été réservée à la justice, vu l'importance du rôle joué par les juges dans les tribunaux spéciaux qui fonctionnent en Pologne depuis le dimanche 19 décembre dernier. C'est ainsi que des consignes très précises ont été adressées par la hiérarchie militaire aux présidents des tribunaux départementaux lors d'une réunion tenue le samedi 18 décembre : « *L'arme suprême entre les mains de tout pouvoir, c'est la loi. L'usage que nous en ferons ne dépend que de nous. C'est dans les tribunaux que passe la première ligne de front* (...). *Une question se pose : qui montera en première ligne ? Quels seront nos juges ?* (...) *Pour agir efficacement, le chef qu'est tout président de tribunal doit disposer d'hommes de qualité, bien intégrés et sur lesquels il peut compter à tout moment* (...). *L'heure n'est plus aux conversations et à la persuasion. Il faut décider quels sont les hommes à éliminer de la magistrature* », devait affirmer le colonel qui présidait cette réunion.

Ceux des magistrats qui ont refusé d'appliquer les procédures de flagrants délits, comme cela a été le cas à Bytom et à Katowice, ont aussitôt été révoqués. Quant à l'avocate de Lodz qui défendait les organisateurs d'une grève dans une usine textile de la région, elle a tout simplement été internée au soir de la première journée du procès. Depuis la période la plus noire du stalinisme, c'est le premier exemple connu d'emprisonnement d'un avocat.

Dernier instrument de choc pour la dictature : les procès d'exception qui, depuis fin janvier, ont déjà prononcé la condamnation d'environ 150 dirigeants de Solidarité à des peines allant de 3 à 7 ans de prison pour avoir rédigé des appels à la grève, organisé l'occupation de leur usine ou tout simplement participé à une manifestation silencieuse au sein de leur entreprise. Mais c'est par milliers qu'il faut compter les personnes condamnées à des peines de prison ou à des amendes depuis le coup de force du 13 décembre. Chaque jour, ce sont plusieurs centaines de personnes qui sont condamnées dans les grandes villes pour violation du couvre-feu, l'amende pouvant atteindre 5 000 zlotys (à peine moins qu'un salaire mensuel moyen), et les peines de prison allant jusqu'à un mois. Et, dans tous les cas, les procès sont une pure farce, comme le montre le compte-rendu du procès des animateurs de la grève d'URSUS.

LA SOLIDARITÉ PREND LE DESSUS SUR LA PEUR

Cependant, tout cet arsenal répressif n'a pas suffi à faire plier l'échine à un mouvement de 10 millions de travailleurs dont la détermination à se battre contre le pouvoir bureaucratique n'a fait de doute pour personne depuis les grèves d'août 1980.

Non seulement la population a fait preuve de sa volonté de poursuivre la lutte dans la clandestinité sous d'autres for-

mes, non seulement les ouvriers font tout, par leur résistance passive au travail, pour empêcher la bureaucratie d'atteindre les objectifs qu'elle s'est assignée, mais l'alliance entre ouvriers et intellectuels qui a représenté une importante conquête du mouvement de masse s'est vue renforcée depuis la proclamation de l'état de guerre. « *C'est de nous-mêmes qu'il dépend que la peur paralyse ou non nos actions* », affirme une lettre d'un enseignant de Cracovie. « *N'oublions pas que le pouvoir a bien plus peur que nous. Il a peur de notre rire, de notre mépris et de notre ironie. Et, avant tout autre chose, il a peur de la vérité. Nous sommes les porte-parole de la vérité, comportons-nous de telle façon que nous puissions regarder en face les générations dont nous sommes les éducateurs.* »

De leur côté, les lycéens ne sont pas en reste dans les initiatives prises pour manifester leur rejet de l'« *occupant* ». Les élèves d'un lycée de Varsovie ont organisé une action de protestation le 13 janvier en observant 20 minutes de silence pendant la grande récréation. D'autres, à Cracovie, ont organisé ce jour-là un *sit-in* silencieux dans les couloirs de leur lycée lors de chaque récréation. « *Il semble que la campagne de "vérification" des enseignants ait été suspendue, de même que les cours d'éducation militaro-politiques* », lit-on dans le *Bulletin de Solidarité* numéro 17. « *Cela est dû pour une grande part à l'attitude solidaire du personnel des écoles et des élèves. Pendant ces causeries militaires, les élèves gardaient le silence ou bien posaient des questions très embarrassantes. De nombreux enseignants font preuve d'une attitude courageuse aussi bien pendant les entretiens de "vérification" que dans la vie de tous les jours.* »

« *La population a retrouvé ses esprits après le premier choc* », affirme une lettre de Solidarité de Cracovie adressée à Lech Walesa et publiée dans le même bulletin. « *La solidarité humaine prend le dessus sur la peur du licenciement, sur la peur pour le sort des enfants et de son propre sort. L'attitude de l'Eglise y contribue considérablement.* »

En effet, en dépit de la ligne conciliatrice de Mgr Glemp, primat de Pologne, qui s'est traduite à plusieurs reprises depuis le 13 décembre par la tonalité plus que modérée de ses appels, une partie des évêques polonais se signale par des positions beaucoup plus offensives. Cela explique la teneur des lettres pastorales les plus récentes de l'épiscopat exigeant la libération de tous les prisonniers, la levée de l'état de siège et la cessation des mesures de représailles à l'égard des travailleurs refusant de signer des déclarations d'allégeance.

D'une manière générale, les travailleurs semblent de plus en plus conscients des faiblesses du pouvoir militaire, malgré les méthodes de répression brutales dont use ce dernier.

Déjà, dix jours après le coup de force, les directeurs de 30 des principales entreprises du pays ont souligné la défiance absolue qui régnait dans leur usine (en particulier chez les jeunes), tant à l'égard des informations dispensées par les *mass media* que des propos rassurants du pouvoir sur l'amélioration prochaine de la situation économique. Ils notaient que si les cadres supérieurs prennent en général parti pour la direction, les cadres moyens et inférieurs, eux, se solidarisent avec les ouvriers. Et ils ont lancé un appel pressant à la dictature militaire pour que des mesures soient prises en vue d'éliminer les militants de Solidarité — en particulier des conseils ouvriers qu'ils contrôlaient —, et de procéder rapidement à une réforme économique d'ensemble. Même si l'on peut penser que les *lock-out* et les mesures répressives ont dû les satisfaire en partie sur le premier point, les informations sur la situation économique montrent qu'ils ne sont pas prêts d'obtenir gain de cause sur le second.

Plusieurs éléments ressortent des textes qui commencent à parvenir du mouvement de résistance. D'abord la détermination des dirigeants de Solidarité dans la clandestinité — tout comme des internés qui sont parvenus à faire passer des messages, tel Lech Walesa — à fixer des conditions bien précises à toute perspective d'« entente nationale ». Selon eux, il ne saurait en être question sans la levée préalable de l'état de guerre, sans la libération de toutes les personnes arrêtées ou internées, sans le rétablissement de toutes les libertés démocratiques et syndicales, ainsi que sans l'annulation de toutes les décisions du Conseil militaire de salut national (WRON) tant qu'elles n'auront pas été examinées par la Diète (voir p. 36 l'encadré sur les conditions posées par la direction de Solidarité dans la clandestinité à l'« entente nationale »).

Cette détermination découle d'une analyse lucide de la situation : « *Aujourd'hui, le pouvoir tente de négocier avec les renégats du syndicat. Il est parfaitement clair qu'on essaie de créer un nouveau syndicat totalement soumis au régime et qui de surcroît s'approprierait le nom de Solidarité* (5) », est-il écrit dans un commentaire paru dans le *Bulletin de Solidarité* numéro 15. « *Si on nous vole Solidarité, nous reprendrons des formes d'activité semblables à celles d'avant août 1980 et nous créerons dans tous le pays des Groupes d'initiative des syndicats libres.* (6) »

Un débat traverse le mouvement quant aux meilleures formes d'action à mettre en avant dans l'immédiat. « *Nous sommes opposées aux grèves de la faim et au refus des promenades en prison* », affirment Joanna Duda-Gwiazda et Alina Dienkowska, dans une lettre rédigée de la prison de Fordon fin décembre, où elles exhortent Anna Walentynowicz à cesser la grève de la faim qu'elle avait entreprise, car cela risquerait d'entraîner une rupture des contacts avec l'extérieur. En outre, « *c'est le parti de Jaruzelski qui nous a déclaré la guerre. Faire à la directrice de la prison l'honneur de grèves de la faim n'a pas de sens* ». Pour elles, visiblement, l'arme de la grève de la faim représente un repli sur soi-même alors qu'elles considèrent au contraire qu'il faut briser le mur du silence en établissant le maximum de liens entre les internés eux-mêmes, et entre les internés et les travailleurs de l'extérieur.

Mais il est un débat autrement plus difficile : c'est celui qui touche au recours à la violence. La direction de Solidarité de Malopolska (Cracovie) a pris à juste titre position contre l'usage du terrorisme, forme d'action minoritaire qui « *sert à discréditer l'opposition aux yeux de l'opinion publique et à fournir une justification à la répression* » (*Bulletin de Solidarité* numéro 12). A en croire les récits concernant divers affrontements récents — et notamment ceux de Gdansk le 23 janvier —, c'est pourtant une tentation qui guette de nombreux groupes de jeunes estimant qu'ils n'ont plus rien à perdre après le coup de force du 13 décembre. Beaucoup de ces jeunes, tout en respectant l'autorité de Solidarité et de l'Eglise, entendent maintenir leur autonomie sur le plan organisationnel. Or, ils jouent souvent un rôle central dans les initiatives prises par le mouvement de résistance ces derniers temps. Et ce sont souvent eux qui ont pris sur eux d'établir des contacts avec les soldats du contingent en leur distribuant des tracts (*Bulletin de Solidarité* numéro 17). Pour parvenir à les convaincre du bien-fondé de sa position sur la question du terrorisme, il faudra que la direction de Solidarité apporte des réponses aux problèmes réels que pose la jeunesse, qu'elle en vienne à établir une distinction entre politique de non-violence conçue comme une stratégie ou comme une tactique imposée momentanément par le rapport des forces, entre violence minoritaire et armement de masse des travailleurs.

Le 13 décembre a montré l'impréparation de Solidarité face à un affrontement avec l'appareil militaire du régime. Les deux documents que nous publions ci-après sont des premiers essais de bilan partant de points de vue opposés. L'un (« Nous, les militants ... ») met en lumière les illusions qui existaient a sein du syndicat quant à une possibilité de réformes et de transformations par étapes. L'autre (« Nous, l'intelligentsia ... ») laisse entendre que les experts et les intellectuels avaient raison lorsqu'ils insistaient « *pour que le syndicat n'aille pas trop loin* ». Ce débat ne fait que commencer.

Les tâches du mouvement de résistance sont immenses et ne trouveront pas de solution d'un coup de baguette magique. Le soutien doit être à la hauteur de ce que les travailleurs polonais attendent du mouvement de solidarité international, tant du point de vue de l'aide matérielle que des débats politiques qui le traversent. ■

Jacqueline ALLIO
8 février 1982.

---

5. *Ibid.*, numéro 3.
6. *Ibid.*, numéro 3.

DOCUMENT

"Nous militants...

nous sentions la confrontation arriver, mais nous avons été surpris par son ampleur..."

UN débat s'ouvre en Pologne au sein de la résistance sur le bilan des quinze mois de lutte légale de Solidarité. La plupart des articles qui parviennent de Pologne, et qui ne se limitent pas à la stricte information, tentent de le faire.

Nous publions ci-dessous deux articles, significatifs de la polarisation politique en cours au sein de la résistance. Ils ne sont pas signés, comme la plupart de ceux qui n'émanent pas des dirigeants connus – et recherchés par la police – du syndicat.

Pour d'autres éléments de bilan, on se reportera avec intérêt à l'interview de Zbigniew Bujak publiée dans le *New York Times* du 16 janvier 1982 et reprise en français par *Libération* du 18 janvier 1982, et à la résolution du Secrétariat unifié (SU) de la IVe Internationale (*Inprecor* numéro 117 du 25 janvier 1982).

Dans la nuit du 12 au 13 décembre 1981, le syndicat Solidarité a subi une défaite dont il ne se relèvera plus, du moins sous sa forme première. Il y a à cela au moins deux raisons :

– D'abord, Solidarité était un mouvement social vers lequel confluaient les aspirations communes à toutes les couches de la société, comme l'aspiration à vivre dans la liberté, la démocratie et la justice. Cela déterminait sa tactique autant que ses structures organisationnelles. Il est apparu que la totale transparence de l'activité, considérée comme une valeur en soi, la démocratie interne illimitée, et en conséquence l'absence d'un exécutif centralisé du syndicat, ainsi que l'absence d'un système de communication et de direction non public, ont facilité de façon extraordinaire la destruction du syndicat en quelques jours par la junte militaro-partidaire.

– Ensuite, les conditions politiques ont changé de fond en comble. Les autorités militaro-partidaires ont sans doute le projet de réactiver le syndicat sous la forme d'une structure vide, totalement contrôlée, limitant ses activités aux questions sociales élémentaires (par exemple, à l'organisation des vacances et à la distribution des patates pour l'hiver), et cela uniquement dans les usines, tout en conservant l'ancien nom du syndicat, son signe, ses symboles, etc. On peut déduire cela des négociations menées avec certains militants du syndicat, en particulier ceux qui n'ont pas été internés ou emprisonnés, ainsi que de l'obligation faite aux fonctionnaires des administrations de l'Etat de signer une déclaration selon laquelle ils s'engagent à quitter Solidarité.

La conclusion que nous autres, militants de Solidarité, avons tiré de la leçon de décembre, est la suivante : l'existence de syndicats libres dans le système totalitaire de type soviétique est par définition contraire à sa nature et en tant que telle impossible. Nous avions nourri l'espoir que, peut être en Pologne, cette expérience historique réussirait, que le système se transformerait de telle façon qu'en préservant le rôle dirigeant du parti communiste et en ne touchant pas aux alliances de la République de Pologne avec l'URSS et les autres pays du Pacte de Varsovie, il serait possible d'accroître le contrôle social sur la vie économique, de socialiser effectivement les moyens de production, de permettre le libre développement de la vie culturelle et de créer une autogestion territoriale authentique. C'était là – dans nos espoirs – l'ouverture d'une troisième voie de développement de la société, alternative aussi bien au modèle occidental de consommation capitaliste qu'au socialisme dogmatique de type soviétique. Cette expérience n'a pas réussi et – comme on s'en aperçoit seulement maintenant – elle était condamnée à ne pas réussir.

Les préparatifs tendant à briser le mouvement syndical libre ont commencé dès la signature des accords de Gdansk, Szczecin et Jastrzebie (comme en témoigne par exemple la date des commandes de matériel anti-émeutes auprès de firmes japonaises), et ont pris un développement nouveau au cours de l'été 1981, avant le IXe Congrès du POUP, quand a été liquidé le mouvement des « structures horizontales » en son sein. Par là même, le secteur des membres du POUP qui voulait prendre part activement à la construction d'un nouveau modèle du socialisme, a été écarté. Après le Congrès a commencé la vague de provocations qui s'est poursuivie jusqu'en décembre dernier. Les autorités cherchaient à aggraver les conflits, provoquaient des grèves pour des raisons secondaires (par exemple sur les samedis libres, les questions d'individus – en maintenant des directeurs corrompus –, etc.). C'étaient des interventions techniquement simples, qui ont très rapidement provoqué la radicalisation recherchée de la masse des membres de Solidarité, la mise à l'écart des conseillers modérés et l'affaiblissement de la position de Lech Walesa.

Face à tout cela, le syndicat, justement à cause de sa faible centralisation et de son manque de discipline, ne pouvait pas réagir et se concentrer sur les questions essentielles. Nous sentions que la confrontation, recherchée avec tant d'esprit de système par les autorités, allait arriver. Mais nous avons été surpris par le moment choisi, son ampleur et son incroyable brutalité. En conséquence de tout cela, le sang ouvrier a coulé. Parce que pendant des mois on nous a menacés d'une intervention soviétique et de la perte de notre indépendance (manœuvres militaires, explications des commentateurs du parti, lettre du Comité central du Parti communiste de l'Union soviétique, etc.), nous nous attendions à l'entrée des troupes russes. En fait, cela faisait partie du plan des autorités militaro-partidaires. Le règlement de la question par des « mains polonaises » a désorienté, dans un premier temps, non seulement les hommes politiques et l'opinion en Occident, mais également une partie de la société polonaise. C'est à cela que devaient servir des éléments comme le fait de placer le drapeau national à côté du drapeau rouge sur l'immeuble du CC du POUP, l'introduction des casquettes traditionnelles pour la garde d'honneur de l'armée, l'apparition du général Jaruzelski à la télévision sur fond du drapeau de l'armée, etc. Aujourd'hui, la situation est plus claire et personne ne peut avoir de doutes sur les véritables promoteurs des événements du 13 décembre.

Quel va être l'avenir ? Il est difficile de répondre exactement à cette question. Car beaucoup dépendra du développement de la situation intérieure (par exemple les problèmes économiques) ainsi que du développement de la situation internationale. Mais on peut dire une chose : bien que Solidarité ait été détruit en tant qu'organisation, les quinze derniers mois n'auront pas été vains. Les changements colossaux qui se sont produits dans la conscience sociale empêchent le retour au pseudo-socialisme d'avant août 1980. C'est là notre victoire. Non pas une victoire politique, car nous avons subi une défaite avec l'effondrement du mythe de l'invincibilité des 10 millions d'adhérents à Solidarité, mais une victoire dans la sphère de la conscience et du moral de la société. Solidarité permet aujourd'hui de commencer à se lancer dans la vie clandestine, à créer des réseaux de coopéra-

La population tente de communiquer avec les soldats à Gdansk dans les premiers jours après le coup de force du général Jaruzelski. (DR)

tion grâce auxquels nous pourrons sauvegarder ce que nous avons créé durant les quinze mois de notre activité : notre solidarité sociale. Elle reste en travers de la gorge des autorités militaro-partidaires qui, au nom de la devise « *Diviser pour régner !* », voudraient bien avoir affaire à une masse atomisée, dépourvue de volonté. Cette solidarité, nous devons la défendre par tous les moyens, car, si nous la perdions, nous perdrions aussi l'espoir de conquérir un futur meilleur, et cela pour de longues années.

Les réseaux organisés par les militants de Solidarité aujourd'hui ne reproduisent pas l'ancienne structure organisationnelle du syndicat, car cette dernière est connue des autorités. Ils se fondent sur des liens personnels, sur des gens ayant confiance les uns dans les autres. Ils servent actuellement à collecter et à populariser les informations, à diffuser les publications clandestines, à étendre et à structurer la résistance passive. Dans cette activité, nous nous sentons aidés et stimulés par l'attitude des dirigeants arrêtés du syndicat, avec Lech Walesa à leur tête, et par l'activité menée dans la clandestinité par les dirigeants régionaux qui ont pu échapper (Zbigniew Bujak à Varsovie et Frasyniuk à Wroclaw) et dont les têtes ont été mises à prix comme s'ils étaient de vulgaires bandits. On peut s'attendre à ce qu'une différenciation politique s'opère. Jusqu'à sa destruction, Solidarité rassemblait des gens ayant des idéologies et des positions politiques très diverses, car justement ce n'était pas une organisation politique mais un mouvement social de masse. Il était donc clair qu'un jour ce mouvement devait se désintégrer et laisser la place à des courants plus homogènes politiquement.

Plusieurs facteurs vont influer sur le développement de la situation future en Pologne.

LA SITUATION ECONOMIQUE

Premièrement, la situation économique. L'équipe gouvernementale actuelle veut, comme elle l'a maintes fois déclaré, mettre en œuvre la réforme économique. Son contenu va bien évidemment être déterminé par eux, mais certains éléments négociés auparavant avec Solidarité vont néanmoins y être inclus. Une telle réforme ne peut pas réussir, car les autorités ne permettront pas la création d'une autogestion authentique dans les usines pas plus qu'elles n'accepteront une réelle autonomie des entreprises ; elles maintiendront le système de direction de l'économie fondé sur les orientations dictées centralement et sur une distribution centralisée. Cela découle également en partie des conditions objectives, et avant tout de la pénurie de matières premières et d'énergie. Une autre raison du manque de perspectives dans la sphère économique est liée à l'atmosphère générale du pays, à l'apathie et surtout à la résistance passive de la masse des travailleurs. Il s'agit là de facteurs très importants qui, combinés au manque de confiance dans les mesures de la junte, sont capables de torpiller toute politique de celle-ci. On doit donc s'attendre à ce que la production industrielle continue à baisser, aggravant aussi l'état de crise endémique de l'économie. Il faut également mentionner les vingt et quelques milliards de dollars de la dette extérieure et l'éventuelle déclaration annonçant l'état de cessation de paiements de la Pologne. S'ajouteront à cela, dans un proche avenir, de gigantesques problèmes d'approvisionnement de la nation. En un mot, la Pologne est menacée par une authentique famine, qui peut causer des explosions de masse désespérées, que la force militaro-policière de la junte sera incapable de contenir. Cela pourrait être la cause immédiate d'une intervention soviétique.

AU SEIN DU POUP

Deuxièmement, la situation au sein du parti communiste. Elle n'est pas claire, mais il semble qu'il soit possible d'en mentionner quelques traits caractéristiques. Avant tout, on observe d'une part un phénomène massif de démissions du parti (y compris de vieux membres fondateurs), qu'on peut évaluer à plusieurs centaines de milliers ; d'autre part, l'exclusion de ses éléments progressistes, qui s'étaient prononcés pour la concrétisation de l'idée d'une authentique entente nationale (un exemple parlant nous est fourni par le professeur Samsonowicz, démocratiquement élu recteur de l'Université de Varsovie). Par la force des choses resteront au sein du POUP les staliniens dogmatiques, divers opportunistes et des gens apeurés. Dans une telle situation, il peut paraître paradoxal que le pouvoir demeure entre les mains de fonctionnaires modérés comme Jaruzelski, K. Barcikowski ou Mieczyslaw F. Rakowski. Tôt ou tard, un conflit entre ce groupe et celui qu'on appelle « *le béton* », du type de Stefan Olszowski (qui fait nommément partie de l'organisme de direction de la junte, mais dont le rôle n'est pas précisé), Kociolek ou Tadeusz Grabski. En cas de victoire de ce groupe, la Pologne sera ramenée en arrière vers la période stalinienne, la répression sera démultipliée et cela pourrait bien sûr changer le caractère de la résistance de la société qui, pour le moment, a choisi des moyens modérés et pacifiques.

LA SITUATION INTERNATIONALE

Troisièmement, la situation internationale. Il ne sert à rien d'en parler en détail, car il s'agit là des choses les mieux connues. Mais il faut donner raison aux hommes politiques qui considèrent qu'elle est la plus grave depuis la fin de la Deuxième Guerre mondiale et que la Pologne en constitue un des facteurs les plus importants. C'est pourquoi le soutien international au mouvement social en Pologne, et à Solidarité en particulier (ou pour l'idée créée par Solidarité), a pour nous une importance primordiale.

On peut présenter rapidement ainsi la situation en Pologne : nous devons avant tout compter sur nos propres forces, mais le soutien sous toutes ses formes a pour nous une très grande importance. Nous avons pu en faire l'expérience surtout durant les premiers jours après l'imposition de l'état de guerre, quand la détermination d'une partie des hommes politiques occidentaux et les manifestations sociales massives nous ont permis de nous relever plus rapidement du choc que nous venions de subir. ■

Début janvier 1982.

"Nous l'intelligentsia...

nous n'avons pas eu le courage de freiner la radicalisation..."

La guerre polonaise de 1981 tire à sa fin. Comme en septembre (1939), des bastions isolés résistent encore, mais eux aussi vont tomber. La société ne trouvera pas en elle-même de forces nouvelles pour leur venir en aide. Telle est la réalité. L'occupation commence.

Aujourd'hui, nous pouvons mesurer combien les erreurs que nous avons commises étaient énormes, et à quel point nous — militants et adhérents de Solidarité —, sommes responsables de ce désastre. Nous allons tous le payer très cher.

Pour certains d'entre nous, nous avons péché par naïveté en nous imaginant qu'il était possible d'arriver à un compromis durable avec ce pouvoir. Pour la majorité d'entre nous, nous avons péché par orgueil, sous-estimant notre adversaire et sûrs que nous étions forts au point de pouvoir lui dicter les conditions de sa capitulation. Les voix les plus sages au sein du syndicat — celles de Kuron, de Geremek, de Mazowiecki, des avocats Olszowski et Sila-Nowicki —, de ceux qui luttent contre ce pouvoir non pas depuis un an mais depuis des décennies et qui, appréciant sa force de manière réaliste, appelaient à l'autolimitation de la révolution et à la consolidation des positions acquises, n'ont pas été prises au sérieux. Et cela pas seulement par les militants radicaux, mais par tous.

Nous avons tous appuyé, par des résolutions, la tactique choisie par la Commission nationale (KK) de Solidarité, et nous n'avons pas mis l'accent sur l'orage qui approchait et qu'il était plus facile de voir venir de la place du militant de base du syndicat. Au sein de Solidarité, le courant ouvrier radical a triomphé : ce sont les jeunes militants des grandes entreprises qui ont donné le ton. Les experts ont été écartés pour leur esprit conciliateur. L'expression la plus achevée de cela a été l'attaque portée contre Kuron durant la deuxième session du Ier Congrès national de Solidarité.

NOUS, L'INTELLIGENTSIA ...

Nous, l'intelligentsia — par nature timorée — nous n'avons pas eu le courage de freiner la radicalisation, persuadés que notre point de vue n'était pas important, que c'était la volonté des grandes entreprises qui devait prévaloir. Induits en erreur par la liberté, par la paralysie apparente du pouvoir, par le niveau lamentable de ses cadres et de sa propagande, nous avons eu l'illusion que ce n'était plus qu'un mort-vivant qui, d'un moment à l'autre, allait se désintégrer de lui-même, qu'il suffirait de taper du pied. Nous avions oublié, ou nous ne savions pas, que ce pouvoir est et a toujours été comme ça, que sa force repose sur deux réalités : l'armée et la milice. Là, il n'y avait pas eu d'épuration ; là, on se préparait calmement à l'affrontement.

On voit aujourd'hui que l'affrontement avec la société a été préparé sur l'exemple de Koutouzov (1) et de la police secrète tsariste, l'Okhrana, et amélioré par l'expérience du maintien sous le joug de 300 millions d'hommes entre le Bug (2) et le Pacifique. La tactique de Koutouzov était d'attirer l'ennemi vers l'intérieur du pays et de l'épuiser, sans compter le prix que devait payer sa propre société. De la même façon, notre jeune syndicat a été attiré dans nombre de conflits secondaires, qui ont épuisé nos forces et notre ardeur. Nous avons lutté pour les samedis libres, pour Bydgoszcz, pour Lubogora, pour les tickets et pour WSI-Radom (3), pour des dizaines de problèmes secondaires. Nous étions au bord de l'épuisement. L'économie s'effondrait. Nous avons oublié les problèmes proprement syndicaux, et le pouvoir provoquait des conflits sans cesse nouveaux et des négociations répétées.

Cela a été particulièrement évident au cours de la dernière période, lorsque le pouvoir, face aux propositions constructives du syndicat, comme celle d'un Conseil social de l'économie nationale, ne réagissait pas de manière négative, mais temporisait en faisant traîner les discussions en longueur. Ils attendaient l'hiver (comme Koutouzov) et la fin des préparatifs militaro-policiers. L'armée, avec ses groupes opérationnels, a préparé le terrain. L'attaque contre l'Ecole des pompiers de Varsovie a été un test de la vigueur des réactions de la société face à l'emploi de la force. Quand Jaruzelski discutait avec le primat de Pologne, Mgr Glemp, et Walesa sur l'entente nationale, les enveloppes portant mention « *Eléments* » et contenant les listes des personnes à interner étaient déjà entre les mains des directions départementales de la police. Il est difficile de juger à quel point l'échauffement des esprits durant la dernière période, alors que les préparatifs de l'Opération « *Eléments* » étaient déjà terminés, a été le fait d'une provocation. Ce n'est pas sans raison que la télévision a diffusé à plusieurs reprises le film sur la Hongrie (en insistant sur les pendaisons des communistes).

Une chose est sûre : on a fabriqué à une échelle gigantesque des lettres et des instructions qui devaient prouver que Solidarité préparait un putsch sanglant. On a pu avoir confirmation de cela dans diverses régions du pays. A Tychy, on a montré aux directeurs d'entreprise membres du parti une liste de noms de membres du parti devant être fusillés et une instruction selon laquelle devait être réouvert pour les autres le camp de concentration d'Auschwitz. A Cracovie, on a montré des listes analogues — de 15 000-16 000 personnes et des instructions tendant à la liquidation de familles entières, dont les appartements devaient être préalablement désignés — à des directeurs, à des familles de miliciens et à des membres de l'appareil. Dès le 15-16 décembre, des inconnus ont massivement marqué les portes des appartements à Cracovie. A toute personne ayant lu les exploits de l'Okhrana, une telle provocation peut même paraître simpliste. Mais elle en impose par son ampleur.

Mais le but a été atteint. D'une manière simple, les principaux fondements du pouvoir, l'armée, la milice et l'appareil du parti ont été terrorisés. Maintenant, ce type de matériel est exposé comme ayant été trouvé dans les archives des directions régionales de Solidarité et doit servir à discréditer les dirigeants du syndicat aux yeux des militants. Il va sans doute servir à justifier l'emprisonnement ou la condamnation à mort des dirigeants les plus actifs. Il est difficile de fusiller Kuron sous prétexte qu'il conseillait un compromis dans l'affaire du choix des directeurs d'entreprises et, emprisonné depuis le 13 décembre, il ne tombe pas sous le coup des lois d'exception. Mais on peut le faire sous prétexte qu'il planifiait une nuit de la Saint-Barthélémy pour les membres du Comité central du POUP. Heureusement, nous sommes au cœur de l'Europe et c'est pourquoi on utilise les

---

1. Le Feld-maréchal russe Mikhaïl Koutouzov (1745-1813) fut nommé commandant suprême après la pénétration des troupes napoléoniennes en Russie. Evitant dans un premier temps d'affronter la Grande Armée, il fut battu à la bataille de Borodino sur la Moskova et abandonna Moscou. La guérilla des Russes et les rigueurs de l'hiver finirent par obliger Napoléon à se retirer. Koutouzov, poursuivant les Français en retraite, remporta la bataille de Smolensk avant d'attaquer sur la rivière Bérézina, où l'armée napoléonienne échappa de justesse à l'anéantissement. Nommé commandant en chef de l'armée russo-prussienne, Koutouzov envahit la Pologne en janvier 1813 et il y mourut en avril de la même année.

2. La rivière Bug délimite la frontière entre la Pologne et l'Union soviétique sur quelque 300 km.

3. WSI-Radom, grande école d'ingénieurs.

gaz et les matraques dans la lutte contre le peuple, et non pas le napalm.

DEUX LIGNES D'ACTION

Mais les autorités sont conscientes que, pour en finir avec la résistance de la société pour plusieurs années, il faut éliminer des centaines de militants parmi les plus actifs. Comment défendre Solidarité et nos propres amis ? Nous ne vaincrons pas avec des cocktails molotov contre les chars. C'est notre propre histoire qui nous l'apprend. Deux lignes d'action se dessinent :

— Il faut démasquer et crier à la face du monde la provocation décrite plus haut. Cela rendra plus difficile la condamnation de nos copains et nous nous ferons des alliés au sein de la base de l'appareil du pouvoir, parmi les membres du parti, les miliciens et les soldats, dont certains comprennent déjà qu'ils ont été floués et manipulés. Il faut gagner ces gens à la société.

Il y a, dans les bas-fonds du pouvoir, des tueurs professionnels. Chaque société dispose d'une telle lie au service de ceux qui paient pour faire le sale travail. Nous y incluons les tueurs professionnels de la vérité qui, comme les rats, sont sortis de leurs trous — de *Rzeczywistosc*, *Plomienie*, *Zolnierz Wolnosci* et *Trybuna Ludu* (4) —, et ont conquis les médias. Mais c'est un groupe restreint dans la partie de la société qui a été jetée contre nous.

— Il faut nous réorganiser, mais tranquillement, sur la base d'une stricte clandestinité et en nous appuyant sur les meilleurs exemples de l'AK (5). Notre but est le même. La société organisée doit attendre la prochaine occasion et user l'ennemi en limitant nos propres pertes. Il faut le faire avec la pleine conscience du fait qu'il y aura des victimes. Certains d'entre nous perdront leur travail, seront emprisonnés et peut-être même périront. Ceux qui décideront d'agir doivent avoir conscience des « *pierres jetées par Dieu sur la barricade* (6) ». Les formes d'action seront plus riches que pendant l'occupation nazie. Il y a des formes d'action collectives évidentes : pratiquer le petit sabotage, l'enseignement clandestin, lutter contre les collabos, démasquer les indicateurs de la police politique.

Mais ce qui peut être notre arme commune, c'est la résistance massive de type non violent, les grèves de la faim, les grèves « à l'italienne », les grèves passives, le refus total de collaborer.

La stratégie du pouvoir est claire : mettre à genoux la société, la terroriser, la priver de ses dirigeants. Le pouvoir cherche de cette façon à se gagner l'appui de cette partie de la société pour laquelle l'ordre et la nourriture sont des valeurs suprêmes et, par la même, qui est prête à soutenir tout putsch de type fasciste. Ils vont s'efforcer, par tous les moyens possibles, d'amener à collaborer le plus grand nombre de militants de Solidarité et s'en servir pour réactiver Solidarité avec ses drapeaux et ses insignes, mais suffisamment collaborationniste et non authentique pour que la société ne s'y reconnaisse pas et en soit ainsi encore plus désintégrée. Le rôle clef dans tout cela est tenu par Walesa, le symbole vivant de Solidarité. Son attitude actuelle en fait déjà un héros.

Notre atout le plus important aujourd'hui est que la Pologne a été conquise avec les mains de ses fils. Mais les soldats vont rentrer à la maison et là, les familles leur expliqueront ce qu'ils ont fait. Les nouveaux appelés le comprennent déjà. Même les ZOMO (7) n'ont pas été capables d'attaquer les gens sans être dopés. A Gdansk, le 16 décembre, ils n'avaient pas été dopés et les manifestants les ont fait fuir. C'est pourquoi, sous le monument (8) à Gdynia, ils avaient été dopés et le sang a coulé. N'oublions pas que même les ZOMO sont nos frères et font partie de nos alliés potentiels. Eux aussi ont des familles. Quand ils comprendront qu'ils ont été floués et qu'on les a manipulés comme des animaux enragés, leur ardeur faiblira. Il y a trop peu de tueurs à gages dans ce pays pour réduire en esclavage 35 millions de personnes. C'est pour cela qu'ils ont utilisé la ruse.

Si nous sommes capables de réagir et, au lieu de nous mettre encore une fois à dos la base du pouvoir, si nous commençons à l'attirer à nous, la victoire est certaine sans que le sang coule. Alors, laissons-là les cocktails molotov et prenons les ronéos.

Solidarité est né du sang des ouvriers tombés en décembre 1970. De notre peine naîtra un jour un ouragan qui balayera cette partie de l'Europe. ■

Fin décembre 1981.

---

4. *Rzeczywistosc*, publication liée au cercle Grunwald ; *Plomienie*, revue stalinienne antisémite comme la précédente ; *Zolnierz Wolnosci* (Soldat de la liberté), organe de l'armée ; *Trybuna Ludu*, quotidien du Comité central du POUP.

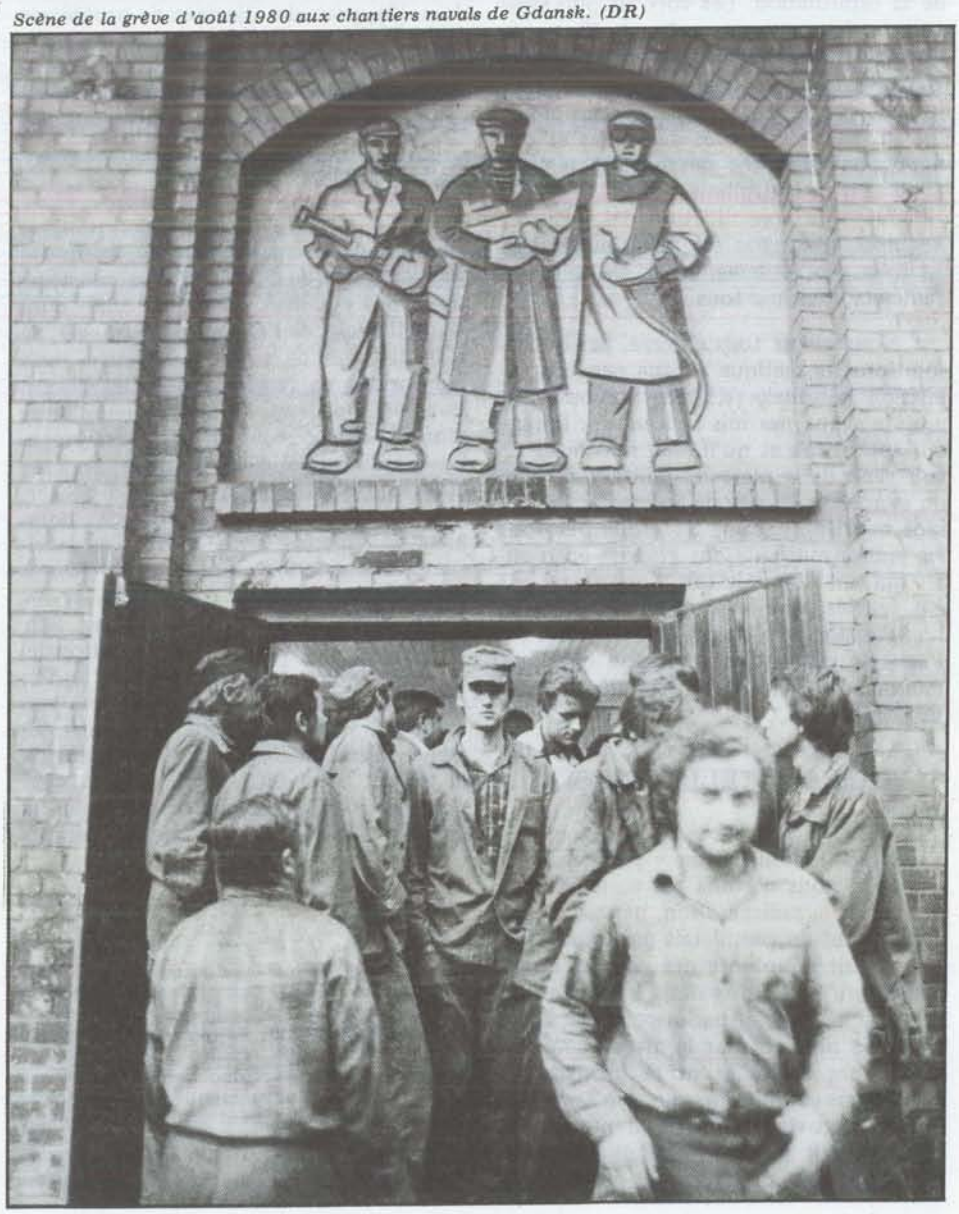
5. AK : Armée intérieure de la résistance polonaise durant la Seconde Guerre mondiale.

6. Référence à un livre du même titre et racontant, sur le mode nationaliste et patriotique, les premiers pas de la résistance polonaise à l'occupation nazie. Publié dans la clandestinité pendant la guerre, il n'a été réédité qu'après 1956.

7. Equivalent des CRS français.

8. Monument à la mémoire des victimes des massacres de 1970.

Scène de la grève d'août 1980 aux chantiers navals de Gdansk. (DR)



Solidarnosc pour le pouvoir aux travailleurs

Contribution d'un membre de la direction régionale de Lodz de Solidarité

DURANT les derniers mois de 1981 -- à savoir durant la période précédant immédiatement le coup de force militaire du 13 décembre — le développement de la révolution antibureaucratique était en train d'opérer un saut qualitatif en Pologne.

Des secteurs toujours plus importants prenaient de plus en plus conscience du caractère décisif que revêtait la question du pouvoir économique et du pouvoir politique.

Comme dans toutes les révolutions, la question du pouvoir était devenue la question centrale. Les travailleurs polonais se mobilisaient, aspirant à la résoudre une fois pour toutes. C'est ce que montre l'article de Zbigniew Kowalewski, membre du présidium de la direction régionale de Lodz de Solidarité, actuellement en France, rédigé pour le magazine suédois *ETC* publié à Stockholm. La traduction et les intertitres sont de la rédaction d'*Inprecor*.

Zbigniew KOWALEWSKI

Après une longue lutte, les courants radicaux qui soutenaient l'autogestion ouvrière ont remporté un succès lors de la seconde session du Ier Congrès national de Solidarité. Ce dernier a rejeté le compromis que le présidium de la Commission nationale (KK) du syndicat avait passé avec la Diète (Parlement) sur le contenu de la Loi sur l'autogestion ouvrière et celui de la Loi sur les entreprises d'Etat. Le Congrès n'a pourtant pas considéré que la bataille sur le terrain législatif était terminée, même si elle débouchait sur une défaite partielle de Solidarité, dont ce compromis était en bonne partie responsable.

Comme l'avaient proposé les délégués de Lodz, il fut décidé que les décrets d'application des deux lois — en contradiction flagrante avec les positions du syndicat et du Mouvement pour l'autogestion — devaient être soumis à un référendum dans les entreprises. C'est sur cette base que le syndicat devait lutter pour la modification des lois adoptées par la Diète. De plus, le Congrès exprima clairement sa volonté de poursuivre la lutte pour une véritable autogestion ouvrière, le syndicat devant appuyer la lutte des travailleurs même si elle conduisait à enfreindre ces lois (1).

Après l'adoption de cette résolution, une partie des militants partisans de l'autogestion, sans attendre la fin du Congrès, entreprit les préparatifs visant à développer le Mouvement pour l'autogestion, tant sur le plan de son activité que de son organisation. La coordination régionale des organes d'autogestion de Haute-Silésie, sous la présidence de Jan Huzarewicz et avec l'aide de Henryk Szlajfer comme expert, décidait de réaliser ce pour quoi le « Groupe de Lublin » luttait depuis déjà plusieurs mois. A son initiative — douze jours seulement après le Congrès —, les délégués de 17 coordinations régionales créèrent, le 17 octobre, le Comité constitutif de la Fédération nationale de l'autogestion (KZ-KFS). Ce devait être un organe provisoire jusqu'à la tenue du « Congrès national des conseils des travailleurs », dont le but était d'assurer les conditions « *permettant la création d'un modèle autogestionnaire de l'économie et de l'Etat* (2) ».

LES DÉBATS SUR L'AUTOGESTION

Contrairement au « Groupe de Lublin », le Réseau des organisations syndicales de Solidarité, regroupant 17 grandes entreprises, n'avait pas soutenu jusqu'alors l'idée d'un développement vertical du mouvement de l'autogestion. Il y était même passablement hostile. Néanmoins, il a cessé de s'y opposer à partir de ce moment-là. L'un de ses militants les plus connus, Hans Szyc, fut même élu président du KZ-KFS. Il faut cependant souligner que la coordination régionale de Gdansk n'avait adhéré à la Fédération qu'après bien des hésitations et que la coordination de Basse-Silésie (Wroclaw) avait refusé, quant à elle, d'y adhérer. Toutes deux étaient sous l'influence de militants du Réseau.

Lors du Congrès, une partie des militants du Réseau s'était opposée à la Résolution de l'autogestion, quand bien même la majorité des entreprises appartenant au Réseau participait au combat pour l'autogestion ouvrière. Mais la plupart des experts du Réseau, et certains militants de Solidarité sous leur influence, étaient partisans de l'économie de marché et de la concurrence entre les entreprises. Aussi se montraient-ils souvent hostiles au développement des initiatives radicales prises par le Mouvement pour l'autogestion. Plus confiants dans la démocratie parlementaire que dans la démocratie des conseils, ils préféraient s'en remettre à l'encadrement technique plutôt qu'aux travailleurs eux-mêmes. Néanmoins, la base ouvrière du syndicat, elle, aspirait clairement à des actions radicales.

Et, comme le notait la sociologue Jadwiga Staniszkis, le fossé qui existait entre cette base et de nombreux dirigeants tendait à s'approfondir dans la mesure où il exprimait une différence d'imagination politique : « *Je crains que le langage des dirigeants ne soit peu convaincant pour les militants de base* », disait-elle. « *Même les mots d'ordre de socialisation et d'autogestion parlent peu à l'imagination des masses. Ce n'est pas un hasard s'il est plus facile d'impulser l'autogestion en parlant de la prise du pouvoir économique comme je le fais, ou en parlant de grève active, comme le fait Kowalewski à Lodz.* (3) »

Rien d'étonnant dès lors à ce qu'il ait bientôt fallu déchanter. La Commission nationale (KK) de Solidarité, pour commencer, ne reconnut pas formellement la Fédération comme partenaire. Sans être à proprement parler équivoque, sa position n'était en tout cas pas claire. Bien que la délégation de Lodz ait explicitement demandé que le référendum soit organisé dans un délai maximum de six semaines après le Congrès, la Commission nationale tardait à prendre les décisions permettant de l'organiser. Les experts préconisaient deux tactiques possibles : reporter le référendum dans un futur indéterminé ou tenter d'en limiter au maximum la portée.

Au vu de cette situation, le « Groupe de Lublin » décida, le 13 novembre, d'élaborer un projet de 19 questions pour le référendum (4) qu'il soumit au Comité de la Fédération nationale de l'autogestion. Ce dernier les accepta. Le groupe des experts de la Commission nationale (KK) de Solidarité, quant à lui, présenta un projet se limitant à 4 questions, ce qui témoignait de sa volonté de ne pas aller au-delà d'un certain point dans la remise en cause des lois. Il prétendait que nombre de décrets d'application controversés pouvaient être interprétés dans un sens favorable à Solidarité, oubliant tout simplement que seul celui qui avait le

1. *Dokumenty Zjazdu*, BIPS, Gdansk, 1981, p. 124-126.

2. *AS*, bulletin de Solidarité de la région de Varsovie, numéro 45, 13 au 18 octobre 1981.

3. *Niezaleznosc*, numéro 129, 16 septembre 1981.

4. *AS*, numéro 52, 12 au 15 novembre 1981, p. 207.

Les miliciens chargent à Gdansk lors d'émeutes après le coup de force du 13 décembre. (DR)

pouvoir — c'est-à-dire la bureaucratie et non Solidarité — pourrait s'en faire l'interprète.

Sous la pression de son aile radicale, la Commission nationale finit par adopter une résolution fixant la date du référendum à la première semaine de décembre. Mais elle ne trancha ni sur son contenu ni sur la manière de l'organiser. Cette date s'avéra donc une fiction et ne put être respectée. Dans cette même résolution, la Commission nationale reconnaissait néanmoins la nécessité de créer des coordinations des organes d'autogestion au niveau régional et national, engageant les instances syndicales à faciliter leur mise en place (5). Cela représentait sans aucun doute un succès pour les militants des conseils. Mais cela ne signifiait pas encore la reconnaissance du Comité constitutif de la Fédération.

Parallèlement, la situation pour les organes de l'autogestion ouvrière dans les entreprises était, si ce n'est toujours difficile, du moins souvent très compliquée.

Il apparaissait en effet que le pouvoir entendait ignorer la résolution du Congrès du syndicat exigeant que dans la quasi-totalité des entreprises les directeurs soient élus par les conseils ouvriers (ou conseils de travailleurs). On apprit que les autorités voulaient réserver ce droit aux organes de l'administration étatique dans le cas des 1 500 plus grandes entreprises du pays, c'est-à-dire toutes celles qui avaient une importance décisive pour l'économie nationale. En clair, la lutte pour briser la *nomenklatura* du parti ne faisait que commencer.

Mais les secteurs les plus combatifs et les plus conscients du Mouvement pour l'autogestion refusèrent de céder. Malgré les difficultés, la lutte pour l'élection des directeurs continua. Un nombre sans cesse croissant de conseils de travailleurs reprenait, pour l'attribution du poste de directeur, la méthode du concours élaboré par des experts indépendants, membres de la section de Lodz de l'Association scientifique pour l'organisation et la gestion. Dès le mois d'août, cette méthode avait été popularisée par le « Groupe de Lublin » (6) et, sans tenir compte de la position des autorités, les conseils ouvriers invitaient souvent les experts en question à venir les aider à organiser le concours pour le poste de directeur.

La politique des faits accomplis ne se limitait pas à cela. La Loi sur les entreprises d'Etat précisait qu'il appartenait au directeur de diriger l'entreprise. La résolution du Congrès de Solidarité affirmait pour sa part que l'entreprise devait être dirigée par les organes d'autogestion, le directeur n'étant là que pour exécuter leurs décisions. Partout où Solidarité et le conseil ouvrier estimaient le rapport de forces favorable, ce n'était pas la Loi qui prévalait mais la position de Solidarité.

Néanmoins, il faut souligner que, dans la majorité des cas, les conseils ouvriers n'étaient pas encore des organes d'autogestion, mais des organes de combat pour l'autogestion et pour le contrôle sur la production. « *Ce contrôle constitue l'axe principal du programme de transition vers une autogestion ouvrière authentique et, en même temps, l'une des principales formes de lutte pour l'autogestion ... Dans les conditions qui sont les nôtres, ce contrôle ouvrier implique avant tout une connaissance approfondie de l'entreprise et le droit de* veto *sur les décisions de l'administration.* (7) »

Quoi qu'il en soit, dans un nombre croissant d'usines, les organes d'autogestion et les commissions de Solidarité déclaraient, au nom des travailleurs, leur volonté de rompre leurs liens de dépendance par rapport aux « Associations industrielles » qui sont des organes intermédiaires de la gestion bureaucratique — entre les ministères et les unités de production —, dont le caractère parasitaire est particulièrement évident. Des commissions de travailleurs, créées dans les entreprises, élaboraient leurs propres projets visant à l'établissement, entre les entreprises, de liens démocratiques et fondés sur le libre choix, et rédigeant des projets de statuts de l'entreprise. Simultanément, les organes régionaux et nationaux du Mouvement pour l'autogestion élaborèrent et popularisèrent des modèles de projets similaires, ce qui permettait de reprendre l'initiative des mains de l'appareil bureaucratique.

LES COORDINATIONS RÉGIONALES

Le rôle des coordinations régionales de l'autogestion se limitait en général à aider les organes d'autogestion au sein des entreprises à se développer et à se renforcer. Elles n'en étaient pas encore au stade du contrôle social sur l'économie. Cependant, de premières initiatives allaient dans ce sens, notamment en Haute-Silésie, où les autorités tentaient d'obtenir une augmentation de l'extraction du charbon en corrompant les mineurs et en essayant de prolonger la durée de la semaine de travail.

Dans une situation où la crise énergétique s'aggravait, la coordination régionale des organes d'autogestion élabora un projet d'augmentation de l'extraction fondé sur de tout autres considérations. Dans ce projet, l'augmentation de la production du charbon en termes absolus, ainsi que l'utilisation du charbon déjà extrait, étaient traitées comme « *une donnée des changements du système de l'organi-*

5. *AS*, numéro 49, 2 au 4 novembre 1981, p. 302.

6. *Samorzad* (bulletin du « Groupe de Lublin ») numéro 2, p. 22-26.

7. Zbigniew Kowalewski, *Solidarnosc i walka o samorzad zalogi* (Solidarité et la lutte pour l'autogestion ouvrière), Lodz, 1981, p. 23.

sation du travail visant : 1) à augmenter la part du travail effectif dans le temps de travail ; 2) à limiter la consommation d'énergie électrique dans le cycle de production (8) ». Il fut démontré que l'utilisation effective du temps de travail dans les mines était en moyenne de 66 à 73 % du temps nominal et que la mauvaise organisation du travail entraînait un gaspillage injustifié de l'énergie équivalant à des millions de tonnes de charbon.

Néanmoins, la tâche la plus importante continuait à être de créer des organes d'autogestion dans le plus grand nombre d'entreprises possible. La loi votée par la Diète avait imposé la date du 31 décembre comme date limite pour la création des organes d'autogestion dans toutes les entreprises étatiques. Là où les travailleurs n'étaient pas encore mûrs pour l'idée d'autogestion, cette date pouvait être utilisée par la bureaucratie pour constituer des conseils, indépendamment du niveau de conscience et du développement de l'activité des masses. Objectivement, ces conseils tombaient donc sous la dépendance politique de la bureaucratie.

S'opposer à un tel danger exigeait de la part des directions de Solidarité et des coordinations régionales de l'autogestion qu'elles fassent un effort considérable sur le plan idéologique comme sur le plan organisationnel. Mais si des coordinations existaient déjà dans 25 régions fin novembre, il faut noter qu'en dehors des grands centres industriels, les directions régionales de Solidarité étaient souvent peu actives en ce qui concerne l'autogestion.

Dans cette lutte, les grandes entreprises jouaient un rôle clef. C'est souvent là que la question de l'autogestion trouvait le plus d'appui auprès des travailleurs. Mais c'est là aussi qu'elle était le plus difficile à réaliser, d'un point de vue institutionnel, car l'application de la démocratie directe s'y avère plus compliquée. La Loi imposait que le conseil des travailleurs soit élu de manière directe. Bien que le « Groupe de Lublin » se soit prononcé antérieurement en faveur de la possibilité d'élections indirectes, par délégation (9), mieux adaptées aux conditions des très grandes entreprises, cette idée n'avait pas rencontré suffisamment d'appui au sein de Solidarité et n'avait pas été retenue par la Diète. Le processus d'élection du conseil en était non seulement prolongé, mais d'autant plus compliqué. Cette difficulté était de plus renforcée par un autre facteur. Bien que l'idée du développement de l'autogestion par le bas — à partir des équipes, des brigades et des ateliers — ait été popularisée dès le début de l'année 1981 par divers militants et théoriciens (10), elle ne rencontrait que peu d'écho parmi les travailleurs. Dans les grandes entreprises, cela ne facilitait pas la lutte contre la division entre travail manuel et travail intellectuel, et cela rendait d'autant plus difficile la transformation des rapports internes à l'entreprise, ainsi que l'abolition de l'autoritarisme régnant dans l'usine.

Toutefois, les courants radicaux du syndicat ne présentaient pas le référendum et la lutte pour la modification des lois comme l'unique voie pour le développement de l'autogestion ouvrière.

DE LA TACTIQUE DE LA GREVE ACTIVE

Dès le mois d'août, la région de Lodz développa une large propagande autour de la question de la tactique de la grève active, sur la base d'un projet que j'avais moi-même élaboré (11). Le vice-président de la région, Grzegorz Palka, élabora un projet relatif à la tactique et à la stratégie de la lutte pour une réforme économique fondée sur l'autogestion ouvrière, dans laquelle la grève active jouait un rôle important. En outre, Andrzej Slowik, président de Solidarité de la région, élabora pour sa part un projet concernant la mise en place d'une deuxième Chambre à la Diète et dans les conseils départementaux, comme organe de pouvoir économique des travailleurs (12). A quoi il faut ajouter le projet de contrôle syndical sur le système de rationnement et sur la distribution des biens de consommation, projet mis en pratique dès octobre (13). Ainsi se dessinait une stratégie de la lutte à mener pour le pouvoir des travailleurs.

Le 23 octobre, la grève active fut reconnue par Solidarité comme l'un des moyens de lutte syndicale. Dans la résolution adoptée ce jour-là, la Commission nationale avertissait le gouvernement que le « *syndicat serait obligé de préparer et d'entreprendre une grève active dans des secteurs déterminés de l'économie* (14) » si, d'ici la fin du mois d'octobre, le pouvoir se montrait incapable d'une action énergique pour améliorer l'approvisionnement de la population, s'il continuait à s'opposer au contrôle social sur l'économie et s'il ne mettait pas fin à la répression antisyndicale.

Quelques jours plus tôt, le président de l'Association des journalistes, Stefan Bratkowski, écrivait dans une lettre au Ve Plénum du Comité central (CC) du Parti ouvrier unifié polonais (POUP) que la société pouvait très bien répondre aux démonstrations de force du pouvoir par une grève active générale : « *Les Polonais — ne l'oubliez pas ! — ont une capacité incroyable d'auto-organisation* », écrivait-il. « *La grève générale va créer en quelques jours un réseau d'antennes spontanées, un réseau de coordination des comités d'entraide et de coordination. Les entreprises vont travailler durant la grève, la production et les échanges vont se poursuivre, seul le pouvoir n'aura plus rien à dire.* (15) »

Les autorités furent prises de panique. Une semaine plus tard, lors d'une réunion de la Diète, le Premier ministre Jaruzelski mit en garde ceux qui décideraient de passer à la grève active contre les risques qu'ils encouraient. D'autres dirigeants du POUP, dont le secrétaire du CC Stefan Olszowski, firent des déclarations du même cru. L'organe central du POUP, *Trybuna Ludu*, publia un large commentaire sur la brochure *De la tactique de la grève active*, expliquant que celle-ci contenait un scénario de prise du pouvoir par Solidarité, auquel il fallait s'opposer à tout prix (16).

Malgré sa décision précédente, la Commission nationale de Solidarité ne mit pas en œuvre les préparatifs de la grève active. Une attaque en règle fut même lancée contre cette tactique dans le milieu des experts. Lors d'une discussion au Centre de recherches socio-professionnelles de Solidarité à Varsovie, certains d'entre eux affirmèrent : « *Il est très difficile de réaliser la grève active alors qu'il est très facile de l'étrangler.* (17) » Parmi les techniciens favorables à l'économie de marché, certains exprimèrent leur aversion face à la perspective de la formation d'un pouvoir centralisé des conseils. « *La prise du pouvoir économique durant la grève active, et par la suite l'établissement du pouvoir des conseils ouvriers, peut conduire à la substitution d'une bureaucratie centrale par une autre et d'un système autoritaire de répartition et de décision central par un autre.* (18) »

L'un des experts les plus influents de la Commission nationale devait déclarer, lors d'une réunion syndicale à Lublin, le 4 décembre, que la grève active était « *une idée lancée par les gauchistes et les trotskystes, un mot qui sonne bien mais dont personne ne sait exactement ce qu'il veut dire* ». Ce qui irrita de nombreux travailleurs présents, qui non seulement savaient bien ce qu'était la grève active, mais qui travaillaient à l'élaboration de plans concrets pour sa mise en œuvre dans leurs entreprises.

Il ne s'agissait pas là d'une réaction isolée parmi les travailleurs. Au cours du mois de novembre et début décembre,

---

8. Henryk Szlajfer, S. Jablonski, W. Latoch, H. Nojman, *Wzrost produkcji wegla kamiennego* (L'augmentation de la production de houille), Katowice, 1981, ronéoté.

9. Voir le *Projet sur l'autogestion ouvrière dans l'entreprise sociale, propriété de tout le peuple*, élaboré par la Conférence de Lublin, 14 juillet 1981.

Les élections indirectes devaient se traduire par l'élection du conseil ouvrier, non pas par l'ensemble du personnel mais par l'assemblée des délégués. La délégation signifiait que le conseil ouvrier de l'entreprise était formé de représentants des conseils ouvriers d'ateliers, etc.

10. Zbigniew Kowalewski, *op. cit.*, p. 25-44 ; J. Strzelecki, « Rady robotnicze 1956-1958 » (les Conseils ouvriers 1956-1958), *Robotnik* numéro 73, 1981, p. 4 ; Stefan Bratkowski, *Nowy Marsyliusz*, Varsovie, 1981

11. Zbigniew Kovalewski, *O taktyce strajku czynnego*, (De la tactique de la grève active), Lodz, 1981.

12. Propositions programmatiques du présidium de la direction régionale de Solidarité de Lodz pour le Ier Congrès de délégués de Solidarité.

13. Zbigniew Kowalewski, « Solidarité à la veille du coup de force ou la bataille du pouvoir », *le Monde*, 7 janvier 1982.

14. *AS*, numéro 46, 19 au 25 octobre 1981, p. 301.

15. *Ibid.*

16. A. Pawlowska, *Czynnie po wladze* (Une grève active pour prendre le pouvoir), *Trybuna Ludu*, 2 novembre 1981, p. 2.

17. *AS*, numéro 48, 29 octobre au 1er novembre 1981, p. 205.

18. A. Krajewski, « Oglosimy strajk, bedziemy pracowac » (Nous nous mettons en grève et nous travaillons), *Przeglad techniczny* numéro 47, 1981, p. 8.

l'idée de grève active gagna très rapidement en popularité au sein du syndicat et en particulier, mais pas exclusivement, parmi les ouvriers des entrepriese industrielles.

Une enquête sociologique effectuée début novembre dans la région de Lodz indiquait que 65 % des syndicalistes étaient favorables à la grève active, contre 12 % seulement pour la grève passive classique (19). Dans une grande entreprise moderne de Lodz, « Wifama », ils avaient été 85 % à se prononcer pour la grève active. Les travailleurs voyaient là une manière efficace pour la société de lutter contre la crise et la politique économique de la bureaucratie, contraires à leurs intérêts. Le président de Solidarité de la mine « Manifest Lipcowy » expliquait : « *La seule perspective, c'est d'imposer le contrôle social sur la production. Et le seul moyen efficace dont nous disposons aujourd'hui pour ce faire, c'est la grève active. C'est une forme d'action qui nous permet d'exercer le contrôle sur tout le processus, depuis la production dans l'entreprise jusqu'à l'arrivée du produit chez le destinataire.* (20) »

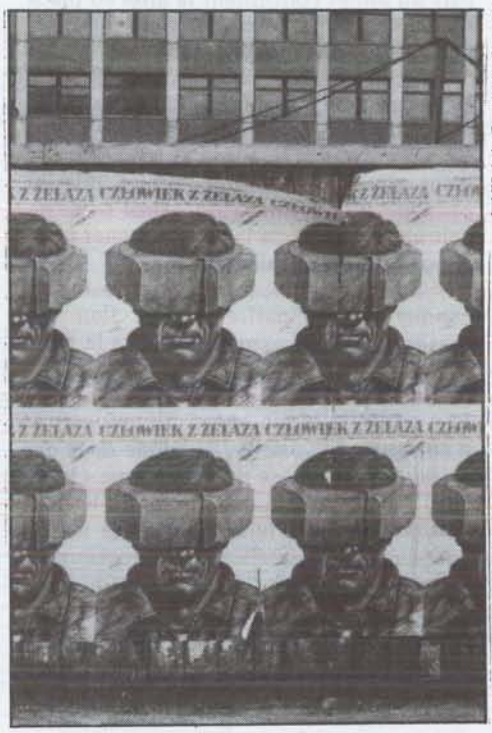
Dans certaines directions régionales de Solidarité, des préparatifs commencèrent en vue de déclarer la grève active, et des équipes spéciales furent désignées à cet effet. C'était le cas non seulement à Lodz, mais également à Stalowa Wola et à Varsovie. Au cours de la manifestation patriotique du 11 novembre, le vice-président de Solidarité de Varsovie, Seweryn Jaworski, appela les travailleurs à se préparer à prendre le contrôle des usines par la grève active.

Le 6 décembre, le président de Solidarité de Lublin, Jan Bartczak, en fit autant. Au même moment, la direction régionale de Haute-Silésie publiait le projet de création d'une centrale syndicale de distribution des biens produits durant les futures grèves actives. Grzegorz Palka, responsable de la réforme économique au sein du présidium de la Commission nationale, avait nommé à Lodz un coordinateur informel pour préparer la grève active au niveau national. De fait, il existait déjà une certaine coordination sur ce terrain entre Lodz, Varsovie et Stalowa Wola. A Varsovie, Jerzy Dyner, membre du présidium et en même temps militant du « Groupe de Lublin », avait élaboré une instruction pratique pour la grève active.

LA QUESTION DES « GARDES OUVRIERES »

En même temps, le mot d'ordre de création de « gardes ouvrières », c'est-à-dire de milices d'autodéfense de Solidarité, commençait à avoir une certaine audience. Le 2 décembre, le présidium de Lodz avait avancé une « *Proposition d'action pour le syndicat : la grève active combinée à la création de gardes ouvrières* », lesquelles devaient « *assurer la défense des entreprises industrielles et du réseau de distribution durant la grève active* ». Le lendemain, lors de la réunion du présidium de la Commission nationale à Radom, Grzegorz Palka avait exigé que le syndicat appelle à créer une garde ouvrière. Le 4 décembre, l'un des dirigeants syndicaux de Lublin expliquait : « *Si Solidarité ne se prépare pas sur ce plan, nous serons pris par surprise et incapables de résister. Il faut non seulement que nous nous préparions à la grève active, mais que nous mettions tout en place pour nous défendre contre les attaques et les provocations des autorités.* »

La mise en place d'une garde ouvrière devenait d'autant plus urgente que les « groupes opérationnels territoriaux » de l'armée commençaient à faire leur apparition dans les entreprises, étayant la conviction qu'ils avaient pour objectif de rassembler des renseignements en vue de préparer les conditions d'une prise d'assaut des usines.



A ce moment-là, la crise avait déjà un caractère ouvertement révolutionnaire. En novembre, les autorités avaient explicitement abandonné l'idée d'introduire leur propre projet de réforme économique — pourtant déjà fort limité — à partir de janvier, remettant sa réalisation à 1983 au plus tôt. Le 3 décembre, le présidium de la Commission nationale écrivait : « *Le prétendu système économique provisoire pour 1982* (Provizorium) *maintient en pratique l'ancien système de gestion de l'économie, tout en rejetant sur l'entreprise et sur les travailleurs la responsabilité de décisions qui restent aux mains des organes centraux. Cela revient à supprimer la réforme et les lois sur l'autogestion et sur l'entreprise déjà adoptées par la Diète tout en menaçant de nombreuses entreprises de faillite ou de licenciements. Parallèlement au* Provizorium, *le gouvernement prévoit d'introduire des hausses drastiques de prix. On exige de la société qu'elle paie pour une réforme qui n'aura pas lieu. Le syndicat ne tolérera pas d'augmentations des prix sans réforme économique. Face aux conséquences de telles augmentations — fermetures d'usines, licenciements et baisse de salaires — nous défendrons les travailleurs par tous les moyens prévus dans nos statuts, en accord avec le but légal du syndicat.* (21) »

La décision du gouvernement avait accru le mécontentement au sein de la classe ouvrière. Les travailleurs attendaient beaucoup de la réforme économique, conscients qu'il ne pouvait être question sans cela de lutter contre la crise. Aussi, la volonté de prendre soi-même les choses en mains et d'effectuer la réforme par ses propres moyens gagna-t-elle du terrain. La nouvelle phase de négociations de la Commission nationale avec le gouvernement n'avait donné aucun résultat. Il devint clair pour tous que les autorités ne cherchaient qu'à gagner du temps et refusaient de céder sur quoi que ce soit, qu'il s'agisse de l'accès de Solidarité aux médias, du contrôle social sur l'approvisionnement et sur la politique économique, ou de la réforme des prix. La société commençait à se sentir menacée par cette bureaucratie préparant en secret un projet de loi sur les pouvoirs spéciaux du gouvernement et une attaque contre Solidarité.

DÉVELOPPEMENT DE LA RADICALISATION DES MASSES

La radicalisation des masses poussant à la lutte contre le pouvoir bureaucratique se développait rapidement. A côté du mot d'ordre de grève active, la revendication d'élections libres aux conseils départementaux et à la Diète rencontrait de plus en plus d'écho. Sous la pression des travailleurs, la direction du syndicat commença à comprendre que l'affrontement devenait inévitable et qu'il n'était plus possible d'éluder la question du pouvoir, déjà mise à l'ordre du jour par la classe ouvrière. Il n'y avait plus moyen de s'y opposer.

Zbigniew Bujak, président de Solidarité de la région de Varsovie, faisait partie des dirigeants syndicaux conscients qu'il fallait s'opposer de manière déterminée à la tactique du pouvoir, tant en ce qui concerne la question de la réforme économique que la question des élections. Il affirmait : « *Cela implique un conflit avec le pouvoir, quasiment un conflit ultime, un conflit de la dimension de celui de Bydgoszcz, mais cette fois-ci sans concession. Nous sommes sûrs que c'est la seule voie que nous pouvons choisir. Si nous perdons, la situation ne sera guère différente de ce qu'elle est aujourd'hui, mais nous serons en meilleure position que si nous faisions des concessions. Car choisir cette voie-là, cela signifierait renoncer à se défendre de manière déterminée, cela signifierait se replier sur des positions strictement syndicalistes.* »

---

19. *AS*, numéro 50, 5 au 8 novembre 1981, p. 401.

20. Déclaration du président de Solidarité d'une mine de Jastrzebie.

21. *Kommunikat*, bulletin de la région de Lodz, numéro 294, 4-5 décembre 1981.

Andrzej Slowik analysait la situation de façon similaire. Le 9 décembre, après les meetings de masse qui eurent lieu dans les douze plus grandes entreprises de Lodz, où les travailleurs s'étaient clairement prononcés pour la grève active et pour la création des gardes ouvrières, il me dit : « *En mars, après la provocation de Bydgoszcz, nous étions entrés dans une situation révolutionnaire. Nous n'avons pas su la mettre à profit. Nous avons passé un compromis, renonçant à la grève générale. La situation actuelle est à nouveau révolutionnaire. Si nous n'agissons pas en conséquence, nous trahirons la classe ouvrière qui ne peut plus attendre, car elle est consciente que le pouvoir est prêt à maintenir la société en état de crise, ne serait-ce que pour sauver ses privilèges et défendre ses propres intérêts. C'est ce que les ouvriers des usines m'ont dit aujourd'hui. J'estime qu'il s'agit-là d'un mandat, et que c'est sur cette base que je dois me rendre à Gdansk. Il n'y a qu'une alternative : soit la dictature bureaucratique qui écrase la société, soit le socialisme ouvrier et autogestionnaire.* »

A Lodz, il fut donc décidé de passer à l'action qui devait priver la bureaucratie de son pouvoir économique et instaurer un système d'autogestion ouvrière par des voies révolutionnaires. Il était prévu que la première grève active du pays commencerait dans notre région le 21 décembre, c'est-à-dire que la classe ouvrière prendrait en mains le contrôle de la production et de la distribution. Parallèlement, des gardes ouvrières devaient être mises en place dans les entreprises.

En outre, on commença à étudier la question des priorités sociales et des principes rationnels de la distribution de l'énergie pour l'industrie. Le syndicat se préparait à prendre le contrôle du système énergétique de la région. C'était un élément important de la préparation de la grève active régionale. Le communiqué du Centre de recherches socio-professionnelles de Lodz, publié le 8 décembre, témoignait de l'état d'esprit des travailleurs : « *88,3 % des enquêtés déclarent soutenir activement la direction du syndicat — quels que soient les dangers — si cette dernière décide d'entreprendre des actions ayant un caractère d'affrontement avec le pouvoir, dont le but soit la réalisation des revendications d'août 1980. Parmi les formes d'affrontement qui devraient être employées, c'est la grève active qui est évoquée le plus souvent.* (22) »

Au sein de la direction régionale de Solidarité, la conviction était qu'un mot d'ordre de grève active générale ne serait pas approuvé par la majorité de la direction nationale du syndicat. Il fut donc décidé qu'Andrzej Slowik, au cas où il se heurterait à une opposition, demanderait le feu vert de la Commission nationale pour une action de grève active dans sa propre région. Il était prévisible que la région de Lodz entraînerait d'autres régions décidant également d'entrer en grève active et que, tôt ou tard, cela conduirait à modifier le rapport des forces au sein de la Commission nationale.

Affrontements avec les forces répressives dans les rues de Gdansk. (DR)

La tactique de lutte et la stratégie proposées par Solidarité pour résoudre la question du pouvoir aurait alors pu être adoptée par tout le syndicat. Pour les masses à la recherche de formes d'action radicales, la grève active aurait permis de passer à l'offensive. L'établissement du pouvoir économique des travailleurs aurait permis l'accumulation des forces nécessaires pour résoudre la question du pouvoir politique. Les développements de l'autogestion ouvrière par des voies révolutionnaires auraient impliqué l'émergence de l'autogestion locale et territoriale, libérant ainsi l'énergie de millions de citoyens. Cela aurait donné une base solide à la revendication des élections libres. S'il s'était avéré que le rapport de force était insuffisant pour résoudre la question du pouvoir politique, entraînant de ce fait une prolongation de la dualité des pouvoirs, la région de Lodz considérait qu'une grève active victorieuse devait conduire, au sein de la Diète et des Conseils départementaux, à la formation d'une Chambre autogestionnaire ou Chambre socio-économique. Une telle instance devait être élue démocratiquement par tous les producteurs — salariés, paysans et artisans individuels — et concentrer entre ses mains tout le pouvoir économique d'Etat.

LA DERNIERE RÉUNION DE LA DIRECTION DE SOLIDARITÉ

La dernière réunion de la Commission nationale, le 12 décembre, montra qu'il y avait coïncidence entre la position de Lodz et celles d'autres régions (23). Le représentant de la région de Cracovie présenta le programme d'action suivant pour solidarité :

« *a) La Commission nationale, en liaison avec la Fédération nationale de l'autogestion, élaborera un ensemble de projets de lois et d'autres actes juridiques relatifs à la réforme économique. Il faudra soumettre le modèle économique proposé à un référendum dans les entreprises afin d'obtenir l'appui de la société le plus rapidement possible ;*

« *b) Durant la grève générale, le syndicat commencera à appliquer la réforme économique, coordonnée centralement par le Conseil social de l'économie nationale, lequel sera mis en place par le syndicat par la voie du fait accompli ;*

« *c) Le syndicat déclarera la grève terminée lorsque l'économie fonctionnera selon des principes nouveaux à tous les échelons ;*

« *d) La réalisation de ce qui précède ne sera possible que si le syndicat a accès aux* mass media. *La Commission nationale déclarera la grève active à la radio et à la télévision, dans les journaux, dans les imprimeries, dans le secteur du transport et de la distribution de la presse, afin que ces moyens de diffusion soient au service de la société ;*

« *e) La grève générale annoncée dans la déclaration du présidium de la Commission nationale du 3 décembre ne sera pas nécessaire si les autorités de la République populaire de Pologne renoncent à vouloir imposer des pouvoirs spéciaux. Quoi qu'il en soit, la Commission nationale intensifiera les activités visant à réaliser la réforme et abandonnera la politi-*

22. *Solidarnosc Ziemi Lodzkiej*, bulletin de la région de Lodz, supplément numéro 24, 8 décembre 1981, p. 4.

23. Toutes les citations qui suivent proviennent de la bande enregistrée lors de la dernière réunion de la Commission nationale de Solidarité, le 12 décembre 1981.

que inefficace de concessions et de compromis qu'elle a menée jusqu'ici ;

« *f) Toutes les négociations du syndicat avec le pouvoir devront, à partir de ce moment-là, être retransmises directement à la télévision.* »

S. Jaworski, de Varsovie, se prononça en faveur de la grève active en tant que prolongement de la grève générale, que le syndicat ne saurait manquer de déclarer en cas d'instauration de l'état d'exception : « *On ne peut pas se permettre une longue grève générale, nous le savons tous parfaitement. La grève active doit être directement préparée pendant la grève avec occupation.* » De plus, convaincu que les groupes extrémistes au sein de l'appareil du pouvoir aspiraient à faire usage de la violence armée, S. Jaworski affirmait : « *J'estime nécessaire de former des gardes ouvrières dans toutes les régions, particulièrement dans les grandes entreprises. Bien qu'elles ne disposent d'aucun matériel spécial, nous en aurons sûrement besoin. Elles pourront constituer une force avec laquelle ces groupes extrémistes, prêts à la confrontation, seront obligés de compter.* »

La délégation de Haute-Silésie adopta également une position radicale, bien que différente. Elle considérait que le syndicat devait concentrer ses activités dans la lutte pour des élections anticipées à la Diète et aux conseils départementaux et municipaux, ainsi que pour la socialisation des *mass media* : « *Nous espérons que la Diète fera un geste positif. Et le seul geste positif qu'elle pourrait faire pour accomplir sa mission historique serait de convoquer des élections anticipées. Néanmoins, nous ne pouvons guère compter là-dessus. C'est pourquoi il faut que nous organisions ces élections nous-mêmes, sans la Diète et sans le pouvoir. Notre syndicat, ainsi que toutes les organisations et tous les citoyens n'aspirent qu'à une seule chose : que le pouvoir en Pologne passe véritablement aux mains du peuple polonais.* »

Le courant modéré présenta une tactique distincte. Son principal porte-parole fut Jan Rulewski, président de la région de Bydgoszcz. Il affirma que la société et le pouvoir étaient entrés dans une période de confrontation qui s'était intensifiée depuis août 1981 : « *Il y a là les signes d'une confrontation générale dont le point culminant devrait être la grève générale, la grève active* », dit-il. Selon lui, il fallait s'opposer à une telle perspective. La crise du pouvoir devait trouver une « *solution politique* » en s'appuyant sur les expériences des démocraties parlementaires. « *Les sociétés occidentales, les civilisations démocratiques ont, depuis longtemps, rationalisé ces modes de confrontation politique en créant des institutions comme le Parlement ou, chez nous, la Diète.* »

Se réclamant des ouvriers qui revendiquaient de manière toujours plus affirmée la tenue d'élections anticipées et libres à la Diète, Jan Rulewski déclara : « *La stratégie du syndicat doit permettre à des millions de personnes de s'exprimer, et c'est pourquoi je voudrais proposer,*

Devant le siège de Solidarité à Varsovie. (DR)

comme expression de cette confrontation, l'organisation d'un référendum au travers duquel s'exprimera non seulement la direction du syndicat, mais le syndicat tout entier, ses 10 millions de membres ou, si d'autres forces sociales s'y joignent, la société tout entière. Mais — c'est un petit jeu tactique — ce référendum ne doit pas contenir uniquement des questions portant sur l'autogestion. Ce référendum doit permettre de savoir si la société accorde un vote de confiance à ce système représentatif, à la Diète, à ce gouvernement et au système d'exercice du pouvoir en vigueur dans notre pays. »

Le vote de défiance au système en vigueur qui devait s'exprimer dans le référendum devait amener Solidarité à déclarer la grève générale. A la suite de cette grève, au cas où le gouvernement n'accepterait pas de solution politique, il fallait selon lui former un gouvernement provisoire composé de spécialistes indépendants. Ce gouvernement aurait eu pour tâche d'organiser les élections libres à la Diète et aux autres organes représentatifs, assurant ainsi la suprématie du peuple.

La tactique proposée par la région de Bydgoszcz recelait de nombreuses faiblesses. Avant tout, elle ne partait pas d'une analyse de la conjoncture politique, contrairement à ce que faisaient les représentants de la région de Lodz, pour lesquels il fallait partir de l'existence d'une situation directement révolutionnaire afin de déterminer l'activité du syndicat. En ce sens, la proposition de Jan Rulewski n'impliquait pas une mobilisation immédiate des masses, dans une situation où l'affrontement entre le pouvoir et la société pouvait avoir lieu d'un moment à l'autre.

Ce qui n'était pas clair, c'était comment il serait possible d'arracher le pouvoir à la bureaucratie sans une confrontation directe, sans un saut qualitatif dans le développement du contre-pouvoir de la société civile représenté par Solidarité. Une grève passive, même générale, ne permettait pas de résoudre cette question. La tactique préconisée par Jan Rulewski se fondait sur les illusions qui, depuis plusieurs mois, étaient rejetées par les masses et par un nombre croissant de dirigeants syndicaux.

Que la démocratie parlementaire soit apparue à Jan Rulewski comme la forme d'avenir du pouvoir du peuple travailleur n'était pas non plus sans importance. Les courants plus radicaux, sans récuser la démocratie parlementaire, se prononçaient en faveur d'une combinaison de cette dernière avec une véritable démocratie des conseils.

La tactique proposée par les régions de Lodz, Cracovie et Varsovie avait un avantage évident sur celle de la région de Bydgoszcz. Néanmoins, elle recelait une faiblesse que l'on retrouvait dans toutes les tactiques mises en avant durant la révolution polonaise en 1980-1981. Dans sa lutte pour résoudre la question du pouvoir, même le courant le plus révolutionnaire au sein de Solidarité ne proposait aucune politique en ce qui concerne la « lutte pour gagner l'armée ». Le sentiment de puissance qui émanait du mouvement de masse était tel que les plus conscients furent victimes de l'illusion que cette force serait suffisante pour neutraliser l'armée et que le problème de l'affrontement ne se posait pas encore. Cette illusion, Solidarité et l'ensemble du mouvement de masse allaient la payer dans les heures qui suivaient.

La Commission nationale ne se prononça en faveur d'aucune des tactiques proposées. Elle se contenta d'appeler à un référendum sur le système et le mode d'exercice du pouvoir, ce qui n'était contradictoire avec aucune des tactiques mises en avant. Le débat concernant la manière de résoudre le problème du pouvoir restait ouvert. Cependant, c'est une attitude défensive qui prévalut face au risque d'une attaque du pouvoir contre Solidarité et contre la société, quand bien même il était évident que celui qui prendrait l'initiative et frapperait le premier prendrait l'avantage lors de l'affrontement. ■

Zbigniew KOWALEWSKI
Paris, 5 février 1981.

Les racines de la crise économique

LA crise économique qui sévit en Pologne est la plus grave qu'une société postcapitaliste un tant soit peu stabilisée ait jamais connue. Durant trois années consécutives, la production matérielle a baissé respectivement de 2 % en 1979, de 4 % en 1980 et de pas moins de 14 % en 1981. Les sources officielles indiquent les baisses suivantes pour 1981 : production industrielle nette, 19 % ; production matérielle de l'industrie nationalisée, 12,6 % ; exportations, 14,6 % ; revenu national, 13 %.

Il ne s'agit certes pas d'une crise capitaliste de surproduction de marchandises, qui serait caractérisée par une pléthore de capitaux non investis et de marchandises non vendables, entraînant un chômage massif et la chute des revenus. Il s'agit plutôt d'une crise de sous-production de valeurs d'usage causant des pénuries de marchandises de toutes sortes et désorganisant progressivement toute la machine productive, en présence de revenus relativement abondants de la population. Mais ce n'est là qu'une description synthétique de la crise, non une explication.

Quelles sont donc les racines économiques de cette crise ? Quels sont les liens existant entre ses racines et la structure particulière de la société postcapitaliste « gelée » par la dictature de la bureaucratie dans sa transition vers le socialisme ? Dans quelle mesure pareille crise aurait-elle pu être évitée sous un régime de démocratie socialiste, d'autogestion ouvrière planifiée, même si le retard de la victoire de la révolution socialiste dans les principaux pays impérialistes maintient la pression du marché mondial sur un tel régime ?

Ernest MANDEL

Les réponses à ces questions sont d'autant plus importantes si l'on considère que des signes de crise analogue — bien que plus limités — se manifestent déjà en Roumanie, en Hongrie, voire en Tchécoslovaquie et en URSS même. Une crise des proportions de celle de la Pologne ne s'y reproduira sans doute pas. Mais des ralentissements prononcés de la croissance s'y sont déjà manifestés ; une quasi-stagnation pendant une ou plusieurs années est parfaitement possible.

MULTIPLICATION DE TOUTES LES DISPROPORTIONS SOUS GIEREK

La racine immédiate de la crise actuelle réside dans le « cours nouveau » de l'économie polonaise entamé dès l'arrivée au pouvoir d'Edward Gierek, c'est-à-dire à partir de 1970. Sous le choc des grèves ouvrières dans les ports de la Baltique en 1970, la nouvelle direction de la bureaucratie polonaise — avec l'appui du Kremlin — a recherché un *consensus social* avec la majorité de la population urbaine, ainsi qu'avec une couche (surtout riche) de la paysannerie, sur la base de la modernisation accélérée de la société polonaise et de son adaptation au modèle de consommation et de vie occidental. Cela impliquait une véritable « explosion » des investissements productifs destinés à créer une « deuxième industrie polonaise », voire une « deuxième Pologne ». L'appel massif aux crédits capitalistes devait permettre de financer cet effort gigantesque, sans abaisser le niveau de vie de la population laborieuse, abaissement d'ailleurs irréalisable dans le cadre des nouveaux rapports de force sociaux issus des grèves de 1970. La logique interne du projet d'Edward Gierek était la suivante :

— « amorcer » la pompe par un recours accentué aux importations de biens de consommation ou de produits intermédiaires occidentaux et la faire marcher durablement grâce au développement de grandes entreprises nouvelles (automobiles, matières plastiques, électro-mécanique, engrais chimiques, pétrochimie, aluminium, nouvelle sidérurgie ultra-moderne, etc.) ;

— importer de l'Occident la technologie, l'équipement et, au besoin, les produits intermédiaires et pièces de rechange pour ces industries ;

— alimenter durablement et plus largement le marché intérieur grâce à ces industries nouvelles, ce qui était censé stimuler à la fois l'effort des ouvriers et la production des paysans, tout en maintenant la « paix sociale » ;

— rembourser tôt ou tard la dette extérieure provoquée par cette politique grâce à un flux croissant d'exportations provenant à la fois de l'agriculture (ainsi que des industries agro-alimentaires) ainsi stimulées, et des industries nouvelles produisant des produits commercialisables sur le marché mondial.

Le projet en lui-même n'était pas fou, comme certains le prétendent aujourd'hui (il est significatif que ceux-là mêmes qui le condamnent comme tel maintenant lui avaient accordé un large *satisfecit* d'« experts », tant dans les milieux du Conseil d'assistance économique mutuelle (COMECON) et de la technocratie de Varsovie, que dans les milieux des banquiers occidentaux). Mais il était gros de dangers : il tendait à accentuer tous les déséquilibres et toutes les disproportions déjà inhérentes à la planification et à la gestion bureaucratique.

Avant tout, il accentuait dangereusement les déséquilibres fondamentaux présents dans l'économie polonaise nationalisée dès le début des années 1950 : déséquilibre entre les investissements économiques et les investissements sociaux, dont l'impact sur la productivité sociale du travail est gravement et systématiquement sous-estimée par tous les économistes d'origine stalinienne (1) ; déséquilibre entre l'industrie lourde et l'industrie légère ; déséquilibre entre l'industrie et l'agriculture ; déséquilibre entre la production et la distribution (le sous-développement des services et du réseau de distribution n'étant qu'un des aspects de la négligence systématique des investissements sociaux), etc.

Mais, comme l'ensemble de l'économie est marquée du sceau de l'intéressement matériel des bureaucrates en tant que seule force motrice pour la réalisation du Plan et de tous les projets économiques — y compris le projet Gierek —, l'absence de démocratie socialiste, c'est-à-dire l'absence de contrôle social sur la vie économique, a eu tendance à aggraver considérablement ces disproportions, par l'apparition de *disproportions sectorielles*, ce qui a signifié — en clair — la désintégration partielle de la planification.

Chaque « clan » de bureaucrates — il s'agissait surtout de « clans » régionaux et sectoriels (dont l'exemple typique fut le clan charbon-acier de Silésie) — a cherché

1. Dans notre *Traité d'économie marxiste* (Julliard, Paris, 1962, chap. 15), nous avons souligné l'erreur théorique sous-jacente à la prétendue « *loi du développement prioritaire de l'industrie lourde dans la construction du socialisme* ». Cette erreur comporte notamment l'élimination de l'analyse économique du fonds de consommation improductive, ainsi que la méconnaissance de l'incidence de la consommation des producteurs sur le rendement des investissements. Selon nous, les services sociaux considérés comme indispensables par les producteurs doivent être classés dans la même catégorie de « consommation productive ». A notre connaissance, aucun économiste « officiel » d'un pays de l'Est — sans parler des économistes qui font l'apologie de la bureaucratie en Occident — n'a jamais essayé de réfuter cette argumentation.

à développer « son » entreprise modèle, « son » pôle de développement, créant ainsi maints nouveaux emplois de « cadres » bien rémunérés, maintes nouvelles prébendes, maintes nouvelles sources de prestige, de privilèges et de pouvoir, sans tenir compte de l'impact de ces initiatives sur l'économie dans son ensemble.

Les liens étroits entre cette « deuxième industrie polonaise » et les crédits occidentaux ont été en outre une source de corruption évidente. L'accès relativement facile aux crédits étrangers a accentué la tendance à importer plutôt qu'à produire sur place (2). Les pots-de-vin de la part des firmes occidentales ont été une arme de persuasion exquise pour pousser les bureaucrates polonais sur une pente sur laquelle ils étaient déjà de toute façon fort enclins à s'engager. Tout un marché parallèle de biens de consommation payables en or ou en dollars s'est ainsi développé en Pologne (3). Ceux qui étaient engagés dans des circuits financiers et commerciaux avec l'Occident avaient plus facilement accès à l'or et aux dollars. « L'intéressement matériel » (que seuls des « égalitaristes petits-bourgeois » sont censés remettre en cause comme « principe communiste ») a ainsi infléchi jusqu'au flux et au contenu même des investissements productifs ...

La réforme économique de 1972 a accentué les rivalités et l'autonomie relative des différents clans bureaucratiques en permettant un premier mouvement de « décentralisation » prononcée. Lorsque les WOG (grandes organisations économiques sectorielles) ont été constituées dans le but de corriger les excès d'autonomie des entreprises, les clans régiono-industriels bureaucratiques ont été encore renforcés, du fait de l'autonomie majeure des WOG par rapport aux ministères.

La maladie du gigantisme, héritée de Staline, a fait le reste pour que l'économie polonaise bascule vers la disproportion généralisée. Une aciérie géante comme celle de Huta Katowice ne disposait pas d'une base énergétique suffisante. L'usine de tracteurs d'Ursus devait importer des pièces de rechange de l'Occident coûtant plus cher que le produit fini lui-même, alors qu'il y avait production massive des tracteurs Massey-Ferguson ... Des mines de charbon s'arrêtaient faute de courroies pour les moteurs dont « on » avait oublié de planifier l'importation, d'ailleurs payables avec le charbon non produit et donc non exportable, etc.

Disproportions s'aggravant d'année en année, voire de semestre en semestre ; retards de plus en plus prolongés avant l'entrée en production normale des entreprises mises en chantier ; de ce fait, charges de plus en plus lourdes — frais fixes et faux-frais non payés par une production supplémentaire — sur l'économie ; chute dangereuse du taux d'utilisation de la capacité productive existante, faute des quelques valeurs d'usage nécessaires à cette utilisation (le taux d'utilisation actuel de l'industrie est évalué à 75 %), ce fut une course certaine vers l'abîme, dans lequel l'économie devait sombrer tôt ou tard.

Tout cela a été dénoncé par des économistes polonais compétents *avant* même les grèves de l'été 1980 (4). Tout cela a été dénoncé par les grévistes eux-mêmes. Loin d'avoir causé la crise, les grèves ont été un moyen spontané des travailleurs pour l'arrêter avant qu'il ne soit trop tard. Affirmer le contraire — comme le font la bureaucratie soviétique, ses agents et ses avocats, ainsi que les habituels adversaires des grèves en Occident —, c'est mentir grossièrement. L'ensemble des grèves n'a fait « perdre » à l'économie polonaise que l'équivalent de trois ou quatre journées de production globale depuis l'été 1980, c'est-à-dire moins que les seules coupures d'électricité provoquées par l'imprévision et la gabegie bureaucratiques, et sans commune mesure avec la chute globale de la production, qui correspond à l'équivalent de quelque soixante jours de travail par Polonais actif en 1980-1981.

IMPACT DE LA CRISE DE L'ÉCONOMIE CAPITALISTE INTERNATIONALE

Les conséquences catastrophiques du projet Gierek ont été multipliées par l'impact de la crise de l'économie capitaliste internationale sur l'économie polonaise. Plus précisément, cela peut s'expliquer ainsi : le projet Gierek — tout comme le Programme commun de l'Union de la gauche en France — comme toutes les prévisions « théoriques » de la bureaucratie stalinienne du début des années 1970, partait de l'hypothèse qu'il n'y aurait pas de crise (ou du moins pas de crise grave) dans l'économie capitaliste internationale ; que celle-ci avancerait en gros à une vitesse de croisière comparable à celle des années 1960. Cette hypothèse avait deux implications qui se sont avérées désastreuses pour le projet Gierek :

— On croyait qu'il y aurait en Occident un marché pour des marchandises polonaises de qualité moyenne (FIAT-Polski), qui croîtrait au même rythme que celui de la vente de ces marchandises spécifiques au cours des années 1960. Or, il n'y a qu'un seul secteur de l'industrie polonaise qui ait eu un succès dans un domaine technologique de pointe : les chantiers navals. Dans tous les autres secteurs, la crise aidant, les exportations ont crû beaucoup plus lentement que prévu. De ce fait, la balance commerciale et la balance des paiements avec l'Occident se sont constamment dégradées. Le pays s'est endetté de plus en plus, rien que pour payer ses dettes. Le seul service annuel de la dette extérieure est passé de 15 % des exportations en 1972 à 173 % de ces exportations en 1981.

— On croyait que les termes de l'échange resteraient, en gros, ce qu'ils avaient été en 1970. Or, le renchérissement brusque du pétrole et des autres sources d'énergie à partir de 1972, ainsi que la hausse des prix de certains biens intermédiaires, ont aggravé structurellement le déficit de la balance commerciale, puisque la « deuxième industrie polonaise » dépendait fondamentalement d'un flux accru de ces importations.

La première réaction de la bureaucratie a consisté à détourner une fraction majeure de la production nationale (surtout de charbon et de viande) pour l'orienter vers l'exportation, afin d'éponger le déficit accru de la balance commerciale, puis à avoir recours à des crédits extérieurs supplémentaires, afin d'alléger la charge de la dette sur la production et sur les revenus courants ; enfin, à pousser à des pratiques consistant à sacrifier la substance à la production courante (5). Mais les deux remèdes se sont avérés rapidement pires que le mal.

La réduction de l'approvisionnement en charbon des centrales électriques et des ménages ouvriers et paysans pendant l'hiver 1979-1980 a commencé à faire baisser à la fois la production courante industrielle et agricole. L'endettement extérieur a fait progresser à une vitesse vertigineuse le poids du service de la dette, qui a fini par éponger presque toutes les devises tirées des exportations courantes.

Pour préciser le sens de cette analyse, il faut insister sur le fait que la crise économique capitaliste n'a pas causé la crise polonaise ; l'économie polonaise pouvait continuer à croître alors que la production diminuait en Occident (cela a d'ailleurs été le cas au cours des années

2. Selon Josef Kuzmierek (« Ce que je savais », *Krytyka* numéro 3, hiver 1979-1980), cité dans l'article de Cyril Smuga paru dans le numéro 1, octobre 1981, d'*Inprekor* en polonais (article qui comporte notamment une critique de la réforme technocratique de l'économie préparée par la bureaucratie), ces initiatives éparses ont conduit à l'achat simultané de 11 marques étrangères de camions pour l'entreprise de transport international PEKAES et les divers autres services de transport lourd, ce qui a produit un gaspillage de devises et des immobilisations fréquentes, faute de pièces de rechange.

3. La détention de devises étrangères a été légalisée en 1976. Le droit de détenir des comptes en devises étrangères à la banque PKO et à la Bank Handlowy a été établi. A partir de 1977-1978, il y a eu un développement massif du réseau de magasins PEMEX qui vendent des marchandises contre des devises étrangères (magasins dits « d'exportations internes »). Un véritable réseau commercial en vase clos, parallèle, s'est développé. Des paysans vendaient de la viande contre des dollars et achetaient avec ces mêmes dollars des produits industriels aux magasins PEMEX, alimentés par une fraction croissante de la production industrielle polonaise ainsi que par des importations.

La banque d'Etat polonaise a frappé des pièces d'or et les a mises en vente privée au moins à deux reprises, en 1976 et en juillet 1980, au prix de 3 000 zlotys par pièce de 8 g, c'est-à-dire en-dessous du prix du marché de l'or (*Kurier Polski*, 1er février 1981).

4. Voir notamment les déclarations déjà célèbres du cercle DiP (« Expérience et Avenir ») de mai 1979 et mai 1980 ; l'article de Rakowsky cité dans *Polityka* du 5 juillet 1980 et l'article de Josef Kuzmierek cité plus haut (note 2).

5. Deux exemples de cette perte de substance : l'accroissement de la production charbonnière aux dépens des travaux d'entretien systématiquement dénoncé par les mineurs au cours des grèves de l'été 1980 ; la vente de navires à l'URSS en roubles, alors que la production de ces navires nécessite d'énormes importations payables en devises occidentales.

Marche de la faim à Lodz en juillet 1981 à laquelle ont participé 30 000 femmes et enfants. (DR)

1974-1975). Dans la mesure où l'économie polonaise n'est pas régie par la loi de la valeur, elle peut échapper aux crises de surproduction. Elle peut connaître un volume d'investissement et de croissance plus ou moins stable d'année en année. Dans la mesure où l'économie polonaise n'est pas soustraite à l'influence de la loi de la valeur (transmise à la fois par le commerce avec les pays capitalistes et par l'échange avec le secteur privé en Pologne), elle ne peut évidemment pas échapper à certains des effets négatifs de la crise du capitalisme, par exemple la baisse des exportations par rapport aux prévisions. Mais ces effets ne prennent l'ampleur catastrophique qu'ils ont prise en Pologne qu'en fonction d'une politique économique erronée, d'une dépendance excessive par rapport au commerce avec les pays capitalistes, et d'une imbrication de ces facteurs avec les conséquences générales et structurelles de la gestion bureaucratique.

CONSÉQUENCES A LONG TERME D'UNE FAIBLESSE STRUCTURELLE

Au cours de l'« ère Gierek » (1970-1980), une faiblesse structurelle de l'économie polonaise, héritée de l'« ère Gomulka » (1956-1970), a commencé à se répercuter de manière de plus en plus grave sur l'ampleur des disproportions et en tant que source, d'abord potentielle puis réelle, d'une crise de sous-production : la persistance en Pologne du plus vaste secteur d'agriculture privée de toutes les sociétés postcapitalistes, y compris la Yougoslavie, signifiant que 80 % des terres polonaises sont dans les mains des paysans privés depuis l'époque de la « contre-réforme » de Wladislaw Gomulka en 1956.

En elle-même, cette « contre-réforme » était inévitable, dans la mesure où la collectivisation de l'agriculture s'était effectuée auparavant contre la volonté manifeste des paysans, sous l'« ère Bierut » (6). Toute la tradition marxiste — depuis Friedrich Engels dans ses articles de 1894 sur la paysannerie française et italienne jusqu'aux thèses de l'Opposition de gauche soviétique — s'inscrit en faux contre toute collectivisation massive de l'agriculture sans une adhésion consciente des paysans. Quant à la collectivisation forcée de l'agriculture menée par Staline — — par le feu et le sang — en 1930-1933, elle a provoqué un désastre économique, social, politique et moral d'une telle ampleur que les conséquences n'en ont pas encore été surmontées en URSS jusqu'aujourd'hui, un demi-siècle plus tard. Face à cette catastrophe, même la crise économique polonaise actuelle apparaît comme un « moindre mal ».

Il n'est cependant nul besoin de choisir entre ces deux maux, le « grand » désastre ou la catastrophe limitée dans le temps. Il s'agit de comprendre la dynamique des contradictions économiques et sociales sous-jacentes au problème de l'interconnexion entre le taux de croissance de l'industrie nationalisée, le niveau de vie des ouvriers, celui des paysans, la dynamique de croissance de l'agriculture coopérative et collective et la dynamique de croissance de l'agriculture privée. Ces cinq variables font partie d'équations ayant des solutions, à condition de comprendre que les contradictions sont des contradictions réelles, qu'il faut chercher à les résoudre et non pas à les occulter par souci de quiétisme ou de « sécurisation » politiques.

Or, loin de s'engager dans une politique de solution graduelle de toutes ces contradictions, les options d'Edward Gierek et leurs conséquences ont fini par les aggraver considérablement.

La politique agricole de l'« ère Gierek » a été caractérisée par la combinaison d'une collectivisation sournoise et d'un « cours vers le koulak ».

Collectivisation sournoise : il n'y avait pas d'attaque ouverte contre le secteur privé mais des manœuvres pour amener les paysans âgés (la majorité absolue) à céder leurs terres contre la promesse de retraites, qui ont déçu cependant les intéressés dans la mesure où elles sont restées en-dessous du minimum vital.

« Cours vers le koulak » : des paysans riches ont été encouragés à passer des accords de spécialisation avec des entreprises agro-alimentaires, accords leur garantissant des revenus élevés. Selon *Trybuna Ludu* du 19 novembre 1981, 60 000 à 70 000 paysans riches ont un chiffre d'affaires d'un million de zlotys par mois ou plus (un zloty valait 0,14 FF en 1981).

En accentuant la disproportion entre les investissements industriels et les investissements agricoles, le « cours Gierek » a accentué le retard de la production agricole par rapport à celle de l'industrie, mettant ainsi en danger les plans d'exportation et d'approvisionnement de la population urbaine. Une politique irrationnelle de sous-investissement dans l'agriculture privée (qui, répétons-le, détient pourtant 80 % des terres) a encore aggravé la tendance à la stagnation de la production agricole. Les réactions de la bureaucratie devant la flambée des luttes ouvrières ont de même aggravé l'*effet de ciseaux* des prix. Pour empêcher de nouvelles explosions de colère ouvrière, on a pratiquement bloqué les prix d'achat des produits agricoles, alors que les coûts de production des agriculteurs augmentaient, notamment sous l'effet de l'augmentation du coût de l'énergie. Plus que jamais, les matériaux de construction et les biens de consommation industriels ont été détournés des villages. L'engrenage est devenu infernal : cette politique a littéralement poussé à l'autoconsommation paysanne accrue, au ralentissement de la croissance de la production et à une crise de l'approvisionnement des villes.

Comme le secteur coopératif d'Etat dans l'agriculture était en outre d'une productivité insuffisante, il ne pouvait guère compenser cette faiblesse structurelle de l'économie polonaise. Ce secteur a rapidement créé les premiers goulots d'étranglement du projet Gierek. Avec la stagnation relative de la production agricole, on a constamment frôlé, à partir de 1976, la crise de ravitaillement, la menace de mécontentement et la baisse de l'effort au travail de la classe ouvrière. Tout le calcul du nouveau « consensus consommateur » s'est effondré. Le « cours Gierek » s'est avéré inopérant pour éviter le mûrissement de la crise de la dictature bureaucratique. Il a même fini par accélérer cette crise à partir de 1976, après l'avoir freinée en somme seulement pendant quatre ans.

Mais toute nouvelle tentative tendant à contourner encore une fois la paysannerie par un développement accéléré du secteur coopératif d'Etat s'est heurtée au réveil politique et social de la paysannerie, qui a accompagné, fût-ce avec retard, celui de la classe ouvrière après 1976, ainsi qu'à la naissance d'une sympathie

6. On peut découper l'histoire de la « Pologne populaire » en quatre grandes périodes, selon les chefs du parti régnant : l'« ère Bierut », allant de 1949 à 1956 ; l'« ère Gomulka », allant de novembre 1956 à 1970 ; l'« ère Gierek » occupant la décennie 1970-1980, et l'ère post-Gierek, qui commence avec les grèves de l'été 1980.

spontanée, voire d'une alliance ouvrière et paysanne contre la bureaucratie. Edward Gierek — pas plus d'ailleurs que Stanislaw Kania ou que le général Jaruzelski — n'a osé frapper la paysannerie comme l'avaient fait Boleslaw Bierut ou Matyas Rakosy en Hongrie, pour ne pas parler de Staline. Ils savaient bien qu'ils risquaient une explosion sociale généralisée. La crise agricole s'est donc accentuée à partir de 1976 (7), aggravant à son tour la crise endémique de toute l'économie et finissant par devenir un des facteurs qui devait déclencher la catastrophe économique de 1980-1981.

EFFETS CUMULATIFS DE LA GESTION BUREAUCRATIQUE

Mais la cause dernière de la crise économique polonaise réside dans la nature même du *système de gestion bureaucratique* qui régit l'économie nationalisée depuis le début de la République populaire en Pologne. Ceux qui — partisans du « socialisme de marché » ou de l'identification de l'autogestion avec l'autonomie financière des entreprises et le recours généralisé aux mécanismes du marché — réduisent cette gestion aux seuls méfaits de l'hypercentralisation, évidemment incontestables, commettent une grave erreur de simplification. Une analyse aussi partielle, et donc erronée, ne débouche sur aucune proposition de solution valable, ni du point de vue des intérêts de la classe ouvrière ni de celui d'une véritable rationalité de l'économie planifiée.

Du point de vue des phénomènes de disproportion et de crise qu'il engendre, le système de gestion bureaucratique apparaît comme un mélange grossier de centralisation et de décentralisation excessives, l'une déterminant l'autre. En l'absence de démocratie socialiste, c'est-à-dire de contrôle et de vérification généralisés par en bas, tout excès de centralisation, loin de renforcer le Plan, renforce la tendance à l'« économie grise », aux décisions parallèles des directeurs d'entreprises, et rend la planification de plus en plus irréelle, au sens littéral du terme, La réalité échappe à la bureaucratie. Elle planifie dans le vide. Ce dont l'économie polonaise a besoin, ce n'est pas de moins de planification, c'est-à-dire de moins de coordination, mais de plus de coordination, dans le sens qu'à la place d'une planification tatillonne, inefficace, en partie irréelle, il faut instaurer une véritable coordination. Cela ne peut être qu'une planification, qu'une coordination *portées par l'engagement, les décisions, les préférences consciemment exprimés par les travailleurs eux-mêmes.* Seule l'autogestion ouvrière planifiée, coordonnée et démocratiquement centralisée peut fonder une véritable planification de l'économie socialisée. L'alternative, c'est l'arbitraire, la gabegie, l'incompétence et l'échec assurés.

Les experts économiques comme les syndicalistes de Solidarité ont attaché une énorme importance à la question de la transparence des prix. Ils ont insisté sur le fait que le système des subventions incontrôlables rendait tout le système économique opaque. On ne sait pas, on ne peut pas savoir si telle ou telle entreprise couvre réellement ses coûts de production par ses ventes, et jusqu'à quel point elle les couvre. Ils ont raison. Aucune planification sérieuse n'est possible sans un système de prix transparent et sans un étalon monétaire stable.

Mais il n'en découle nullement que le redressement économique passe obligatoirement par la « vérité des prix de vente », c'est-à-dire par un système dans lequel les consommateurs d'aujourd'hui et de demain, à commencer par les plus pauvres d'entre eux, paient les pots cassés par toutes les erreurs des dirigeants bureaucratiques d'hier. Il en découle encore moins que le redressement économique passe nécessairement par la « rationalisation de l'emploi » (l'« excédent de main-d'œuvre » des entreprises étant considéré comme une des causes majeures de leur « manque de rentabilité »).

Ce qui est jeu, ce n'est pas une question technique (à quel niveau faut-il rétablir l'équilibre et éliminer les disproportions : au niveau de chaque entreprise, de chaque branche productive prise séparément, ou au niveau de l'économie et de la société prises dans leur ensemble ?). C'est une question sociale : qui doit payer le prix de la gabegie bureaucratique ? La classe ouvrière, par une réduction de son niveau de vie et d'emploi ? La petite bourgeoisie, par une réduction de ses revenus ? La bureaucratie, par une réduction radicale de ses prébendes et privilèges ?

Quel fonds faut-il réduire ? Celui de la consommation productive (consommation des ouvriers et paysans producteurs) ? Celui des investissements ? Celui de la consommation improductive (frais d'administration, d'Etat, de bureaucratie) ? S'il faut réduire les trois fonds à la fois, dans quelle proportion et avec quel coût social et politique ? La menace de réintroduire le chômage — les chiffres de 1,5 million, voire de 2 millions de licenciements après l'introduction de l'« autonomie financière totale des entreprises » ont déjà été lancés — constitue une mesure d'affaiblissement et de démoralisation de la classe ouvrière, dont l'impact social et économique est facile à prévoir.

La gestion bureaucratique n'est pas seulement nuisible et inopérante parce qu'elle sape la planification et provoque des disproportions et des incohérences démultipliées. Elle est aussi la cause fondamentale de la faible productivité du travail et du rendement de plus en plus déficient des investissements. La gestion bureaucratique, tout en proclamant le principe de l'« intéressement matériel », c'est en réalité l'irresponsabilité généralisée au niveau de principe, l'incitation généralisée au moindre effort et à l'absence de toute initiative créatrice.

Il en est ainsi déjà du seul fait de la multiplicité des instances bureaucratiques elles-mêmes, qui se neutralisent les unes les autres et causent de constants embouteillages administratifs au niveau de l'exécution des décisions (ou plutôt de leur non-exécution) (8). Mais, ici, il faut faire intervenir un facteur encore plus important, qui résulte de la nature particulière, en économie nationalisée, des rapports entre la superstructure et la base sociale.

Dans une telle économie, le rendement des investissements est moins fonction de leur ampleur absolue et de leur contenu « technique » que de deux facteurs socio-économiques exogènes : d'une part, le taux de croissance du bien-être des travailleurs, c'est-à-dire le lien qui s'établit, *à leurs yeux et dans leur conscience*, entre leur effort productif et l'effet mesurable et visible de cet effort sur leur propre vie quotidienne (9), et, d'autre part, le « taux de moralité sociale » (ou de justice sociale), c'est-à-dire le lien qui s'établit, *à leurs yeux et dans leur conscience*, entre ce même effort productif et l'effet de cet effort sur le degré d'inégalité, sur l'ampleur des privilèges et de l'arbitraire dans la société.

Plus ces deux taux baissent ou stagnent à un niveau relatif bas, et plus réduit sera l'effort productif du travailleur, plus bas sera le rendement des investissements, plus amples devront être les investissements pour obtenir un accroissement même infime du revenu national. Les travailleurs peuvent être atomisés, démoralisés, dépolitisés, mais rien ni personne ne les obligera à faire un effort productif volontaire, désintéressé, de façon continue et prolongée, pour le roi de Prusse ou pour le préfet de la *voïvodie* de Konin ... C'est là le talon d'Achille de la dictature bureaucratique dans tous les Etats ouvriers bureaucratisés. Et lorsque les travailleurs ne sont plus atomisés, le géant bureaucratique apparemment tout-puissant est paralysé. Or, la dictature bureaucratique a été caractérisée dès ses débuts par une inégalité sociale et un cynisme social qui ont crû rapidement. Un peu freinés sous Wladislaw Gomulka,

---

7. Il faut signaler les graves inondations de 1978 et leurs effets sur la production agricole. Mais ces inondations ont été à leur tour au moins facilitées par la négligence dans les travaux d'entretien des digues, qui découlait de la disproportion entre les investissements dans l'industrie lourde d'une part, et ceux dans l'agriculture et les travaux d'infrastructure d'autre part.

8. Il n'y a pas moins de 40 services différents s'occupant du « contrôle social » et du dépistage des « crimes économiques », avec des effets dérisoires : seulement 5 % des crimes économiques seraient découverts (Damita Frey, « Les contrôleurs et les contrôlés », *Tygodnik Demokratyczny*, 11 mai 1980). Par contre, de petits larcins sont punis plus sévèrement que dans pratiquement tous les pays d'Europe. Un « récidiviste » qui, à deux reprises, avait volé deux bouteilles de lait, a été condamné à dix mois de prison (*ITD*, hebdomadaire illustré de l'Association des étudiants, novembre 1981).

9. Cet effet ne se mesure pas tellement en revenu monétaire, mais plutôt en satisfaction des besoins réels, tant par l'achat de marchandises désirées et par l'accès à des services sociaux de qualité : logement, laveries et restaurants publics, santé, crèches, enseignement, culture, loisirs, voyages, sans oublier les transports en commun urbains.

Manifestation à Gdansk pour la légalisation de Solidarité. (DR)

du moins pendant le début de son « ère » (10), ces phénomènes se sont considérablement accentués sous l'« ère Gierek ». La corruption, le marché noir, l'hypocrisie, le carriérisme se sont alors étalés impudemment.

Les privilèges bureaucratiques se sont étendus considérablement (11), notamment du fait de leur imbrication avec les phénomènes amplifiés du « marché libre » et « parallèle », du commerce et de l'artisanat privés et du poids accru du commerce avec l'Ouest.

Ces deux dernières années (1980-1981), la presse polonaise a publié tant de faits concrets et d'exemples précis à ce propos qu'il est inutile d'insister sur ce point. Le salaire des hauts fonctionnaires représente trois fois le salaire moyen et huit fois le minimum vital par personne (respectivement : 20 000 zlotys, 6 000 à 7 000 zlotys et 2 500 zlotys, valables début 1981) (12). Mais, avec les énormes avantages en nature, les magasins spéciaux, les chambres d'hôpital et les soins médicaux spéciaux, les villas et les « résidences secondaires » spéciales, les possibilités de voyager à l'étranger et de se livrer au trafic des devises et des marchandises étrangères, les revenus des hauts bureaucrates peuvent être facilement multipliés par deux ou trois (les méchantes langues disent par quatre). Cela fait un écart de niveau de vie de sept à un pour le salaire moyen et de vingt à un par rapport au salaire minimum. Il ne faut pas s'étonner, dans ces conditions, du manque de respect et de la haine généralisés des travailleurs polonais pour la bande corrompue et incompétente qui les gouverne. Il ne faut pas s'étonner du mépris généralisé envers une prétendue « doctrine » qui couvre ce scandale par la formule du « rôle dirigeant du parti dans la construction du socialisme ». Beau « parti » et beau « socialisme » en vérité.

La bureaucratie aux abois a cherché des excuses en dénonçant certains directeurs de coopératives, des artisans, des petits « entrepreneurs libres » et des paysans riches qui gagneraient 100 000 zlotys par mois. Mis à part le fait que ces cas sont beaucoup plus rares que ceux des bureaucrates haut placés, la référence est elle-même révélatrice. Ainsi, pour la « morale communiste » récusant l'« égalitarisme petit-bourgeois », on mesure « ses » revenus et « son » niveau de vie non pas à celui des travailleurs mais à celui de la petite bourgeoisie cossue. Ce n'est pas pour rien que Lénine avait prédit que les hauts traitements des spécialistes bourgeois seraient source de démoralisation pour le prolétariat, et qu'il fallait les interdire strictement à *tout* membre du parti.

Aussi longtemps que ce climat ne sera pas balayé, il est illusoire de croire qu'on aura arraché les racines les plus profondes de la crise. Tout recours excessif aux mécanismes du marché — même si un recours limité est inévitable dans des conditions de pénurie — accentuera la démoralisation, la corruption et le cynisme au lieu de les effacer, car il accentuera l'inégalité et provoquera le chômage. L'inégalité et le chômage sont des coups portés à la cohésion et à la conscience de classe du prolétariat, stimulant le « chacun pour soi », sapant la solidarité, allant à l'encontre de tous les mécanismes nécessaires au fonctionnement d'une économie socialisée. Ce système généralisé d'irresponsabilité, d'hypocrisie, de cynisme (13) et de manque de transparence des coûts sociaux réels, peut être consolidé par l'« économie de marché » comme il l'est par la gestion bureaucratique directe.

Seul le contrôle ouvrier public le plus large, le plus intransigeant, disposant du libre accès à tous les *mass media*, peut impitoyablement et efficacement dévoiler tous les abus, dénoncer tous les privilèges, révéler tous les stocks détournés ou cachés, éviter tous les doubles emplois et gaspillages, peut permettre de mesurer efficacement l'effet de l'effort productif sur le niveau de vie des masses dans leur ensemble, pour toute la nation. Mais cela veut dire : démocratie socialiste, pouvoir

10. Ainsi, les « magasins spéciaux » pour bureaucrates ont-ils été fermés après l'arrivée au pouvoir de Wladislaw Gomulka en 1956, puis réouverts, notamment sous forme de « magasins réservés au sein des magasins », comme le 3e étage du Centrum, le plus important grand magasin de Varsovie (*Kurier Polski*, 21-23 novembre et 9 décembre 1980).

11. Un des plus grands scandales a été l'apparition de véritables quartiers de villas de luxe, baptisés par les masses *Bermuda* (près de Wyszkow), *Hilton* (près de Bielsko-Biala), *Ponderosa* (près de Wroclaw), etc. A Przybrodzin, le lotissement consiste en 71 villas coûtant de 800 000 à 1,5 million de zlotys chacune (le salaire *annuel* moyen d'un ouvrier d'industrie est de 85 000 zlotys) (*Slowo Powszechne*, 27 janvier 1981). Le Premier ministre d'Edward Gierek, Piotr Jaroszewicz, s'est approprié pour son usage privé un château près de Cracovie, pourtant classé officiellement monument national ...

12. Déclaration du vice-ministre Piotr Karpiuk à *Dziennik Polski*, 16 février 1981. Le salaire mensuel moyen est tiré de *Trybuna Ludu*, 5 février 1981.

13. « *Lorsqu'une chambre individuelle, une alimentation suffisante, un vêtement convenable, ne sont encore accessibles qu'à une petite minorité, des millions de bureaucrates grands et petits tendent à mettre le pouvoir à profit, avant tout pour assurer leur propre bien-être. De là l'immense égoïsme de cette couche sociale, sa forte cohésion, sa peur du mécontentement des masses, son opiniâtreté sans bornes dans la répression de toute critique ... Les jeunes poumons bien portants trouvent irrespirable l'atmosphère d'hypocrisie inséparable de Thermidor, c'est-à-dire la réaction encore contrainte de se vêtir du manteau de la révolution* » (Léon Trotsky, *la Révolution trahie*, 1937). Le professeur polonais Jan Szczepanski, membre du Conseil d'Etat, c'est-à-dire de la présidence collégiale de la République populaire de Pologne, tout en identifiant abusivement « socialisme » et dictature bureaucratique, n'hésite pas à écrire : « *L'économie socialiste a été jusqu'ici incapable de trouver (...) des moyens efficaces pour convaincre les ouvriers de travailler de manière intensive et productive* » (*Polish Society*, Random House, New York, 1979). Là où nous voyons l'absence de corrélation entre l'effort productif et le niveau de vie (c'est-à-dire, en dernière analyse, entre l'effort productif de l'ouvrier et *le pouvoir de contrôle et de décision* sur la disposition des résultats), le technocrate ne voit que l'absence de corrélation entre l'effort productif et le salaire. Il plaide donc en faveur de l'austérité et de la suppression du droit garanti au travail (c'est-à-dire l'abolition du plein emploi). Le journaliste Marek Rymuszko décrit (*Prawo i Wycie*, 7 décembre 1980) la corruption et les pots-de-vin comme une « *lèpre qui, partant de l'administration* (c'est-à-dire de la bureaucratie) *a envahi la société dans son ensemble* ».

politique des travailleurs, autogestion démocratiquement centralisée. Ni le règne des bureaucrates, ni le *diktat* du marché, mais la prise en main consciente et délibérée de toute la vie économique et sociale par les producteurs et les citoyens eux-mêmes.

DES « MINI-RÉFORMES » DÉSASTREUSES

Aux facteurs structurels qui ont causé la crise économique polonaise il faut ajouter un facteur conjoncturel : les effets désastreux des « mini-réformes », de l'absence de gestion cohérente de l'économie, depuis l'été 1980. Ces « mini-réformes » ont été le résultat combiné de l'enchaînement d'événements sur lesquels la bureaucratie avait perdu tout contrôle, de ses hésitations à mettre en place un « nouveau système de gestion » et de sa volonté de briser la montée révolutionnaire du prolétariat polonais par la pénurie et la faim, c'est-à-dire par le sabotage économique.

Les mesures prises par le pouvoir à partir des grèves de l'été 1980 ont fait la preuve d'une incohérence économique totale. D'une part, les revenus tant des ouvriers que des paysans ont été augmentés. D'autre part, les importations de matières premières, de pièces de rechange et de produits intermédiaires ont été drastiquement réduites, par suite de la chute des exportations (surtout de charbon), du manque de devises qui en est résulté et des atermoiements des créditeurs occidentaux à accorder des crédits supplémentaires (14). La réduction des importations a abouti à une chute de la production. Il s'en est suivi un déséquilibre inflationniste des plus prononcés entre l'offre et la demande de marchandises, aboutissant à une véritable désintégration du marché. On a évalué le « découvert monétaire » inflationniste à 1 000 milliards de zlotys. La spéculation et l'agiotage ont fait leur apparition sur une grande échelle (des sources officieuses font état de 30 % de la production de viande qui passeraient par le marché « parallèle »), sapant en partie même la possibilité d'un rationnement égalitaire. Comme le gouvernement avait annoncé une « véritable » réforme économique, avec de « réelles » hausses de prix pour le 2 janvier 1982, aussi bien les fermes privées que les entreprises d'Etat ont eu intérêt à constituer des stocks « occultes » et à ne pas verser leur production courante sur le marché, pour pouvoir profiter de ces hausses annoncées. Le désir d'affaiblir le syndicat Solidarité par des queues interminables devant les magasins n'a certainement pas été étranger à ce calcul des bureaucrates, qui n'a pas été simplement économique.

L'aggravation de la dépendance technologique et de l'endettement à l'égard des pays capitalistes a manifesté son ampleur tout au long de l'année 1981, quand le gouvernement polonais a dû négocier sans cesse le renouvellement des emprunts venus à échéance par de nouveaux emprunts à des taux d'intérêt de plus en plus élevés. On connaît le chiffre de 27 milliards de la dette extérieure totale de la Pologne (dont selon le *International Herald Tribune* du 29 janvier 1982, plus de 16 milliards à 460 banques occidentales et 10 milliards à des gouvernements). La dette la plus lourde est celle due aux banques ouest-allemandes et françaises, mais la Pologne doit aussi 1,5 milliard de dollars à des banques brésiliennes. Plus important est l'échéancier suivant :

DETTES POLONAISES VENANT A ÉCHÉANCE AU PROFIT DE PAYS IMPÉRIALISTES

Années	Garantis par l'Etat	Non garantis par l'Etat
1981	1,9 milliard de dollars	1,9 milliard de dollars
1982	2,7 milliards de dollars	2,3 milliards de dollars
1983	1,8 milliard de dollars	1,3 milliard de dollars

Source : *Neue Zürcher Zeitung*, 24 décembre 1981.

Etant donné que pratiquement rien n'a été remboursé en 1981 et que les intérêts doivent être ajoutés, ce sont près de 10 milliards de dollars qui sont dus pour la seule année 1982. Il n'est dès lors pas étonnant que les banques occidentales, un milliard de fois plus inquiètes pour leurs sous que pour les « droits de l'homme », parlent — *après* le coup de force du 13 décembre — de la nécessité d'accorder un « plan Marshall » à la Pologne pour assurer sa « solvabilité » (*le Monde*, 3-4 janvier 1982). Et cela d'autant plus que le général Jaruzelski s'est empressé de payer 400 des 700 millions de dollars d'intérêts dus, et que c'est lui (et non le syndicat Solidarité) qui a demandé l'adhésion de la Pologne au Fonds monétaire international (FMI).

Par ailleurs, l'absence d'approvisionnement en pièces de rechange, quelquefois de faible valeur (15), a suffi pour provoquer des chutes de production brutales dans quelques secteurs clefs (charbonnages, centrales électriques) qui se répercutent sur l'ensemble de l'économie et dont les effets, à eux seuls, expliquent en bonne partie la grave chute de la production en 1981.

Dans *Trybuna Ludu* du 19 novembre 1981, le ministre de l'Agriculture a admis qu'à partir de l'automne 1981 (sans parler de la phase antérieure), les ventes des paysans aux services de distribution étatiques avaient considérablement baissé. L'Etat a cherché à arrêter ce mouvement en établissant, le 1er novembre 1981, un nouveau système d'échange avec la campagne. Mais les termes de l'échange ainsi légalisés traduisaient de manière saisissante les *ciseaux* des prix : 1 zloty de biens industriels contre 5 zlotys d'animaux abattus. Selon la même interview du ministre de l'Agriculture, il faudra plusieurs années avant qu'il y ait suffisamment de produits industriels à vendre aux paysans.

Selon une dépêche de l'agence de presse polonaise *PAP*, reproduite par la *Neue Zürcher Zeitung* du 31 décembre 1981, malgré une bonne récolte de 20 millions de tonnes de céréales, les paysans privés n'auraient livré à l'Etat en 1981 que 50 % des quantités de blé prévues par le Plan. Le déficit de pommes de terre par rapport aux besoins s'élèverait à 300 000 tonnes.

Les effets des « mini-réformes » incohérentes de la période 1980-1981 se sont ajoutés aux effets de la crise structurelle pour provoquer le désastre économique qui frappe actuellement la Pologne. Mais l'arrière-fond de ce désastre — de toute façon temporaire — ne doit jamais être perdu de vue. La Pologne d'aujourd'hui est devenue une grande nation industrielle, sans doute la dixième du monde, qui dispose d'une infrastructure industrielle développée, d'une agriculture potentiellement parmi les plus riches d'Europe, d'une classe ouvrière beaucoup plus nombreuse, beaucoup plus cultivée et beaucoup plus qualifiée que celle de l'avant-guerre ou de l'immédiat après-guerre. Ce sont là des atouts qui restent disponibles pour avancer dans la solution de la crise et en direction du socialisme, à condition que la société et l'économie soient libérées du carcan bureaucratique.

LA BOUCLE EST BOUCLÉE

Au mois de novembre 1981, on a brusquement disposé des indications sur la réforme économique d'ensemble que la bureaucratie avait décidé de substituer aux « mini-réformes », après des mois de tergiversations, d'hésitations, de négociations et de marchandages. Alors qu'on s'en est formellement tenu aux projets

14. Les banques occidentales, même en négociant — avec beaucoup de lenteur — l'étalement des dettes polonaises échues en 1981 et 1982, ont insisté pour récupérer jusqu'au moindre centime dû en tant qu'intérêt sur la dette. Elles ont accru le taux d'intérêt des prêts reconduits et ont même saisi des avoirs polonais à l'étranger pour être sûrs d'être payés, empêchant ainsi des importations vitales en Pologne, faute de devises disponibles (cf. notamment Winfried Wolf, *Der lange Sommer der Solidarität*, ISP-Verlag, Berlin, 1981, t. 2, p. 339-342 ; la revue américaine *Fortune*, 7 septembre 1981 ; la *Neue Zürcher Zeitung*, 5-6 décembre 1981).

15. Selon le quotidien de Varsovie *Zycie Warszawy* du 4 novembre 1981, la production de machines à laver automatiques à l'usine Predom-Polar de Wroclaw a dû être arrêtée le 3 novembre. Perte : 1 400 machines pour une valeur de 16 millions de zlotys, par manque de cellules de préprogrammation, généralement fournies par l'usine Predom-Termet à Swiebodzice. Cette dernière aurait dû en arrêter la livraison, faute de rubans bimétalliques qui doivent être importés ... au prix de quelques milliers de dollars seulement.

d'« autogestion », ceux-ci sont pour une bonne partie vidés de tout contenu, du fait que les matières premières et les produits intermédiaires continueront à être répartis et distribués centralement, à des prix fixés par les instances centrales.

En annonçant ces mesures, le professeur Sadowski, sous-secrétaire d'Etat chargé de la Réforme économique, a affirmé que la pénurie de devises convertibles empêcherait toute réforme de nature différente, et qu'il faudrait « *des années* » avant d'en arriver à la « vérité des prix » (16).

Ces déclarations ont fait l'effet d'une douche froide sur les syndicalistes de Solidarité autant que sur les technocrates « libéraux ».

Elles impliquent manifestement le maintien d'un système de centralisation bureaucratique extrême, la possibilité de l'autogestion ouvrière démocratiquement centralisée étant farouchement rejetée par la bureaucratie dans son ensemble.

Mais le contexte social de cette réforme est précisé par les mesures annoncées par le gouvernement au début de janvier 1982, quelques semaines après le coup de force du 13 décembre 1981 : annonce d'augmentations de prix de 300 à 400 % des produits et des services de base, dévaluation radicale du zloty, avec une augmentation modeste des salaires de base et des allocations familiales, ainsi que des primes accordées aux travailleurs effectuant des travaux pénibles (17). Il s'agit de supprimer le marché noir en alignant sur lui les prix officiels. Loin de supprimer l'inflation, ces mesures ne font que l'officialiser. Elles seront sans doutes suivies, après un intervalle plus ou moins long, d'une réforme monétaire tendant à éponger le pouvoir d'achat « excédentaire ».

La portée de l'augmentation des prix entrée en vigueur n'en est pas moins terrible pour la classe ouvrière. Les prix du kilo de sucre et de viande, ainsi que celui de la tonne de charbon, ont quadrupé ; celui du beurre a augmenté de 350 % ; ceux du jambon et du hareng, ainsi que le tarif du gaz, ont triplé (18). Le prix d'un pull-over a été relevé à l'équivalent de la moitié du salaire moyen mensuel. Même en tenant compte des compensations (qui ne dépassent pas 20 % salaire moyen, sauf pour les mineurs), et même dans l'hypothèse où la moitié des marchandises et services achetés par les travailleurs ne subissent que des hausses modestes ou pas de hausses du tout, l'abaissement du salaire réel est brutal. Ce salaire se situe maintenant aux environs de celui du mineur noir d'Afrique du Sud (pouvoir d'achat de 200 dollars ou de 1 200 francs français par mois).

D'après des sources officielles, rapportées par le quotidien *Libération* (30-31 janvier 1982), les hausses de prix (en moyenne 241 % pour les produits alimentaires) représenteraient l'équivalent de 391,5 milliards de zlotys. Or, la masse salariale est d'environ 1 100 milliards de zlotys. Les hausses représentent donc une réduction du pouvoir d'achat de l'ordre de 35 % ...

Cela ne signifie pas que le niveau de vie soit tombé si bas. Car celui-ci est fonction non seulement du salaire réel, mais encore des versements de la Sécurité sociale et des autres dépenses sociales de l'Etat, ainsi que des biens de consommation accumulés (80 % des ménages polonais ont une télévision et un réfrigérateur) et des conditions de logement qui sont bien supérieures à celles de pays capitalistes à salaires équivalents. Il n'en reste pas moins vrai que l'« austérité » vient de frapper le prolétariat polonais avec une brutalité à la mesure même de la crise économique.

Du même fait, le sens social et économique du coup de force du 13 décembre 1981 s'éclaire singulièrement. Il ne faut certes pas tomber dans l'économisme vulgaire ni sous-estimer l'importance — absolument décisive — des échéances politiques auxquelles la bureaucratie était confrontée tout au long de l'année 1981 (19). Mais il est évident qu'il était impossible pour cette bureaucratie d'imposer une réforme économique (et des hausses de prix) dans son propre intérêt, aussi longtemps qu'existait un mouvement syndical totalement indépendant de l'Etat et capable d'organiser la défense du niveau de vie des travailleurs. Il fallait donc le désagréger et mettre la classe ouvrière dans l'impossibilité de se défendre de manière collective. C'est ce qui a été fait, en supprimant l'essentiel des conquêtes de l'été 1980, à la veille de la hausse des prix.

Plus que jamais, le dilemme reste clair et entier : ou bien blocage politique *et* économique de la marche en avant de la société polonaise vers le socialisme, par suite de la dictature bureaucratique ; ou bien déblocage et solution de la crise par le pouvoir des travailleurs. ■

Ernest MANDEL
2 février 1982.

Manifestation du syndicat Solidarité rurale. (DR)

16. *Zycie Warszawy*, 9 novembre 1981.
17. *Le Monde*, 3-4 janvier 1982 ; *Christian Science Monitor*, 11 janvier 1982.
18. *Le Figaro*, 29 janvier 1982.
19. Cf. l'éditorial « La contre-révolution bureaucratique », *Inprecor* numéro 115, du 21 décembre 1981 ; la déclaration du Secrétariat unifié (SU) de la IVe Internationale du 17 décembre 1981, « Solidarité avec les travailleurs polonais ! », *Inprecor* numéro 116, du 11 janvier 1982 ; la résolution du Secrétariat unifié (SU) de la IVe Internationale, « Révolution et contre-révolution politiques en Pologne », *Inprecor* numéro 117, du 25 janvier 1982.

Le Parti communiste italien à un tournant ?

LA direction du Parti communiste italien (PCI) a été fondamentalement inspirée par deux préoccupations face aux événements polonais : d'un côté la nécessité de prendre ses distances par rapport à la énième confirmation du caractère autoritaire des régimes de l'Est, de l'autre celle d'intervenir massivement pour en contrecarrer les répercussions possibles dans sa propre base. Le texte voté fin décembre 1981 par la Direction nationale et l'orientation qui est sortie du débat qui s'est déroulé par la suite au Comité central (CC) n'ont, en réalité, pas de contenus nouveaux en ce qui concerne le processus d'éloignement de Moscou et l'acceptation des liens et des modèles occidentaux qui ont caractérisé de plus en plus la ligne « eurocommuniste » du PCI au cours de ces dernières années (1).

Elettra DEIANA

La dénonciation des régimes de l'Est et du rôle du Kremlin dans les événements polonais est incontestablement plus nette et précise qu'auparavant. Les formules utilisées, notamment celles utilisées par Enrico Berlinguer qui a parlé d'« *épuisement de la vague ouverte par l'Octobre soviétique* », visent elles aussi à démontrer que le groupe dirigeant du PCI est désormais résolu à couper ses anciennes racines et à mettre fin à ce qui faisait la « *particularité historique* » du PCI. Cela n'implique pas, toutefois, une acceptation explicite du modèle économique, social et politique de l'Occident capitaliste tel qu'il est théorisé par les social-démocraties ni un rejet complet du rôle international de l'URSS.

Il est clair que la politique du PCI, qui accepte *de facto* le modèle occidental et la logique de l'impérialisme en s'y subordonnant, va subir après les événements polonais une accélération supplémentaire. Cela est démontré, entre autres, par l'intervention massive de la Direction nationale auprès des militants pour leur faire accepter la nouvelle orientation. Il s'agit d'un effort très remarquable qui constitue la vraie nouveauté de la politique du PCI dans la phase actuelle. Jamais, face à des événements internationaux mettant violemment en lumière les traits politiques des régimes de l'Est, la Direction nationale du PCI ne s'était mobilisée avec une telle détermination pour « orienter » sa base. Nous assistons aujourd'hui à une intervention systématique par en haut, visant à construire sur ce problème des mécanismes d'approche, d'appréciation et d'orientation tout à fait différents de ceux qui avaient inspiré jusqu'ici des milliers et des milliers de militants, surtout dans les secteurs les plus liés à l'expérience historique du PCI et au mythe du modèle soviétique.

La direction du PCI s'efforce de créer une nouvelle mentalité parmi ses adhérents et d'effacer en même temps l'image d'un parti qui donne un appui quelconque aux régimes de l'Est ou qui puisse éprouver une quelconque sympathie à leur égard. Les articles de *l'Unità*, les assemblées de militants et les congrès régionaux tenus récemment ont été utilisés dans ce but. Les dirigeants n'ont pas mis à l'ordre du jour les problèmes de la solidarité avec les travailleurs polonais ni la nécessité de comprendre ce qui s'est passé effectivement en Pologne. L'attitude face à l'expérience révolutionnaire des travailleurs polonais à partir d'août 1980 représente, par ailleurs, un autre *test* significatif de toutes les limites, les ambiguïtés, les véritables falsifications de la ligne développée par le PCI.

De même que les autres partis se réclamant plus ou moins clairement de l'« eurocommunisme » (PC espagnol, belge, finlandais, suisse, britannique, japonais et mexicain), le PCI a dû reconnaître la faillite économique de la direction Edward Gierek et placer au centre du débat le problème de l'« *absence de démocratie* » dans les pays de l'Est. Depuis août 1980, le PCI a fait de nombreuses critiques à l'inefficacité et au bureaucratisme du gouvernement polonais et du POUP lui-même, en soulignant les graves erreurs de gestion commises dans le passé aussi bien sur le plan économique que sur le plan politique et institutionnel. Il a critiqué à plusieurs reprises les « *rigidités excessives* » du système en souhaitant que la « *dynamique sociale positive* » déclenchée par les luttes des travailleurs aide à créer les conditions pour « *avancer sur le chemin des réformes économiques et de l'élargissement de la démocratie* ».

« *Nous sommes sur un terrain — démocratie, participation, administration de l'économie et de la société — sur lequel nous, communistes italiens, depuis des années, nous débattons, nous faisons des propositions, nous nous sommes nettement définis non seulement par notre action politique en Italie, mais aussi par notre confrontation avec les partis socialistes et sociaux-démocrates européens et avec les partis communistes de l'Est et de l'Ouest. Le fait que* (dans les pays de l'Est) *se posent des problèmes graves comme la reconnaissance du droit de grève, la liberté d'expression, la fin des ingérences gouvernementales dans la vie du syndicat, démontre malheureusement qu'il n'y a aucun rapport mécanique, dans le cas d'un pays socialiste, entre le dépassement des conflits de classes et l'introduction de la participation et de la démocratie ; un rapport qui est encore plus compliqué, nous semble-t-il, dans des systèmes bâtis sur la base de l'identification entre le parti et l'Etat* » (Fabrizio d'Agostini, *Rinascita*, hebdomadaire du PCI, numéro 33, 22 août 1980).

L'ouverture vers la nouvelle situation sociale en Pologne et l'émergence de tendances pluralistes accentuées au sein de différentes couches de travailleurs sont allés, toutefois, de pair avec l'illusion qu'il serait possible de procéder à une réforme graduelle du système. Ce processus étant censé être garanti par ceux-là mêmes que les masses polonaises contestaient de plus en plus durement et ouvertement, leur déniant toute légitimité.

Ce qui doit être particulièrement souligné, c'est que poussées sociales, participation des travailleurs, « renouveau », tout cela a convenu au PCI, tant que le processus de démocratisation se déroulait dans un cadre contrôlé et contrôlable et, en dernière analyse, qui ne remettait pas fondamentalement en question le pouvoir existant.

Au cours de la première phase de la montée ouvrière en Pologne, le PCI est apparu particulièrement ouvert et bien disposé à l'égard des travailleurs, dont il a souligné avec complaisance le sens des responsabilités, le réalisme, la volonté de participer et de faire prévaloir leur point de vue. Mais, en même temps, il a commencé à semer largement des illusions sur la possibilité de concilier les intérêts opposés de la bureaucratie au pouvoir et des travailleurs expropriés du pouvoir et de réaliser un changement sans douleur du système. Il a fait croire qu'il était possible d'avoir confiance dans la direction du POUP.

---

1. Cet article est repris d'*Inprecor, Corrispondenza di stampa internazionale* — supplément au numéro 2 de *Bandiera Rossa*, journal de la LCR, section italienne de la IVe Internationale — entièrement consacré à la Pologne, Milan, janvier 1982.

Le 31 août 1980, après la signature des accords entre les ouvriers et le gouvernement, *l'Unità* écrivait dans son éditorial : « *La volonté de négocier du parti et du gouvernement, qui ont fait preuve de prudence et de conscience des risques, en ont été l'élément moteur, de même que la maturité du mouvement gréviste.* » Et plus loin : « *Voici pourquoi la première constatation qu'il faut faire est que la Pologne est sortie profondément transformée de cette rude épreuve de force. Elle s'est transformée grâce à la vitalité que ses forces sociales ont démontrée dans leur réaction positive à la crise et à la capacité du groupe dirigeant du parti et de l'Etat de comprendre le sens du rappel brusque à ses tâches nouvelles.* »

Le point de référence constant d'une possible transformation de la Pologne dans un sens démocratique a toujours été constitué par les dirigeants du POUP, invités par le PCI a « *voir* » les signaux qui venaient du corps social, à « *mettre à profit les nouveautés positives du moment* ». Voici quelques exemples illustrant comment le PCI continuait à semer des illusions sur la capacité et la volonté réformatrice des secrétaires généraux du parti qui se sont succédé depuis août 1980 : « *La politique d'Edward Gierek semble être la seule qui puisse empêcher que la situation ne dégénère : un échec de sa ligne actuelle créerait en Pologne un dangereux vide de pouvoir. Dans une situation internationale tendue comme l'est la situation actuelle, il est souhaitable que la Pologne puisse se transformer en trouvant une solution à ses problèmes sans traumatismes graves* » (Francesco Cataluccio, *Rinascita*, numéro 33, 22 août 1980).

« *En proclamant que les accords de la Baltique représentent "notre acquis politique et moral le plus valable", Stanislaw Kania a incontestablement créé les conditions d'une reprise du dialogue entre le parti et la société et a fait sortir le POUP d'une phase d'oscillations qui semblait rendre impossible une issue rapide et positive à la crise. (...) Stanislaw Kania est incontestablement un dirigeant honnête et doté d'un grand sens des réalités : il ne fait pas appel à la nation et à la patrie polonaise comme le faisait Edward Gierek, mais il semble préférer la compréhension et la recherche d'un accord avec les nouvelles forces qui sont en train d'émerger dans le pays* » (Adriano Guerra, *Rinascita*, numéro 38, 26 septembre 1980).

Des formules analogues ont été utilisées au cours des derniers mois à l'égard du général Jaruzelski. Quant au IXe Congrès du POUP, qui a pourtant marginalisé l'aile favorable au « renouveau », le PCI l'a salué comme un moment central dans la perspective de la transformation de la société polonaise :

« *Il est difficile de ne pas avoir l'impression que le IXe Congrès du POUP va remettre en cause beaucoup de choses et que, fondamentalement, il représente non seulement la victoire du courant novateur qui traverse toute la Pologne, mais aussi un événement qui peut changer l'horizon politique et conceptuel de la gauche européenne, du moins dans le sens qu'il peut permettre de sortir du marais des vieux débats idéologiques, en mettant en avant la recherche des réponses à apporter à la crise des sociétés industrielles, en s'affrontant s'il le faut, mais non sur la base de vieux schémas manichéens ... Voilà le grand fait nouveau. Dans un pays de l'Est — le plus important après l'Union soviétique —, on a brisé un carcan politique et une forme de pouvoir, on a pris un autre chemin : le chemin du consensus dans la confrontation avec une pluralité de forces, de besoins et même de sujets. Le mérite historique du POUP est d'avoir compris que, pour renouveler la Pologne, il devait commencer par se renouveler lui-même ... Les conservateurs et les partisans du renouveau d'autres parties de l'Europe sont eux aussi impliqués. En Occident aussi, beaucoup de lieux communs doivent être réexaminés : la faillite du socialisme, la mort du marxisme, l'idée que l'histoire du "socialisme réel" ne peut déboucher que sur des tragédies, que les sociétés de l'Est sont incapables de se renouveler* » (Renzo Foà, *l'Unità*, 21 juillet 1981).

« Au nom de Staline sous la direction de Togliatti » *proclame cette vieille affiche du PCI. (DR)*

A propos du rôle de l'URSS dans tout le processus, le PCI a incontestablement haussé le ton de la polémique en soulignant à plusieurs reprises aussi bien la nécessité que « *les Polonais soient à même de résoudre eux-mêmes leurs problèmes* », que les dangers qu'une intervention soviétique en Pologne comporteraient pour les équilibres internationaux. « *Le PCI serait obligé de tirer toutes les conséquences d'une intervention extérieure et d'une épreuve de force contre la Pologne* », écrivait *l'Unità* le 10 décembre 1980, à l'occasion de la visite à Rome du dirigeant du Parti communiste de l'Union soviétique (PCUS), Vladimir Zagladine. Des affirmations analogues, parues à plusieurs reprises dans la presse du PCI, ont été systématisées dans les dernières prises de position sous la forme d'une critique plus globale.

En même temps, toutefois, le PCI a progressivement rectifié son attitude à l'égard de la classe ouvrière polonaise. Face à un mouvement qui acquérait de plus en plus une dynamique explosive en répondant aux besoins et aux aspirations des masses, et face à l'émergence du problème du pouvoir posé par l'action de Solidarité et du mouvement pour l'autogestion, le PCI a adopté une attitude méfiante et critique. Les déclarations de principe sur les droits des travailleurs, le pluralisme, l'effort de démocratisation, n'ont pas disparu, mais elles ont été accompagnées par une appréciation essentiellement négative sur l'orientation prise par Solidarité pour arracher les droits de la classe ouvrière. Une telle attitude a été stimulée par deux faits, découlant l'un comme l'autre des illusions gradualistes et de la logique d'appareil bureaucratique conservateur qui inspirent la ligne du PCI : d'un côté la peur qu'un conflit prolongé entre la classe ouvrière et la bureaucratie polonaise n'ait des conséquences dangereuses sur les équilibres internationaux ; de l'autre, la méfiance que le PCI a toujours nourri à l'égard de tous les mouvements et les forces qui se développent en dehors de ses schémas et de sa logique.

Tout cela implique qu'au cours de la dernière année le PCI n'a rien fait pour éduquer ses militants à la solidarité avec la classe ouvrière de Pologne, à la nécessité de comprendre ce qui se passait réellement dans ce pays. Il n'a jamais donné à sa base des éléments de contre-information pour s'opposer à la propagande bourgeoise qui présentait Solidarité comme subordonnée à l'Eglise catholique et profondément influencée par l'Occident capitaliste. Il n'a fait aucun travail de sensibilisation permettant aux militants de réagir convenablement au coup d'Etat de la bureaucratie polonaise.

Surtout, à partir des résultats du Ier Congrès national de Solidarité, les articles du correspondant de *l'Unità* à Varsovie, Romolo Caccavale, se sont surtout efforcés de démontrer qu'il existait dans le syndicat polonais des positions ultimatistes, gauchistes et corporatistes, et de souligner, par contre, l'ouverture au dialogue, le sens des responsabilités, la volonté de « renouveau » du POUP. Les titres des articles de Romolo Caccavale sont en eux-mêmes éloquents : « *Les résolutions du Congrès* (de Solidarité) *semblent réduire les marges de négociation* » ; « *Questions inquiétantes à Varsovie après le Congrès de Solidarité* » ; « *Solidarité défie le gouvernement* », etc. A l'égard du POUP et du gouvernement, le ton est différent : « *Jaruzelski à Solidarité : collaborons !* » ; « *Message prudent du gouvernement au Congrès du syndicat* ».

Après le coup d'Etat, le PCI a cherché à atténuer la responsabilité directe du POUP en avalisant la thèse selon laquelle l'initiative aurait été prise par la hiérarchie militaire. Par ailleurs, les critiques avancées par Romolo Caccavale aux ouvriers polonais ont été reprises et approfondies dans le texte de la Direction nationale et au cours du Comité central de décembre du PCI. L'aspiration des travailleurs au pouvoir, le processus de politisation lié à leur extraordinaire expérience de lutte et d'auto-organisation, sont traités comme suit :

« *Il y a eu des pressions graves, des interférences inadmissibles, une campagne*

politique et idéologique pressante contre l'effort de renouveau où s'était engagé une partie importante du POUP, de Solidarité et de l'Eglise. Tout cela a contribué à rendre plus difficile l'isolement nécessaire et la défaite des différentes poussées ultras qui se sont dessinées dans la vie politique polonaise, dans le syndicat comme dans le parti, et qui poussaient à l'affrontement. Ces poussées ont amené Solidarité à avancer des revendications dont certaines étaient incompatibles avec la réalité économique et productive du pays. Mais il faut dire que même ces poussées qui n'ont pas permis à la classe ouvrière polonaise d'assumer pleinement ses responsabilités de classe dirigeante nationale sont, en partie, le résultat d'un processus qui s'était développé au fil des années et avait débouché sur des formes préoccupantes d'éloignement de la politique de la part d'une grande partie de la classe ouvrière et d'autres couches, dont les générations nouvelles » (Document de la Direction nationale du PCI, *l'Unità*, 30 décembre 1981).

UN PARALLELE INTERESSANT ENTRE LA POLOGNE ET L'ITALIE

Il y a une correspondance entre le modèle de classe ouvrière que le PCI propose pour l'Italie et le jugement qu'il porte sur les travailleurs polonais. Dans les deux cas, on nie à la classe ouvrière toute autonomie et capacité de décision réelle. Dans les deux cas, la capacité à se constituer comme classe dirigeante est présentée comme une capacité à s'adapter aux sacrifices et à la coexistence avec d'autres (en Pologne avec la bureaucratie au pouvoir, en Italie avec le gouvernement bourgeois, aidé sous des formes différentes par les partis ouvriers et les bureaucraties syndicales) qui prennent leurs décisions dans le dos des masses travailleuses. Dès que les travailleurs opèrent en dehors de ces schémas, le PCI les dénonce et les attaque.

En Italie, nous en avons eu une preuve supplémentaire à l'occasion de la publication des résultats d'un référendum que les syndicats ont organisé sur les lieux de travail tendant à faire accepter par les travailleurs un projet fondé sur l'hypothèse peu vraisemblable d'un plafond d'inflation de 16 %. Le rejet de la proposition des directions syndicales par de larges secteurs des masses a été présenté par de nombreux militants du PCI comme une expression d'immaturité et de méconnaissance des problèmes. Certains — comme le secrétaire général de la CGIL de Lombardie, Pizzinato — sont allés jusqu'à dire que le « non » massif exprimé par les ouvriers de l'usine Alfa Romeo de Milan faisait le jeu des Brigades rouges (BR) ...

Les événements polonais marqueront profondément la dynamique et l'évolution future du PCI. L'effort d'intervention idéologique auprès de sa base pour la convaincre que les institutions démocratiques bourgeoises sont excellentes et qu'on ne saurait concevoir rien de meilleur, ne pourra pas éliminer les contradictions qui se sont exprimées, par ailleurs, dans les débats internes de ces dernières semaines. La fin des illusions réformistes en ce qui concerne les pays de l'Est oblige le PCI à accélérer sa marche vers la social-démocratie et son éloignement de Moscou.

LA « CREDIBILITE » ET SON COUT ELEVE

La politique menée par Enrico Berlinguer pour présenter le PCI comme un parti indépendant de Moscou, ses rapports privilégiés avec la Chine et la Yougoslavie, ses flirts avec les social-démocraties occidentales, visent à faire apparaître le parti comme une force de gouvernement crédible aux yeux de la bourgeoisie italienne et internationale. Après le coup d'Etat du général Jaruzelski, pour être effectivement crédible, cette politique impliquerait un pas définitif vers l'Occident sur le terrain politique et idéologique, et pas seulement sur le terrain pratique, ainsi qu'une critique historique également définitive de toute l'expérience soviétique. Mais cela impliquerait un bouleversement trop violent dans les rangs du parti, dont des secteurs importants maintiennent la référence idéologique à l'URSS, même si elle est de plus en plus confuse et contradictoire. D'où, d'un côté, les récupérations partielles de l'expérience soviétique sur le plan historique (le XXe Congrès du PCUS ne cesse d'être présenté — même dans les prises de position récentes — comme un événement central et important qui aurait pu stimuler une forte initiative de renouveau dans tous les pays de l'Est) et, de l'autre, la relance de la « troisième voie » et de l'engagement du PCI pour la construire.

Toutefois, malgré tous les efforts de la propagande du PCI, les contours et les contenus de cette « troisième voie » sont de plus en plus incertains et flous, d'autant qu'à l'étape actuelle le PCI se voit obligé de mettre la sourdine sur sa « *particularité historique* ». Il y a quelques mois et jusqu'à la crise polonaise, la « troisième voie » — se différenciant aussi bien du modèle soviétique que du modèle social-démocrate — était justifiée, dans l'approche qu'en faisait Enrico Berlinguer, justement sur le terrain idéologique, à partir de l'histoire et de l'identité spécifiques du PCI. En effet, sur le terrain pratique et des objectifs, rien ne différencie plus désormais la ligne du PCI de celle des social-démocraties et du Parti socialiste italien (PSI). Mais, sans une identité propre, sans un projet de quelque manière différent, du moins dans ses expressions littéraires, le PCI pourrait être affecté par des forces centrifuges et une dynamique de crise très accentuée. De là la référence à la « troisième voie », de là l'insistance d'Enrico Berlinguer sur les aspects « particuliers » du PCI.

Mais aujourd'hui cette « *particularité historique* » devient un boulet de plus en plus encombrant, dont beaucoup de dirigeants du parti — et pas seulement Giorgio Napolitano — seraient prêts à se débarrasser avec plaisir. Dès que toute référence au passé et aux spécificités du PCI est abandonnée, la « troisième voie » se trouve réduite à un vœu pieux, à une manœuvre illusoire pour maintenir ensemble les militants.

La véritable alternative, aussi bien à l'oppression bureaucratique dans les sociétés de l'Est qu'à l'acceptation des valeurs de l'Occident et de la social-démocratie — à savoir le chemin ouvert par les ouvriers polonais —, a été depuis longtemps rejetée par le PCI.

A ce manque de perspectives et de références sûres, il faut ajouter comme élément de crise supplémentaire le désaccord explicite de nombreux militants face aux dernières prises de position de leurs dirigeants. Les positions du sénateur Armando Cossutta, qui a souligné avec énergie la nécessité pour le PCI de ne pas renoncer à ses liens avec le « camp socialiste », sont restées isolées au niveau de la Direction nationale et du Comité central, mais elles le sont beaucoup moins à la base. Dans ses dernières interventions, Armando Cossutta ne s'est pas prononcé sur les événements polonais et ce silence constitue la limite de fond de ses positions et une acceptation de la logique anti-ouvrière de la bureaucratie. Mais il n'y a pas de doute qu'une série d'arguments d'Armando Cossutta sur la nature de l'impérialisme, sur la nécessité de ne pas attribuer une valeur absolue aux valeurs de la démocratie occidentale, sur les différences de camp qui subsistent entre l'Occident d'un côté, Cuba et le Vietnam de l'autre, etc., reflètent des problèmes réels et font écho à la sensibilité des secteurs du parti les plus liés à une conception de classe et internationaliste de la lutte politique, aussi déformée soit-elle par l'optique des références staliniennes et du mythe de Moscou.

Dans une telle situation, le débat sur les événements de Pologne au sein du PCI s'annonce long et tourmenté et il aura des répercussions qu'il est impossible de prévoir dès aujourd'hui, mais qui seront importantes à tous les niveaux. L'effort d'Enrico Berlinguer pour esquisser la perspective d'une « troisième voie » sera de moins en moins à même de répondre aux mille questions que les militants finiront par se poser sur l'identité historique, les perspectives et les tâches politiques du PCI aujourd'hui. ■

Elettra DEIANA
Milan, janvier 1982.

INPRECOR
INTERCONTINENTAL PRESS

ABONNEZ-VOUS,

RÉABONNEZ-VOUS

A « INPRECOR » !

Etat espagnol : une solidarité difficile

LE lundi 14 décembre 1981, un appel du Parti socialiste ouvrier espagnol (PSOE) et de l'Union générale des travailleurs (UGT) à un rassemblement devant l'ambassade de Pologne à Madrid ne réunissait qu'un peu plus d'une centaine de personnes. Pour la direction social-démocrate, c'était largement suffisant : sa « solidarité » avec les travailleurs polonais s'est arrêtée là.

Dans le même temps, l'affaire polonaise n'était pour la direction du Parti communiste espagnol (PCE) qu'un prétexte pour chercher à reprendre l'initiative dans le cadre de la bataille fractionnelle qui secoue le parti, et cette bataille elle-même a servi de prétexte pour renoncer à organiser quelqu'initiative de solidarité que ce soit.

Pendant ce temps-là, la droite espagnole s'est lancée à fond dans une vaste campagne anticommuniste, allant jusqu'à transformer les journaux télévisés en tribune du Département d'Etat nord-américain.

Angel MUNOZ

Dans ces conditions, il a fallu déployer des efforts considérables pour organiser la campagne de solidarité ouvrière avec Solidarité. Ses premiers résultats sont encore modestes, mais il faut tenir compte du fait que les révolutionnaires travaillent sur ce terrain à *contre-courant*. L'attitude qui prédomine au sein des secteurs les plus combatifs du mouvement ouvrier dans l'Etat espagnol est de considérer le coup de force du général Jaruzelski comme un « moindre mal ». Pour comprendre comment, dans le cadre de la situation qui prévaut actuellement en Espagne, des secteurs ouvriers d'une certaine importance peuvent appuyer un coup de force militaire, il faut commencer par un retour en arrière sur le débat sur la Pologne qui traverse toutes les organisations de gauche. Ce débat a démarré à un niveau très bas, sans l'impulsion que lui aurait apporté une mobilisation de masse en solidarité avec les travailleurs polonais, et avec une méconnaissance complète de la réalité du syndicat Solidarité.

PSOE : DES MOTS, DES MOTS ...

Après les inévitables déclarations du premier moment condamnant les régimes de l'Est et protestant contre la répression, la direction du PSOE a décidé d'« archiver » le problème polonais. Et ce n'est pas par hasard. Le dirigeant du PSOE, Felipe Gonzalez, s'efforce d'éviter absolument tout ce qui pourrait mettre en difficulté sa politique de collaboration systématique avec le gouvernement de l'Union du centre démocratique (UCD), à commencer, bien sûr, par les mobilisations de masse. Il évite également d'aborder les thèmes qui pourraient ouvrir des débats internes et affaiblir l'homogénéité déjà précaire du PSOE et de l'UGT. De plus, il compte bien capitaliser la campagne anticommuniste déchaînée par la droite, sans avoir besoin d'y participer directement.

La prétendue « gauche socialiste » a suivi, en général, la direction du PSOE dans son silence. Une partie de ses membres participe néanmoins activement à la campagne de solidarité. Mais certains de ses dirigeants, comme le député Pablo Castellanos, grand spécialiste de la critique — au cours des meetings — des lois qu'il approuve par son vote au Parlement, n'a pas caché ses sympathies pour le général Jaruzelski.

A l'autre extrême des « groupes de pression » du PSOE, les intellectuels « rocardiens » — qui exercent une influence considérable au niveau de la direction et, au-delà du PSOE, sur Euskadiko Eskerra (EE) (1) —, ont donné libre cours à un de leurs exercices habituels de pyrotechnie verbale, avec cette fois des effets tout à fait glorieux. Ils ont commencé par manifester leur solidarité *morale* avec Solidarité. Mais, malheureusement, la morale coïncidant rarement avec les dures réalités de la vie quotidienne, ils ne craignent pas d'affirmer que c'est Solidarité qui porte, en fait, la responsabilité du coup de force militaire, parce qu'au lieu de « *se retrancher dans les concessions importantes arrachées au gouvernement, pour entamer sur ces bases une guerre de position et d'usure, il a précipité l'escalade de l'affrontement avec le POUP et obligé le général Jaruzelski à choisir entre ses propres tanks et ceux des Soviétiques* ». Néanmoins, les travailleurs polonais ne doivent pas désespérer, car ces stratèges des temps modernes leur proposent une excellente orientation pour la période qui suit le coup de force : « *L'unique solution rationnelle est le passage à la clandestinité.* » Une mesure organisationnelle aussi sensée s'accompagne d'une orientation politique à laquelle même le général Jaruzelski applaudirait : il s'agit d'éviter toute « *résistance face à l'armée* », dans la mesure où « *un éventuel échec de la junte militaire dans la consolidation de sa dictature conduirait immédiatement à l'intervention soviétique* (2) ».

Ce produit aberrant se présente en Espagne comme le socialisme « dernier cri » et le marxisme « de type nouveau » ...

La discussion au sein du PCE présente beaucoup plus d'intérêt. Son secrétaire général, Santiago Carrillo, s'est efforcé de tirer parti des événements polonais pour commencer à résoudre la très sérieuse crise interne que connaît le parti. En réalité, cette crise s'est aggravée, en acquérant en plus une dynamique tout à fait préoccupante pour les révolutionnaires.

PCE : LA POLOGNE COMME PRETEXTE

Le 10 janvier, le Comité central (CC) du PCE a approuvé à l'unanimité une longue résolution sur la Pologne qui a été rendue publique, dans un espace publicitaire payant, par sa publication dans le quotidien au plus fort tirage, *El Pais*. Une brochure de 32 pages résumant le débat du CC a été éditée ultérieurement. Santiago Carrillo a joué gros et, comme nous allons le voir, il a perdu.

Il faut commencer par constater que le CC du PCE a à peine discuté du processus polonais avant le coup de force militaire. Il s'est ainsi évité le pénible travail consistant à faire le bilan de ses positions antérieures, qui lui ont fait accorder son appui successivement à Stanislaw Kania et au général Jaruzelski, pour en arriver à soutenir, en relation aux secteurs de gauche de Solidarité, que « *leurs attitudes extrêmes sont dues à la pression et à l'infiltration nord-américaines* » (*Mundo Obrero*, hebdomadaire du PCE, 19 septembre 1981).

Le centre des discussions a été de savoir quelle conclusion il fallait tirer du coup de force du point de vue de la caractérisation des régimes de l'Est et des relations avec l'Union soviétique, qui font en définitive partie des traits spécifiques

---

1. EE-IPS (Euskadiko Eskerra - *Izquierda para el Socialismo*) est le parti qui est issu de l'unification de l'EIA (Parti de la révolution basbasque, influencé à ses débuts par l'ETA-politico-militaire) et la fraction du PC d'Euskadi expulsée du PCE fin 1981.

2. Article de L. Paramio, *La Calle*, 24 décembre 1981.

du PCE. L'objectif était de définir, sur ce terrain, une position programmatique cohérente, nettement différenciée de celle des fractions qualifiées de « rénovatrice » d'une part et de « pro-soviétique » d'autre part. Le résultat a été un fiasco total.

« *Ce qui a été mis en échec en Pologne*, affirme la résolution, *ce n'est pas l'idée du socialisme ni celle du communisme, mais l'exportation et l'imposition d'un modèle, d'un système politique et économique contradictoires avec la réalité polonaise.* » Ce système — qui est appelé « *socialisme bureaucratisé* » ou « *de type socialiste* » — « *a institutionnalisé une bureaucratie qui décide de tout* (...). *Le parti, en croyant dominer l'appareil de l'Etat a été dévoré par lui : c'est là un danger qui guette tous les systèmes qui ont supprimé le pluralisme politique* (...). *En Pologne, a été mise en évidence la contradiction entre ce système et la volonté des travailleurs d'autogérer le socialisme* (...). *Ce système s'est objectivement transformé en un obstacle pour le développement du socialisme et du communisme.* »

La résolution s'efforce de mettre en évidence le processus qui a mené de la révolution d'Octobre jusqu'à ce « système ». Elle commence par un hommage de plusieurs paragraphes à l'Octobre soviétique : « *La réponse du peuple et du parti ouvrier marxiste le plus avancé de son époque, le parti de Lénine, à la capitulation de la social-démocratie lors de la Première Guerre mondiale et au réformisme de la IIe Internationale* (...) *marque de son sceau tout le mouvement de libération contemporain* (...) ; *elle a créé un type d'Etat et des relations de propriété qui ont eu un rôle profondément révolutionnaire de par le monde. Mais ce type d'Etat, sous la direction de Staline, tout en ayant cessé d'être un Etat bourgeois défendant la propriété capitaliste, n'est pas parvenu à devenir celui qu'en termes marxistes on qualifierait de celui du prolétariat organisé en tant que classe dominante, c'est-à-dire une authentique démocratie ouvrière.* »

Dès lors, faut-il « rompre » avec ce « système » et, plus concrètement, avec l'URSS ? A ceux qui ont défendu au CC cette position, c'est-à-dire aux dirigeants de la droite du Parti socialiste unifié de Catalogne (PSUC), Jordi Borja et Jordi Solé-Turé (la position du « dauphin » de Santiago Carrillo, Nicolas Sartorius, est pour le moins ambiguë : il n'est pas intervenu dans le débat mais les partisans de la « rupture » semblent bien le considérer comme l'un des leurs) et plus généralement à la fraction « rénovatrice », Santiago Carrillo a lancé l'avertissement suivant : « *Il existe le danger que cette rupture soit une rupture avec une partie très importante de notre parti.* »

Par conséquent, il convient de ne se prononcer qu'en faveur d'« *une rupture sur le terrain de l'idéologie avec un modèle de socialisme* » qui est considéré comme historiquement « *épuisé* ». Sur le terrain organisationnel, il a conclu qu'« *une forme d'articulation du mouvement révolutionnaire — surgie en riposte à la faillite historique de la IIe Internationale social-démocrate — autour de la révolution d'Octobre* (...) *est définitivement dépassée* (...). *La créativité dont les marxistes ont fait la preuve au temps des Conférences de Zimmerwald et de Kienthal, doit être remise en œuvre aujourd'hui* (...). *Il faut créer des formes d'articulation flexibles et larges, indépendantes des blocs militaires, non alignées sur des politiques d'Etat* (...), *de tous les partis ouvriers, communistes, socialistes et progressistes, de tous les mouvements de libération nationale* (...), *ce qui ne suppose en aucune façon la formation d'un centre de direction international, pas plus qu'une nouvelle Internationale.* »

Telle est la réponse défensive, faible et contradictoire, que le CC du PCE apporte à la crise d'identité du PCE, aggravée par le coup de force militaire en Pologne. On continue à dévisser la vis du stalinisme, d'un tour de plus maintenant. Le seul résultat est que cette vis est de moins en moins enfoncée, que le parti se désarticule et qu'augmentent les pressions de ceux qui veulent que la vis soit enlevée une bonne fois pour toute d'une part, et de ceux qui veulent redonner un nouveau tour de vis de l'autre. Les « rénovateurs » et les « pro-soviétiques » font au moins preuve d'une certaine cohérence, tandis que cet « eurocommunisme », désormais assaisonné de quelques « gouttes » de Trotsky, est un monstre idéologique sans avenir.

De fait, il n'avance aucune caractérisation sociale de la bureaucratie. Une des dirigeantes des « rénovateurs », aujourd'hui expulsée du CC, la député Pilar Brabo, devait demander à Santiago Carrillo : « *Quels intérêts sert donc cet Etat qui contrôle et décide tout par-dessus la tête de la société et dans lequel les travailleurs ne participent pas, pas plus qu'ils n'y disposent de pouvoir de décision ?* (3) »

Cette orientation ne propose aucune explication matérialiste du processus de dégénérescence. Marcelino Camacho, secrétaire général des Commissions ouvrières (CCOO) se demandera au CC : « *Comment et pourquoi ont dégénéré des partis et des Etats qui s'appuyaient sur cette théorie que nous considérions tous comme une science tout à fait exacte ?* » Marcelino Camacho ne se risque évidemment pas à poser la question qui s'impose, à savoir : pourquoi ont-ils dégénéré et nous autres pas ?

Il n'y a pas non plus d'explication de comment et par quels moyens ces « *modèles épuisés* » pourraient devenir de « *véritables démocraties ouvrières* ». Sous ce rapport, le CC a été un véritable chaos : Julian Ariza, un des dirigeants nationaux des Commissions ouvrières, devait affirmer : « *Il existe une véritable contradiction dans ces pays entre la base et la superstructure, qui peut engendrer des processus révolutionnaires, mais non pas dans un sens ascendant* (...), *et là tout peut arriver, même un désastre.* » Simon Sanchez Montero, considéré jusque récemment comme le numéro 2 après Santiago Carrillo, devait affirmer de son côté : « *Si le matérialisme historique est vrai, et je suis convaincu qu'il l'est, les contradictions qui existent en URSS sont déjà des contradictions antagoniques* (...) *entre la superstructure politique qui représente un frein pour le développement de ces forces productives et de l'impulsion* (sic) *de ces forces productives* (...) ; *elles vont inévitablement produire les conséquences qu'elles ont produit et produisent dans d'autres systèmes économiques et sociaux.* »

Enfin, pour ce qui est du « *nouvel internationalisme* », la référence à la « *créativité du marxisme* » se concrétise de façon tout à fait misérable et Santiago Carrillo est bien conscient de l'extrême faiblesse de cette partie de la résolution, au point qu'il affirmera lors de sa conclusion : « *Il faut quelque chose de nouveau, quelque chose de différent, quelque chose de plus large. Je crois que cela ressort clairement de la résolution et qu'il n'est pas nécessaire d'insister là dessus.* »

Le PCE n'a donc pas trouvé de nouvelle identité. Il n'a fait que remettre en cause son ancienne. Santiago Carrillo a compris la gravité du problème quand il a justifié la référence à la révolution d'Octobre en affirmant : « *Nous ne pouvons renier dans ce sens nos marques d'identité. Si nous le faisions, camarades, il ne nous resterait plus qu'une seule voie : aller au PSOE.* »

Le problème est que la référence à la révolution d'Octobre relève purement de la liturgie, comme le fait d'apporter des fleurs sur la tombe des morts le jour de la Toussaint. Il convient dès lors d'insister sur l'« identité nationale » du parti : « *Le capital politique des PC réside fondamentalement dans leur activité proprement nationale et non pas tant dans leur appartenance à quelque mouvement communiste international* », affirmera Jordi Solé-Turé. Mais cette affirmation est historiquement fausse, elle entre en contradictin avec la conscience militante d'une partie considérable de la base ouvrière du PCE et, de plus, elle réalise le mélange explosif entre la crise programmatique et la crise d'orientation politique actuelles dont souffre aujourd'hui le parti. La tendance à insister sur les racines historiques du PCE est justement une manière de répondre à la « social-démocratisation » de la politique nationale du parti et à ses résultats désastreux au cours de ces dernières années.

Le PCE n'a en fait pas d'« histoire nationale » indépendante de son « histoire internationale ». Sa situation de dépendance organique de l'Union soviétique a cessé. Mais la référence programmatique et idéologique au « camp socialiste » — parce que c'est là que réside le véritable problème, et non dans la liturgie autour de la révolution d'Octobre — fait partie intégrante de son identité et en est inséparable. S'il devait l'abandonner, « *Allons au PSOE !* », comme dirait Santiago Carrillo. Ou alors, il faut continuer le combat des communistes qui n'ont pas capitulé devant le stalinisme : telle est l'alternative qu'il convient de présenter aux militants

3. *El Pais*, 2 février 1982.

du PCE qui rejettent la résolution du CC, honnêtement, au nom de la lutte contre l'impérialisme.

Cela ne sera pas une bataille facile parce que, pour le moment, le sentiment anti-impérialiste a souvent pour victimes les travailleurs polonais. Dans le numéro de *Mundo Obrero* du 5 février 1982, nous pouvons en trouver un exemple très significatif : il s'agit de la transcription de la discussion de la résolution du CC dans un groupe de base du PCE dans une de ses places-fortes de la métallurgie de Madrid, à l'usine Standart-ITT. Parmi les 70 militants présents, un seul interviendra pour défendre la résolution du CC. Voyons maintenant le contenu des autres interventions : « *Carrillo n'aurait pas dû accepter de parler à la télévision sur la Pologne quand on ne le laisse pas le faire sur le Salvador* » ; « *Quand nous avons chez nous 2 millions de chômeurs et quand certaines femmes d'ouvriers doivent se prostituer pour pouvoir faire leur marché, le CC aurait dû nuancer beaucoup plus* » ; « *Je suis d'accord sur le fait que le POUP est coupable, et aussi que nous ne pouvons pas applaudir le recours à la force militaire, mais il ne faut pas oublier que les pays socialistes ne règlent pas leurs problèmes en exploitant le Tiers Monde, comme le font les pays capitalistes* » ; « *Je demande à ceux qui affirment que sans pluralisme politique il n'y a pas de solution pour la Pologne, quelles sont donc les solutions qu'apportent aux ouvriers les pays capitalistes qui ont ce pluralisme politique* » ; « *Je suis fatigué de la Pologne, voyons plutôt si nous pouvons en finir avec la Pologne pour commencer à parler un peu de ce qui se passe ici* ».

Ce qui est rejeté dans toutes ces interventions, c'est clairement une critique des régimes de l'Est qui fait la part belle à la démocratie bourgeoise et à l'impérialisme ; c'est la faiblesse de la pratique anti-impérialiste du PCE ; c'est l'utilisation que fait la direction du PCE de la crise polonaise comme manœuvre de diversion par rapport aux très graves problèmes posés par la situation en Espagne.

C'est certainement là que réside la base pour faire avancer une alternative révolutionnaire. Mais c'est également la base pour que progresse une alternative *inverse*, celle d'un stalinisme plus ou moins remodelé. Et, à vrai dire, c'est cette alternative qui avance réellement aujourd'hui.

« INSTINCT ANTI-IMPÉRIALISTE » ET STALINISME

Il faut reconnaître qu'à la suite du coup de force du général Jaruzelski, les arguments « pro-soviétiques », avec leurs différents éclairages, ont marqué des points dans les secteurs les plus combatifs de la gauche espagnole. Nous les retrouvons dans la base du PCE, dans la fraction de gauche du PSUC (qui se constituera en parti indépendant au mois d'avril) et dans le nationalisme révolutionnaire en Euskadi, en Galice, aux îles Canaries ...

Cette situation a une série de causes communes. En premier lieu, la méconnaissance de la réalité de Solidarité a facilité grandement tout le travail de falsification de cette réalité ; nous en verrons un exemple plus loin. A également joué un rôle important le rejet viscéral du rôle joué par l'Eglise polonaise et par le pape Jean-Paul II ; comme on sait, l'anticléricalisme est l'une des traditions les plus vigoureuses et les plus justifiées du mouvement ouvrier espagnol. De plus, l'Eglise s'est tout particulièrement distinguée, en Espagne, par son rôle dans la création de syndicats jaunes. Enfin, c'est un syndicat subventionné par le gouvernement, l'Union syndicale ouvrière (USO) (4), qui a été la première organisation à inviter, début 1981, des représentants de Solidarité en Espagne. Tous ces facteurs ont concouru à l'émergence d'un sentiment généralisé de méfiance, qui est même allé jusqu'à se transformer en hostilité envers Solidarité après le coup de force du 13 décembre.

Mais la cause la plus importante a sans nul doute été la situation internationale et la campagne anticommuniste de l'impérialisme, après le coup de force militaire tout particulièrement. La politique de Ronald Reagan a revalorisé le rôle de l'Union soviétique dans des secteurs importants de la gauche, et pas seulement dans ceux qui ont une tradition stalinienne. Il est significatif à ce titre qu'un des intellectuels les plus respectés de la gauche espagnole, Alfonso Sastre, qui est politiquement un « castriste », ait affirmé au cours d'un débat sur la Pologne : « *L'URSS est encore aujourd'hui la seule garantie solide contre les horreurs du capitalisme.* »

Bien plus, dans la situation qui prévaut actuellement en Espagne, l'énorme crise sociale et le « désenchantement » par rapport à la crise du régime démocratique-bourgeois tendent également à ce que certains secteurs de la classe ouvrière mettent en avant les conquêtes sociales des Etats ouvriers, et seulement au second plan l'absence des libertés démocratiques fondamentales en leur sein. Par ailleurs, l'hypocrisie de la campagne menée par l'impérialisme a favorisé l'attitude erronée selon laquelle il suffirait de dire exactement le contraire de ce que dit la bourgeoisie pour avoir une orientation révolutionnaire correcte.

Enfin, il faut tenir compte du fait que tous ces facteurs opèrent sur un mouvement ouvrier en recul, disposant de traditions internationalistes très limitées (les campagnes de solidarité avec le Nicaragua et le Salvador, bien que pouvant compter sur le soutien de la gauche dans son ensemble, n'ont pourtant pas dépassé les limites d'une avant-garde) et qui était dans la clandestinité lors de toutes les révoltes antibureaucratiques de masse dans les pays de l'Est. En réalité, le débat actuel sur la Pologne est le premier de cette nature qui ait jamais parcouru aussi largement le mouvement ouvrier espagnol.

Mais toutes ces causes générales ne constituent pas une explication suffisante de la raison pour laquelle cet « instinct anti-impérialiste » d'un secteur du mouvement ouvrier a pu être dévié vers des attitudes d'appui plus ou moins critique au coup de force militaire. Il faut aussi compter avec le travail politique mené par des courants dont les positions n'ont rien d'« instinctives ». On peut laisser de côté les groupuscules staliniens qui se sont employés à diffuser des pamphlets anonymes contre Solidarité, leur influence étant réellement insignifiante.

Mais le problème est différent quand il s'agit de certains dirigeants du PSUC et du PCE. José Serradell, l'un des dirigeants historiques du PSUC, qui occupe aujourd'hui un espace clef dans sa fraction de gauche, a publié dans le bulletin intérieur numéro 2 de sa fraction, daté du 16 janvier 1982, un article intitulé « *Pologne : transition ... au capitalisme* ». Ce titre dit tout et cet article n'aurait pas grand intérêt si ce n'était que l'unique base d'argumentation de José Serradell est une citation *falsifiée* d'une intervention de Lech Walesa au cours de la réunion de la Commission nationale (KK) de Solidarité tenue à Radom le 3 décembre. La citation qu'utilise José Serradell est la suivante : « *Nous nous rendons compte que nous sommes en train de décomposer ce système, que si nous rétablissons la propriété privée, si nous désarticulons les groupes industriels d'Etat, si nous mettons sur pieds des entreprises autogérées, ce système disparaîtra.* »

Le texte exact, tel qu'il a été reproduit dans toute la presse internationale — traduit de la version qu'en a donnée la bureaucratie polonaise elle-même — est le

4. Union syndicale ouvrière (USO). Ce syndicat, créé sous le franquisme par certains secteurs ouvriers chrétiens, sur des positions de classe et combatives, est entré en crise avec le post-franquisme. Une aile a rejoint l'UGT tandis qu'une autre, le « courant autogestionnaire », a rejoint les Commissions ouvrières. Le reste, qui conserve le sigle originel, a obtenu moins de 5 % des voix aux élections syndicales de 1980. Il existe en son sein des secteurs ouvriers arriérés et d'autres carrément « jaunes ».

librairie diffusion
LA BRECHE

Horaires d'ouverture :

— le lundi de 14 h à 20 h

— du mardi au samedi de 12 h à 20 h

9, rue de Tunis,
75011, PARIS. Tél : 367 63 57

suivant : « *Depuis 1970, je crois qu'il n'y a plus personne qui collabore avec ce système. Ils veulent nous rouler. Ils comprennent que si nous mettons en pratique notre programme, si nous distribuons les terres des fermes d'Etat aux paysans privés et si nous créons des comités d'autogestion partout, nous allons faire se décomposer leur système.* (5) » On peut discuter de savoir s'il convient ou non, en Pologne, de distribuer aux paysans les quelque 17 % des terres qu'occupent les fermes d'Etat, avec leur gestion catastrophique. Mais considérer une proposition de ce type comme équivalant à « *rétablir la propriété privée* » est une calomnie de la pire espèce que ne peut justifier aucun objectif « anti-impérialiste ».

Le problème est moins grave avec le « manifeste » que 200 militants du PCE de Madrid, dans leur majorité des dirigeants des Commissions ouvrières, ont rendu public en opposition à la ligne défendue par Santiago Carrillo. Mais, en ce qui concerne la Pologne, il est consternant de voir comment un groupe aussi important de syndicalistes combatifs expédie en quelques lignes l'expérience menée par Solidarité, et seulement pour mentionner les « *tendances antisocialistes* » qui existaient en son sein et les « *attitudes très radicales* » qui ont prévalu lors de son Ier Congrès national. C'est d'autant plus lamentable que la seule considération sur le coup de force militaire est la suivante : « *La prise du pouvoir par l'armée ne constitue pas en elle-même une solution pour la situation polonaise.* »

En résumé, les thèmes centraux du débat au sein de la gauche du PCE et du PSUC sont de considérer Solidarité comme un mouvement « *antisocialiste* », soutenu par l'impérialisme et l'Eglise. Le coup de force militaire apparaît, dès lors, comme une mesure de « défense du socialisme ». Par ailleurs, les maillons faibles de ces positions sont la nature même du coup de force militaire et la constatation inévitable que Solidarité est un mouvement d'ouvriers confronté à un parti communiste dont la corruption et les « erreurs » ne sont niées par personne.

Le problème revêt des aspects différents dans le cas du courant nationaliste-révolutionnaire. Si l'on prend l'exemple de Herri Batasuna (6B) (5), la pratique de Solidarité peut difficilement lui apparaître comme un « modèle », même si HB la connaissait bien : un mouvement profondément ouvrier, unitaire, démocratique, qui s'orientait vers l'autogestion et la grève active, n'a que peu de choses à voir avec la réalité de la pratique et du projet politique de Herri Batasuna. Il est plus difficilement compréhensible, dans ce cas, que le rôle de Solidarité en tant qu'« incarnation de la nation tout entière », comme réponse à une oppression nationale évidente, soit négligé. Dans ce cas, l'explication est que, loin de méconnaître la réalité de cette oppression nationale dans les régimes de l'Est, cette dernière est considérée comme faisant partie des problèmes « secondaires » par rapport à la lutte contre l'impérialisme.

Santiago Carrillo donnant une conférence à l'Université de Harvard aux USA en 1977. (DR)

Il y a enfin une conception « campiste », cohérente avec la stratégie générale de l'ETA-militaire : effectivement, parmi les conditions internationales nécessaires — d'après l'ETA — au triomphe d'une insurrection populaire en Euskadi et à la proclamation d'une nation indépendante, l'aide de l'Union soviétique joue un rôle central. Enfin, il existe également un « campisme » interne : Herri Batasuna n'admet pas la critique dans le « camp abertzale » en Euskadi ; cette position, traduite en termes internationaux, suppose l'application du même critère à l'URSS dans le « camp anti-impérialiste ».

Les événements de Pologne ont, de plus, coïncidé avec un cours particulier vers la sectarisation de Herri Batasuna. Le résultat en a été l'intervention d'un certain nombre de ses militants dans le débat, sur un mode particulièrement virulent et avant tout « anti-trotskyste ». Le quotidien nationaliste-révolutionnaire *Egin* en a donné quelques exemples : « *Walesa est un suppôt du Vatican qui ne verrait aucun inconvénient à l'ouverture de la Pologne aux multinationales ou à l'armée des Etats-Unis pour le défendre de l'Union soviétique* » ; « *Solidarité est un mouvement populiste-vaticaniste, national-catholique, qui veut en revenir à la Pologne traditionnelle, celle des hobereaux et du clergé* » ; « *En appuyant Solidarité, nous prendrions le risque qu'éclate le bloc de pays qui — malgré ses limitations, sa dégénérescence et son héritage du stalinisme et bien d'autres maux — peut entraver les ambitions de l'impérialisme* » ; « *Qui est en prison dans les régimes de gauche ? Les trotskystes et les escrocs* » ... S'il fallait décerner un prix à l'infamie, celui qui le remporterait serait certainement l'imbécile qui est intervenu dans le débat en ramassant son pseudonyme dans la boue en signant son article « *Ramon Mercader* » (7).

Au vu de l'ensemble de ce débat, l'enjeu est clair. Si des positions qui acceptent le coup de force militaire du 13 décembre en Pologne, même comme un « moindre mal », venaient à se consolider en tant que ligne politique de la gauche du PSUC et du PCE et, à un autre niveau, également du nationalisme-révolutionnaire, le très important processus de recomposition que connaît actuellement le mouvement ouvrier espagnol subirait un coup extrêmement dur.

Ce ne sont pas là des positions qui n'ont à voir qu'avec la Pologne ou qu'avec les problèmes internationaux, mais avec l'ensemble de la politique d'un parti. Il ne fait pas de doute qu'en apportant son appui au général Jaruzelski, avec tout ce que cela implique, il est possible de construire aujourd'hui dans l'Etat espagnol un parti ouvrier de plusieurs milliers de militants qui apparaisse pour un temps comme une alternative au réformisme, *mais il n'est pas possible de construire un parti révolutionnaire et encore moins de diriger une révolution.* Tout au contraire, la révolution socialiste dans l'Etat espagnol aura beaucoup à apprendre de Solidarité et à combattre de nombreux Jaruzelski.

Tel est l'enjeu. Il va falloir travailler beaucoup et bien pour gagner la bataille.■

Angel MUNOZ
11 février 1982.

5. *Le Monde*, 9 décembre 1981.

6. Herri Batasuna (Pueblo Unido), coalition nationaliste-révolutionnaire sous l'hégémonie politique de l'ETA-militaire.

7. Citations tirées de divers articles du quotidien *Egin*, 31 décembre 1981, 14 et 21 janvier 1982, et de *Punto y Hora*, 8 janvier 1982.

NOUVELLES DU MOUVEMENT OUVRIER ET DE L'INTERNATIONALE

ETATS-UNIS

La solidarité du SWP avec les travailleurs polonais

The Militant, l'hebdomadaire du Socialist Workers Party (Parti socialiste des travailleurs), l'organisation trotskyste des Etats-Unis, a riposté au coup de force en Pologne en titrant en première page : « *Défendre les travailleurs polonais !* » Faisant le lien entre la défense des travailleurs polonais et celle des peuples d'Amérique centrale en lutte contre l'impérialisme américain, *The Militant* explique l'importance du combat des travailleurs polonais pour tous ceux qui luttent contre l'impérialisme US, en particulier en Amérique latine.

« *Les bureaucrates staliniens prétendent que la destruction de Solidarité est nécessaire à la défense des Etats ouvriers contre l'impérialisme. Mais c'est justement le contraire. L'attaque contre les droits des travailleurs polonais affaiblit la sécurité de l'Union soviétique et de tous les autres Etats ouvriers face aux permanentes menaces impérialistes.*

« *Ce n'est pas par hasard si l'Etat ouvrier le plus démocratique du monde, Cuba révolutionnaire, est aussi un pays où les ouvriers et les paysans ont développé l'internationalisme le plus profond et le plus déterminé. C'est cet internationalisme qui fait de Cuba un défenseur inébranlable de l'Union soviétique contre l'impérialisme.* »

Dans les numéros suivants, *The Militant* a expliqué que les manifestations sur la question de la Pologne, organisées aux Etats-Unis par les syndicats et les socialistes du « troisième camp », ne constituaient pas une aide pour les travailleurs polonais, car ces protestations syndicales étaient destinées à favoriser la campagne anticommuniste de Ronald Reagan. Les autres étaient aussi submergées par les anarchistes et les éléments droitiers. Par conséquent, elles tendaient à confirmer les accusations faites contre Solidarité par les staliniens plutôt qu'autre chose.

« *La tâche la plus urgente de ceux qui dans ce pays soutiennent les travailleurs et paysans polonais*, note *The Militant*, *c'est de s'opposer à l'hypocrisie et aux mensonges impérialistes, et de dire la vérité sur ce pourquoi les travailleurs polonais se battent.* »

Ainsi, *The Militant* et *Intercontinental Press* ont-ils consacré de nombreux articles pour expliquer le combat des travailleurs polonais et celui du syndicat Solidarité.

Les militants du SWP ont participé aux mobilisations sur la Pologne et ont vendu leur journal à ceux qui étaient animés par de véritables sentiments de solidarité avec Solidarité. Les responsables du SWP notent que leur journal a été bien accueilli.

Le SWP a aussi organisé de nombreux forums de discussion et de débats sur la Pologne dans un grand nombre de ses sections locales. De telles conférences ont eu lieu à Louisville, dans l'Etat de Virginie, dans une ville de la zone minière de Mesabi, à Brooklyn, à Cleveland, à Toledo, à Boston, à San José en Californie et à Manhattan (en espagnol).

A Boston, le forum a été ouvert à des orateurs représentant d'autres tendances politiques, ainsi qu'à un Polonais. A Toledo, un représentant de la Fédération américaine des employés des municipalités, des comtés et de l'Etat, a pris la parole aux côtés d'un représentant du SWP.

La Pologne a aussi constitué le thème principal de la conférence régionale du Nord-Ouest Pacifique de la Young Socialist Alliance (Alliance de la jeunesse socialiste, l'organisation de jeunesse liée au SWP) à Seattle, dans l'Etat de Washington.

Le SWP aborde la question de la Pologne dans son travail de propagande quotidien, y compris dans les campagnes électorales auxquelles il participe et au cours des apparitions publiques de ses représentants dans les médias. ■

MEXIQUE

Les oscillations du PSUM

Les déclarations et les démentis qui se sont succédés dans les premiers jours qui ont suivi le coup de force du général Jaruzelski illustrent l'embarras du Parti socialiste unifié mexicain (PSUM), organisation récemment formée par la fusion du Parti communiste mexicain (PCM) avec des formations nationalistes (cf. *Inprecor* numéro 115, du 21 décembre 1981). C'était là la première grande épreuve pour la nouvelle organisation.

Le dimanche 13 décembre, alors que les dirigeants de Solidarité étaient déjà incarcérés, la direction du PSUM ne parvenait même pas à adopter une résolution. A titre individuel, le député et dirigeant du PSUM, Gilberto Rincon Gallardo devait déclarer que les Polonais devaient résoudre leurs problèmes « *sans ingérences étrangères* ».

Le lundi 14 décembre, alors que les généraux polonais annulaient toutes les conquêtes ouvrières, la direction du PSUM se trouvait toujours incapable de prendre officiellement position. De façon officieuse, le PSUM faisait savoir que les Polonais « *doivent décider eux-mêmes de leur propre avenir* », formulation aussi ambiguë que celle utilisée par Gilberto Rincon Gallardo. Le PSUM a alors tenté de se tirer d'affaire par de timides déclarations contre une éventuelle intervention militaire soviétique directe. Le député Valentin Campa, de la direction du PSUM, a même admis l'existence d'une bureaucratie parasitaire en Pologne, ennemie des travailleurs et s'est prononcé contre toute intervention des Soviétiques. Antonio Gershenson, dirigeant du Syndicat national des travailleurs de l'industrie nucléaire (SUTIN) et d'autres membres du PSUM ont, de leur côté, attribué les problèmes de la Pologne « *à l'orientation erronée du POUP* », mais sans condamner le coup de force et en reprenant le couplet sur les « *ingérences étrangères* ».

Le mercredi 16 décembre, le PSUM n'avait toujours pas de position officielle, mais le député Alejandro Gascon Mercado, coordinateur de la direction du PSUM, déclarait au quotidien *Uno mas uno* : « *Il paraît logique à tout le monde qu'un Etat socialiste puisse se défendre de ses ennemis historiques en ayant recours aux normes constitutionnelles pour défendre le pays (...). Aucun gouvernement ne peut supporter des provocations continuelles ni des actions tendant à miner ses structures.* » Par cet aval clair et limpide donné au coup de force militaire en Pologne, Alejandro Gascon Mercado ne faillissait guère à ses traditions, lui qui, à l'époque où il était membre du Parti populaire socialiste (PPS) approuvait, en 1968, la répression gouvernementale contre le mouvement étudiant et le massacre de Tlatelolco.

Enfin, le jeudi 17 décembre, Arnaldo Martinez Verdugo, candidat du PSUM à la prochaine élection présidentielle et l'un de ses principaux dirigeants, affirmait que la direction du parti allait se réunir pour prendre position. A titre individuel, il signalait que ce n'était pas par le biais de mesures répressives qu'il serait possible de résoudre la crise polonaise et que l'on devait permettre « *une plus grande intervention des ouvriers dans la conduite du pays* » ; mais il se gardait bien de se pro-

noncer pour une solidarité plus concrète avec les ouvriers polonais.

Le vendredi 18 décembre, plusieurs membres du PSUM participaient à la manifestation de solidarité organisée par le Parti révolutionnaire des travailleurs (PRT), la section mexicaine de la IVe Internationale. Le lendemain, samedi 19 décembre, Rolando Cordera, membre de la Commission politique du PSUM, publiait un article contradictoire avec la position d'Alejandro Gascon Mercado. Le même jour, une nouvelle réunion de la Commission politique du PSUM était annoncée pour discuter du problème de la Pologne.

Le dimanche 20 décembre, lors de la fête de son journal *Unidad* au palais des Sports, un groupe de plus de 200 militants du PSUM a manifesté devant le stand de l'ambassade polonaise. Ce fut l'occasion de quelques affrontements entre membres du PSUM.

Le lundi 21 décembre, Arnoldo Martinez Verdugo annonçait que son parti n'était toujours pas parvenu à se mettre d'accord sur une position mais il manifestait sa confiance dans le fait que le PSUM adopterait une position favorable aux ouvriers polonais. Le lendemain, mardi 22 décembre, plusieurs dirigeants du PSUM se prononçaient contre le coup de force du général Jaruzelski et appelaient leur parti à se solidariser avec les ouvriers polonais.

Le mercredi 23 décembre, soit dix jours après les événements de Pologne, la déclaration officielle du PSUM était enfin publiée. Son texte montre clairement que c'est la position des Alejandro Gascon Mercado et compagnie qui a été reprise et que les anciennes directions du PCM et du Mouvement d'action populaire (MAP) avaient capitulé sur toute la ligne. En définitive, le PSUM n'a pas condamné le coup de force, il s'est seulement prononcé pour la levée des mesures d'exception. Le coup de force est présenté comme une péripétie puisque « *l'état de guerre décrété le 13 décembre n'avait fait qu'introduire des éléments d'aiguisement de la crise* ». En plus des rituelles allusions aux « *agents extérieurs* » et « *infiltrés* », la direction du PSUM y affirme : « *Nous sommes sûrs que le socialisme polonais remportera de nouveaux succès grâce à une plus grande participation du peuple travailleur dans l'Etat.* » Voilà qui ne manque pas de culot et d'aveuglement complice lorsqu'il s'agit de caractériser une situation de guerre où sont abolies toutes les conquêtes arrachées par les travailleurs polonais au cours de leurs 18 derniers de lutte.

Le PSUM, qui se vantait d'être un parti fort et vigoureux et totalement différent des « vieux PC », a donc fait la démonstration, tout au contraire, de sa fragilité, de son inconséquence et de se ses contradictions à l'heure de la pratique et, surtout, de son attachement au stalinisme. ■

ARGENTINE

L'alignement du PCA

Le Parti communiste argentin (PCA), qui s'est illustré par ses positions de soutien à l'aide dite « libérale » de la dictature, a adopté une position sans surprise sur la Pologne, celle d'un soutien total au coup de force des généraux contre les travailleurs polonais. Il est vrai que la compromission avec les généraux est, en quelque sorte, une tradition du parti.

Pour justifier un tel alignement sur les bureaucraties de Varsovie et du Kremlin, le PCA a fait feu de tout bois au niveau de l'argumentation. Reprenant l'*Agence Tass*, le PCA a déclaré que « *le gouvernement polonais s'est vu obligé d'adopter ces mesures extraordinaires en défense des grandes et historiques conquêtes des travailleurs et du peuple* ».

Les Jeunesses communistes (JC), quant à elles, n'ont pas hésité à prétendre que la contre-révolution du général Jaruzelski et de ses acolytes était en fait dirigée contre « *les agents de la CIA* ».

Rien d'étonnant dès lors à ce que l'activité principale de cette organisation sur la Pologne soit la calomnie et le mensonge. Certaines artères de la banlieue sud de Buenos Aires en portent témoignage sous forme d'un bombage signé par les JC qui proclame : « *Viva la Polonia socialista, Walesa al paredon !* » (Vive la Pologne socialiste, Walesa au poteau). Voici des petits staliniens que le prestige de l'uniforme a l'air d'impressionner aussi bien en Argentine qu'en Pologne. ■

BRESIL

Le PCB appuie les généraux polonais

Le Parti communiste brésilien (PCB) a une solide tradition de collaboration de classe. Aujourd'hui encore, il est enfoncé jusqu'au cou dans des combinaisons politiques avec la bourgeoisie. Il fait partie d'un grand parti libéral bourgeois, le Parti du Mouvement démocratique brésilien (PMDB), qui est en train de négocier une fusion avec le « parti des banquiers », le Parti populaire (PP), repaire d'anciens putschistes, conçu et créé par les stratèges de l'« ouverture » pour disposer d'un interlocuteur raisonnable ... L'ancien secrétaire général du PCB lui-même, Luis Carlos Prestes, qui en a fait des vertes et des pas mûres, trouve que c'en est trop : il a rompu avec son parti il y a un peu plus d'un an en dénonçant son opportunisme.

Tout cela n'empêche pas le PCB de faire, à propos de la Pologne, un assaut d'orthodoxie stalinienne. Ce ne sont là que les deux faces d'une même médaille.

Son hebdomadaire *Voz da Unidade* publie, dans son numéro du 22 janvier 1982, un article intitulé « *Les conspirateurs sur la scène polonaise* » qui porte à son comble la vision policière de l'histoire, comme à la grande époque des procès de Moscou : « *Depuis qu'a été proclamée la République populaire de Pologne, les centres et services anticommunistes ont lancé une activité acharnée pour miner les fondements du socialisme en Pologne, variant seulement de méthode ... L'activité subversive du KOR se développait à différents niveaux. La banque d'informations créée par le KOR a été utilisée pour recenser des données de tout le pays, facilitant ainsi l'espionnage politique et économique ... Il convient de signaler que c'est Karol Modzelewsky, un des ennemis invétérés de la Pologne socialiste, qui a conseillé d'utiliser le terme de Solidarité pour tromper les masses ... Les grèves et les désordres de rue incessants se sont produits là où c'était prévu, conformément à un plan pré-établi. Il a été procédé à l'expulsion des comités du parti des entreprises industrielles. Des groupes d'assaut, de style fasciste, avec des barres de fer, implantaient leur ordre là où les événements ne se développaient pas en conformité avec le scénario de la contre-révolution ... Le peuple, aidé et défendu par l'armée polonaise, ce peuple qui était au bord du désastre, put se ressaisir et secouer l'énorme fardeau de chantage et de terreur qu'il a dû supporter pendant plus d'un an.* »

Il est vrai que ce zèle bureaucratique est parfois difficilement conciliable avec les revendications démocratiques les plus élémentaires contre la dictature brésilienne et les pactes les plus honteux passés avec la bourgeoisie libérale. Les porte-parole du PCB donnent alors une version publique plus nuancée de leur position. C'est le cas de Hercules Correa qui devait déclarer, au cours d'un débat organisé par le quotidien « *Folha de Sao Paolo* » le 29 décembre, avec des représentants du PMDB, du PP et un curé polonais : « *L'attitude du syndicat Solidarité tendait, à mon sens, à commencer à jouer un rôle non plus d'un syndicat, mais d'un parti politique. Un parti politique a, on le sait, des fonctions déterminées. Un syndicat a des fonctions distinctes, sous le socialisme comme sous le capitalisme ... Ce processus de désorganisation de l'économie a mis à l'ordre du jour — maintenant et pas avant — l'état de guerre qui, comme l'a dit le Premier ministre Jaruzelski, s'impose pour rétablir le contrôle sur l'économie et la politique, en fonction de la défense du socialisme ... Nous pensons que le POUP doit avoir une claire conscience de ses responsabilités, et comprendre que la solution à tout problème du monde socialiste — car cela doit nous servir d'exemple dans notre lutte dans le monde capitaliste — doit consister en un élargissement de la démocratie, et principalement un élargissement de la démocratie politique.* »

Il est vrai que la position officielle du PCB ne « passe » pas sans difficultés. Elle a déjà fait l'objet de critiques internes

dans le cadre du débat préparatoire au prochain Congrès et risque de contribuer à l'éclatement d'une nouvelle crise qui couve depuis un certain temps.

Ce d'autant plus que le PCB n'est pas seul sur l'échiquier politique. Il doit faire face à une position de solidarité avec Solidarité et les travailleurs polonais qui n'est pas le fait du régime, mais du Parti des travailleurs (PT) et des secteurs combatifs du mouvement syndical. Dès le mardi 15 décembre, le syndicat des métallurgistes de l'ABC publiait un tract de soutien aux travailleurs polonais dépourvu d'ambiguïté.

La plupart des dirigeants du PT se sont exprimés dans le même sens. Et, le jeudi 17 décembre, les travailleurs de l'usine Volkswagen de Sao Bernardo do Campo ont organisé un rassemblement avec la participation de « Lula », au cours duquel ils ont observé une minute de silence en hommage aux ouvriers polonais victimes de la répression bureaucratique.■

BELGIQUE

La social-démocratie "condamne" Jaruzelski

Malgré une prise de position allant dans le bon sens, la direction de la Fédération générale des travailleurs de Belgique (FGTB), à direction social-démocrate, n'a rien entrepris pour organiser concrètement un large mouvement de solidarité avec les travailleurs polonais au lendemain du coup de force du 13 décembre. Cette attitude n'a été que le prolongement du freinage et de l'étouffement systématiques de la solidarité déjà pratiqués depuis août 1980.

Le mardi 15 décembre 1981, le Bureau national de la FGTB s'est réuni pour adopter la motion suivante : « *Le Bureau exprime son émotion face au coup d'Etat militaire du gouvernement polonais contre le syndicat Solidarité. Il condamne l'arrestation de dirigeants syndicaux, l'occupation des locaux syndicaux, l'interdiction de fait du syndicat Solidarité et l'attaque contre les libertés conquises des travailleurs et de la population de Pologne. Il s'oppose à toute condamnation à la prison ou à la mort et exige la libération des dirigeants syndicaux et le respect des accords conclus* » (*Syndicats*, hebdomadaire de la FGTB, 19 décembre 1981).

LA FGTB « CONDAMNE » JARUZELSKI ...

Cette prise de position contient tout ce qui pourrait permettre de stimuler et d'organiser une solidarité de classe : contre la répression ; pour les libertés (avant tout comprises comme les libertés syndicales) ; soutien sans équivoque à Solidarité.

Il faut également apprécier cette prise de position pour ce qu'elle ne dit pas. Aucune diversion sur les rapports Est-Ouest ; aucune mention d'un « *dialogue à renouer* » entre Solidarité et la bureaucratie, ce qui, dans les conditions actuelles, ne pourrait signifier qu'une soumission négociée du syndicat indépendant. Au contraire, le communiqué de la FGTB exige « *le respect des accords conclus* ».

Voilà donc une plate-forme permettant la constitution d'un front unique (notamment sur le plan syndical) entre toutes les organisations ouvrières. Dès le lundi 14 décembre, des négociations ont d'ailleurs été menées entre la FGTB et la CSC (la Confédération des syndicats chrétiens, majoritaire dans le pays, mais surtout en Flandres) pour une action unitaire.

Une triple pression s'exerce sur la FGTB. D'abord et avant tout, la gauche du mouvement ouvrier, à l'appel du « Comité du 1er-Mai » (où la Ligue révolutionnaire des travailleurs — LRT —, section belge de la IVe Internationale, joue un rôle important), est déjà descendu dans la rue dans des manifestations qui ont été des succès ; ensuite, la CSC, très sensibilisée à la question polonaise du fait de ses liens avec Solidarité, pousse à la roue dans l'espoir d'exploiter la situation à son avantage ; finalement, la présence à Bruxelles des sièges des organisations syndicales internationales (CISL, CMT) pèse sur les directions nationales de la CSC et de la FGTB.

... MAIS MÈNE UNE ACTION DÉRISOIRE

Les initiatives unitaires des deux syndicats n'ont malheureusement ni correspondu aux besoins objectifs ni même aux possibilités concrètes. Ils ont en effet décidé deux choses : premièrement, une grève nationale symbolique de ... 5 minutes, le jeudi 17 décembre 1981, de 11 h 55 à midi. Ce genre d'action n'est pas négligeable par principe, à condition qu'il s'agisse de l'amorce d'un plan d'action consistant et soutenu. Or, il n'en a rien été. La seconde mesure prise par la FGTB et la CSC a été l'organisation de manifestations régionales dans les cinq principales villes du pays (Bruxelles, Anvers, Liège, Charleroi et Gand) le vendredi 18 décembre à ... 16 heures. Une initiative destinée à occuper le terrain et à bloquer la proposition défendue par le « Comité du 1er-Mai » dans les négociations avec les syndicats : une manifestation nationale pour le week-end du 19-20 décembre qui aurait pu rassembler plusieurs dizaines de milliers de personnes à Bruxelles.

ABONNEZ-VOUS ET

RÉABONNEZ-VOUS

A INPRECOR !

★ ★

Il n'y a donc pas eu de manifestation nationale. Et les manifestations régionales, dans ces conditions, n'ont rassemblé que quelques centaines de personnes, sauf à Bruxelles : à 16 heures, tout le monde est encore au travail, à moins de disposer de crédits d'heures de délégation syndicale ou d'un préavis de grève que la bureaucratie syndicale n'a pas pris la peine de déposer.

POURQUOI LA FGTB FREINE-T-ELLE LE MOUVEMENT ?

La raison fondamentale qui explique la « ligne » de la bureaucratie syndicale de la FGTB depuis août 1980, c'est son aversion pour tout mouvement révolutionnaire de la classe ouvrière dans le monde. La menace de la grève générale, brandie par la classe ouvrière polonaise tout au long de ces seize mois, n'est pas pour rassurer l'appareil syndical social-démocrate dans un pays, la Belgique, où elle est une arme traditionnelle des travailleurs. Revenant du Congrès national de Solidarité (ce qui lui permettait de se revendiquer à bon compte du syndicat indépendant), Georges Debunne, secrétaire général de la FGTB, s'est empressé d'en limiter la portée politique au cours d'une interview à la Télévision belge où il a déclaré qu'il ne s'agissait « *nullement d'une révolution* ».

Au soir du dimanche 13 décembre, alors qu'à la FGTB les discussions sur la riposte ouvrière à mettre en œuvre contre le cinquième gouvernement Martens faisait monter la température, Georges Debunne suggérait prudemment que Solidarité était peut-être allé trop loin.

Une seconde raison de cette attitude c'est la crainte (réelle ou feinte) de participer à une croisade anticommuniste. Crainte sans aucun fondement, car la bourgeoisie belge n'a même pas été capable d'exploiter les événements de Pologne (contrairement à ce qui s'était passé en 1968 lors de l'invasion soviétique en Tchécoslovaquie, pour ne pas parler de la Hongrie en 1956). En effet, la polarisation sociale en est arrivée à un tel point en Belgique, du fait de la crise économique et de la politique d'austérité renforcée, qu'aucun secteur bourgeois ou petit-bourgeois (pas même l'extrême droite) n'a osé se lancer dans une campagne démagogique de soutien à Solidarité.

La troisième raison, c'est un mélange de vieil anticléricalisme (poids de la franc-maçonnerie dans la social-démocratie) et de sectarisme anti-CSC, dans un pays où le syndicat chrétien est puissant et l'Eglise omniprésente, surtout dans le Nord du pays.

Cette « crainte » de l'anti-communisme bourgeois et ce sectarisme anti-CSC bénéficient d'une certaine assise parmi les délégués de base, notamment ceux de la gauche syndicale. C'est donc à contre-courant que les révolutionnaires luttent en Belgique pour que la FGTB prenne en charge une solidarité syndicale avec Solidarité, la solidarité humanitaire étant déjà couverte par un grand nombre d'organismes. ■

Les dirigeants de Solidarité en liberté posent leurs conditions à " une véritable entente nationale "

1.— Levée de l'état de guerre.

2.— Libération de toutes les personnes arrêtées et internées depuis l'imposition de l'état de guerre et cessation de toute répression.

3.— Publication dans les médias, pour qu'elles soient vérifiées par la société, des listes des personnes tuées ou blessées à la suite d'interventions des forces de l'ordre et de l'armée après la promulgation de la loi martiale, celles des personnes arrêtées, celles des internés et des victimes de représailles diverses.

4.— Réactivation de toutes les institutions, associations, syndicats ainsi que des organisations politiques et sociales dans leur forme d'avant le 13 décembre 1981.

5.— Non reconnaissance de toutes les décisions du Conseil militaire de salut national (WRON), considérées comme nulles et non avenues tant qu'elles ne seront pas examinées par la Diète (Parlement).

6.— Constitution par la Diète d'un tribunal extraordinaire constitutif qui examinera : a) les bases légales de la promulgation de la loi martiale ; b) les activités des institutions et des personnes qui portent la responsabilité de l'état de guerre ; c) le bien-fondé des griefs opposés aux personnes arrêtées et internées depuis la promulgation de la loi martiale.

7.— Acceptation d'un programme qui tendrait à éliminer les conséquences de l'état de guerre : a) en donnant son accord à une forme de commémoration — acceptable par la société — de la mémoire des victimes de l'état de guerre ; b) en versant des indemnités à tous ceux qui ont subi des dommages ou qui ont souffert à la suite des actions des militaires, des forces de l'ordre ou à la suite des ordonnances et décrets émis ; c) en restituant aux personnes privées, aux institutions et aux organisations leurs biens qui ont pu être réquisitionnés ou mis à sac.

8.— Mise sur pieds, par la Diète et par des experts indépendants, d'une commission chargée d'examiner les dommages subis en Pologne et sur la scène internationale à la suite de la promulgation de la loi martiale. Les experts doivent être acceptés par la société et les résultats de leurs travaux doivent être rendus publics.

9.— Acceptation et mise en œuvre du programme en huit points établi par NSZZ-Solidarnosc publié dans la presse et qui constitue une condition à l'entente nationale.

SOLIDARITE
Varsovie, 6 janvier 1982.